

www.crdp.umontreal.ca











TABLE DES MATIÈRES

LA RECHERCHE EN DROIT : LE FRUIT D'UNE LONGUE ÉVOLUTION	4
Publications et diffusion de la connaissance	4
Formation des étudiants	5
• Évolution du financement de la recherche	6
• Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche	7
SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES CHERCHEURS RÉGULIERS	8
CHERCHEURS DU CRDP ET DU REGROUPEMENT DROIT ET CHANGEMENTS	9
Axe Droit et nouveaux rapports sociaux	10
Axe Droit et technologies d'information et de communication	11
Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu	12
PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF	13
RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE	15
AXE DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX	16
• Bilan 2004-2005	
Projets de recherche subventionnés	
AXE DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	25
• Bilan 2004-2005	
Projets de recherche subventionnés	
AXE DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU	36
• Bilan 2004-2005	
Projets de recherche subventionnés	
CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP	56
ANNEXE 1 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS	57
ANNEXE 2 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS	71
ANNEXE 3 : MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUES ET EN COURS	85
ANNEXE 4 : ÉVÈNEMENTS SCIENTIFIQUES	92
ANNEXE 5 : POUR LA RECHERCHE	99

MOT DU DIRECTEUR

La production du rapport d'activité du Centre de recherche en droit public est, chaque année, de faire le bilan de ses activités et de réaffirmer ses orientations. Créé en 1962, le CRDP regroupe aujourd'hui 14 chercheurs réguliers, 30 chercheurs associés et 24 collaborateurs. Tous œuvrent de près ou de loin dans le domaine de la recherche sur le droit. Ces chercheurs sont regroupés au sein de trois axes portant respectivement sur les thèmes Droit et nouveaux rapports sociaux, Droit et technologie d'information et de communication et Droit, biothechnologie et rapports au milieu. Sur le plan scientifique, ces chercheurs sont réunis au sein du Regroupement Droit et changements, soutenu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture pour la période 2004-2010 et regroupant l'Université de Montréal, l'Université McGill et l'Université Laval. Le CRDP compte par ailleurs dans ses chercheurs les titulaires de deux chaires de recherche : La Chaire de recherche du Canada en droit et médecine, dirigée par la professeure Bartha Maria Knoppers et la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, dirigée par le professeur Pierre Trudel. Pour la période 2004-2005, le CRDP abritait les activités de l'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) et de l'éditeur électronique LexUm. Il accueillait le portail HumGen, un site orienté sur les enjeux sociaux, éthiques et juridiques entourant la génétique humaine.

Les recherches menées par le CRDP sont caractérisées par leur orientation interdisciplinaire. Elles mettent en lien des chercheurs d'universités, de facultés et de départements différents, souvent issus de divers pays. Plusieurs des recherches menées au CRDP exigent une forte collaboration internationale. Le CRDP entretient ainsi des liens continus avec 25 centres et laboratoires de recherche étrangers et plusieurs réseaux internationaux de chercheurs. Pour l'essentiel, les travaux menés au Centre contribuent au développement de la recherche fondamentale en droit et au développement de la théorie du droit. Abordé dynamiquement, le droit y est systématiquement étudié dans son contexte social, perspective qui ouvre la porte à la contribution de plusieurs disciplines à la compréhension de la normativité juridique contemporaine. Ces travaux mettent en cause des partenaires sociaux nombreux, engagés dans un grand nombre de champs sociaux et institutionnels différents. Plusieurs de nos programmes de recherche sont établis sur des échéanciers étendus, condition de réalisation qui assure à la fois la stabilité des équipes et la formation continue de la relève scientifique.

Le CRDP est par ailleurs particulièrement attaché à l'encadrement des étudiants, et ce, à tous les cycles de la formation universitaire. Outre la contribution de plusieurs des chercheurs du CRDP aux enseignements de premier cycle, le Centre reçoit chaque année 15 à 20 stagiaires, inscrits en troisième année de droit.

Ces étudiants se trouvent par là initiés aux rudiments de la recherche juridique et scientifique. Le CRDP anime par ailleurs plusieurs programmes de deuxième cycle dans le domaine des biotechnologies (www.biodroit.umontreal.ca/) et dans celui des nouvelles technologies de communication (www.technodroit.umontreal.ca/). Ses chercheurs sont largement impliqués dans l'encadrement du programme de Doctorat en droit de l'Université de Montréal et du programme de Doctorat interdisciplinaire en sciences humaines appliquées (SHA) de la Faculté des études supérieures. C'est cependant dans le domaine de la formation à la recherche que le CRDP se distingue, tant du fait de la participation des étudiants aux différentes activités scientifiques du Centre qu'en tant qu'agents de recherche : près de 75 étudiants travaillent chaque année comme assistants de recherche au Centre de recherche en droit public. L'organisation systématique de séminaires étudiants, tout au long de l'année, et la contribution directe des étudiants aux activités de diffusion scientifique participent de cette ambition. C'est pour mettre cette contribution en évidence que l'édition actuelle du Rapport annuel 2004-2005 du CRDP réserve une section spécifique à la contribution des étudiants à la diffusion scientifique.

Le rapport des activités scientifiques de l'année 2004-2005 réserve finalement, en conclusion, une place privilégiée au texte signé et rendu public, en janvier 2004, par trente centres de recherche québécois, et portant sur l'avenir du financement public de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales, des arts et des lettres (annexe 5). Le Centre de recherche en droit public ayant pris l'initiative de cette opération, 5 000 chercheurs, étudiants et professeurs, répondaient par la suite à l'appel et joignaient leur nom au texte publié dans les médias nationaux. Cet appel au public et aux autorités gouvernementales aura permis de rendre compte de la fragilité des conditions de la recherche dans des domaines qui ne peuvent généralement pas compter sur la contribution des financements privés. Il a à la fois révélé la nécessité et la difficulté de mener avec exigence et continuité, des travaux d'envergure sur l'évolution continue des rapports juridiques et des rapports sociaux. Or, c'est de la nécessité de cette continuité dont rendent compte les activités de centres comme le CRDP.

Le document que nous offrons aujourd'hui propose une synthèse de toute une année d'activités scientifiques. Des informations complémentaires sont offertes sur le site du CRDP, que nous vous invitons à visiter

(www.crdp.umontreal,ca/)

Pierre Noreau

DIRECTEUR Centre de recherche en droit public

La recherche en droit : le fruit d'une longue évolution

- 1. Publications et diffusion de la connaissance
- 2. Formation des étudiants
- 3. Évolution du financement de la recherche
- 4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Les travaux menés depuis plus de quarante ans par les chercheurs du Centre de recherche en droit public portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociales. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si les recherches réalisées au CRDP tout au cours des années 60 s'inscrivaient principalement dans le champ du droit constitutionnel canadien et québécois, ses travaux actuels se sont élargis à un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain.

Au cours de ses vingt premières années d'évolution, les travaux du Centre ont surtout suivi le développement de l'État québécois et l'évolution du droit public, notamment dans le domaine du droit administratif. Ces travaux innovateurs favorisèrent, à l'époque, l'étude des structures administratives régionales et la recherche dans le domaine du droit de la santé, du droit de l'éducation supérieure, du droit de la radio et de la télévision, du droit d'accession des nouveaux États à la souveraineté, etc.

Au cours des années 80, les travaux du Centre porteront sur l'étude des normes naissantes en matière d'éthique médicale, puis sur l'émergence de nouvelles normes en matière de

technologies biomédicales et de génétique. D'autres recherches porteront sur les enjeux éthiques, juridiques et sociaux soulevés par l'usage de la xénotransplantation et favoriseront l'étude des rapports de l'humain avec le monde animal et végétal. Débordant l'étude du droit de la radio et de la télédiffusion, nos travaux dans ce domaine conduiront à celle des nouvelles technologies de communication, et aboutiront à la publication du premier traité francophone en droit du cyberespace. D'autres projets porteront sur la protection des renseignements personnels numérisés, la gestion des conflits sur Internet, le commerce électronique, la démocratisation de l'accès au droit et l'avènement du gouvernement et de la justice en ligne. Parallèlement, nos investigations dans le champ de la théorie du droit se sont orientées vers l'étude des conditions d'émergence des nouvelles normativités sociales et juridiques. Inspirés par les théories du pluralisme juridique, ces travaux empiriques et théoriques traiteront tour à tour des enjeux idéologiques de la décision judiciaire, des formes juridiques et politiques de la gouvernance autochtone, des formes contemporaines de l'action publique, du traitement juridique des problèmes sociaux et des effets de la diversité ethnoculturelle contemporaine sur l'évolution de la normativité juridique. Ce sont sur ces thèmes que se dresse le bilan des activités 2004-2005 du Centre de recherche en droit public.

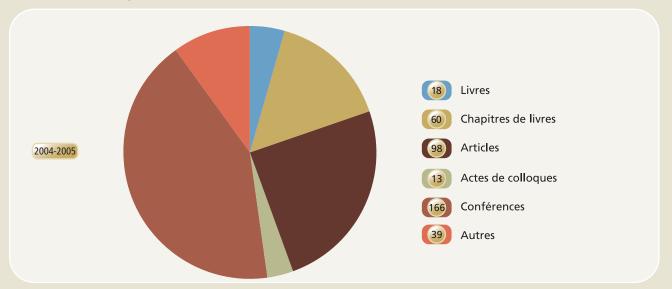
1. Publications et diffusion de la connaissance

Au seul plan de la diffusion scientifique, l'activité du CRDP rend compte d'un important volume d'activités. Pour la seule année 2004-2005, les 14 chercheurs du Centre sont les auteurs ou les éditeurs de 11 ouvrages. Leur nom est associé à 41 chapitres d'ouvrages collectifs, 44 articles scientifiques, 7 articles diffusés dans divers actes de colloques et 9 autres publications de divers types (rapports de recherche, affiches scientifiques, etc.). Ils ont présenté 101 conférences scientifiques (annexe 1). Les étudiants du Centre ont eux-mêmes été les auteurs ou les co-auteurs de 7 ouvrages, de 32 contributions à des ouvrages collectifs, de 66 articles scientifiques, de 6 contributions à des actes de colloques et de 29 contributions sous diverses autres formes: rapports de recherche, recensions, publications vulgarisées, affiches scientifiques, etc. qui rendent compte de l'évolution des canaux de diffusion de la recherche. Ils ont été associés à 65 conférences scientifiques (annexe 2).

Au total, si on tient compte des contributions individuelles et des publications combinées des étudiants et des chercheurs, la contribution scientifique du Centre, pour 2004-2005, représente 18 ouvrages, 60 chapitres de livres, 98 articles publiés dans les pages des revues scientifiques et 13 contributions à des actes de colloques, auxquels il faut ajouter 39 autres publications de types divers. Au seul chapitre des conférences scientifiques et publiques, la contribution des chercheurs et des étudiants du CRDP s'élève à 166 communications (Figure 1).

Le bilan des activités scientifiques auxquelles sont associés les chercheurs et les étudiants du CRDP doit par ailleurs tenir compte des événements organisés par le Centre et ses diverses composantes (chaire, instituts, etc.). Au total, 62 événements scientifiques, colloques, conférences et séminaires, ont été organisés au CRDP au cours de la seule période 2004-2005 (annexe 4).

FIGURE 1
Diffusion scientifique au CRDP 2004-2005



2. Formation des étudiants

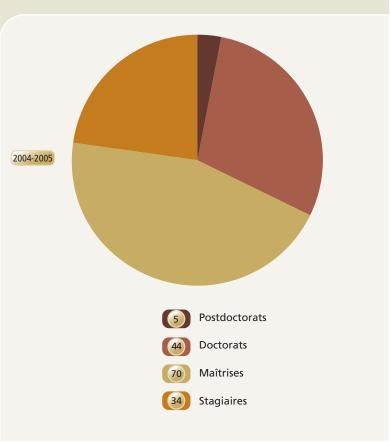
La formation des étudiants et la préparation d'une relève en recherche prend, au CRDP, une multitude de formes. Elle suppose une contribution à tous les cycles de la formation universitaire. Les chercheurs réguliers du Centre ont ainsi été appelés à encadrer un nombre croissant d'étudiants de 2e et 3e cycle au fur et à mesure de l'évolution des programmes de formation offerts, tant à la Faculté de droit qu'en médecine, en informatique, en sociologie, en anthropologie, en criminologie, en éthique appliquée et en sciences humaines appliquées. Ainsi, au cours de la seule année 2004-2005, les chercheurs du CRDP ont été amenés à encadrer 5 chercheurs postdoctoraux, 44 étudiants de doctorat (dont 7 ont déposé leur thèse en 2004-2005), 70 étudiants de maîtrise, dont 20 ont déposé leur mémoire au cours de la même période. Par ailleurs, les chercheurs du CRDP ont, toujours en 2004-2005, encadré 34 stagiaires de recherche dont 21 étudiants de premier cycle. Ainsi, au total, près de 150 étudiants ont bénéficié de l'encadrement des chercheurs du Centre (annexe 3).

Une liste des titres des thèses et mémoires en cours est reproduite en annexe. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des nouvelles technologies de communication. Au total, 6 programmes de deuxième cycle reliés aux axes de recherche du CRDP sont proposés aux étudiants.

Ces données sur l'encadrement étudiant ne rendent cependant compte que des aspects les plus évidents de la formation, celles qui sont associées à un encadrement crédité, sous une forme ou une autre. D'autres activités d'encadrement contribuent également à l'émergence d'une relève en recherche. On pense notamment ici à l'encadrement quotidien des 74 assistants de recherche engagés dans nos travaux, en 2004-2005, qui sont tous étudiants, et à la majorité des 35 agents de recherche qui, pour l'essentiel, sont inscrits aux cycles supérieurs à l'un ou l'autre des programmes offerts par l'Université de Montréal.

Ces données ne tiennent finalement pas compte des étudiants formés par les chercheurs associés et les collaborateurs du *Regroupement Droit et changements* pour la même période, souvent dans la foulée des travaux de recherche initiés au CRDP.

FIGURE 2 Étudiants encadrés aux divers cycles



3. Évolution du financement de la recherche

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément près de 75 projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche : la responsabilité et le droit en matière de génomique, les modèles juridiques visant la protection de la propriété intellectuelle en matière de biotechnologie, l'encadrement normatif des maladies infectieuses, l'éthique de la bio-ingénierie, la gestion de la preuve scientifique dans le domaine des risques environnementaux, l'analyse des dimensions juridiques de la cyberdémocratie, les transactions multimédia, la mondialisation et la cyberjustice, les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie, la protection des données personnelles numérisées, les enjeux juridiques et politiques entourant la gouvernance autochtone, le droit et la diversité ethnoculturelle, les mutations rencontrées par les réformes de l'action publique, les enjeux juridiques entourant la protection des personnes âgées, etc.

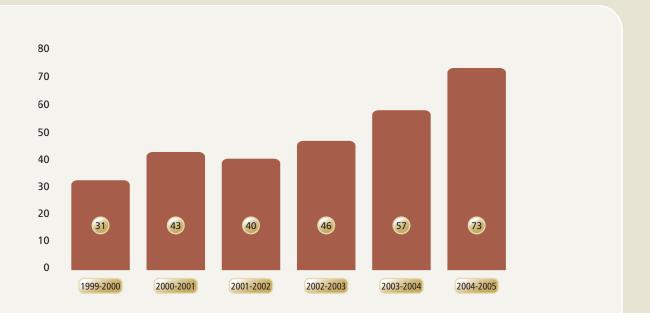
La multiplicité et la diversité de ces projets rendent compte de l'évolution continue de nos travaux. Cette multiplicité est l'occasion d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP. Sur une période de 6 ans, le nombre de ces projets a connu un développement continu et rapide. Au nombre de 31 en 1999-2000, le volume de ces projets a plus que doublé depuis (Graphique 1).

Cet accroissement démontre l'évolution rapide du Centre de recherche en droit public et son rôle en tant que moteur dans le domaine de la recherche en droit. Parallèlement, les niveaux de financement des projets du CRDP passaient de 3,5 millions à près de 5,3 millions de dollars par année. Un rapide décompte de nos sources de financement témoigne par ailleurs de leur diversité et, partant, de l'intérêt que nos

activités de recherche suscitent dans une multitude de milieux. En 2004-2005 seulement, le CRDP pouvait compter sur plus de 75 sources de financement différentes. Si un peu plus de 1,5 million de dollars étaient attribués sous forme de contrats de recherche, 70 % du financement recueilli par les chercheurs du Centre de recherche en droit public prenait la forme de subventions de recherche. On consultera à ce propos le tableau 1 du présent rapport (page 8).

Ces activités connaissent certaines tendances lourdes : la première tient à l'accroissement du nombre des chercheurs réunis dans nos équipes de recherche et à la diversité de leurs institutions de rattachement (certains projets réunissent jusqu'à 21 institutions); la deuxième, à l'internationalisation de plusieurs projets développés, au départ, sur le plan québécois; la troisième, à l'importance prise par certaines activités de transfert des connaissances comme LexUM et HumGen. Signalons également que le CRDP a su, au cours des dernières années, être le siège d'importantes structures de collaborations scientifiques. C'est notamment le cas du Regroupement Droit et changements et d'importants consortiums de recherche comme P3G, l'Institut international de recherche en éthique biomédicale ou le Réseau de médecine génétique appliquée. L'activité du Centre favorise par ailleurs la création de nouvelles structures de recherche, chaires, observatoires ou laboratoires qui, soit entretiennent avec lui des liens continus, soit s'en démarquent pour poursuivre leurs activités propres. Finalement, indiquons la proportion toujours plus importante des fonds que le CRDP est appelé à administrer pour les chercheurs d'autres universités ou qu'il est conduit à leur transférer à la suite d'ententes entre les universités, notamment dans le cadre de grands consortiums de recherche.

GRAPHIQUE 1Nombre des projets de recherche en cours 1999-2005



4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Le Centre de recherche en droit public est d'abord et avant tout un espace de concertation entre chercheurs et entre chercheurs et étudiants. Cette fonction a été particulièrement affirmée, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme Regroupement stratégique, par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). L'activité d'un centre comme le CRDP se mesure d'abord à sa capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit. Cette mise en commun des compétences et des perspectives est elle-même rendue possible grâce au soutien que l'Université de Montréal accorde aux activités du Centre, mais également du fait de l'entretien d'une longue tradition de concertation au sein des milieux juridiques et scientifiques.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion des fonds de recherche et de spécialistes des communications électroniques. Le CRDP peut également réaliser ses activités du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant bon an mal an une centaine de professionnels, d'agents et d'assistants de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique largement la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain.

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC ET REGROUPEMENT DROIT & CHANGEMENTS

Subventions, dons et contrats de recherche des chercheurs réguliers du CRDP

		(1 ^{er} avril 2004 au 31 mars 2005)
	NOMBRES	
INFRASTRUCTURE	NOWIDKES	OBTENUS
CÉDAR	1	705 000 \$
Regroupements stratégiques des Fonds québécois	1	277 702 \$
SOUS-TOTAL	2	982 702 \$
SUBVENTIONS INDIVIDUELLES		
ET D'ÉQUIPES		
CRSH	6	241 520 \$
IRSC	5	329 331 \$
FQRSC	1	27 632 \$
FRSQ	2	77 000 \$
VRQ	5	206 450 \$
GENOME QUÉBEC	6	257 377 \$
CHAIRES	2	258 395 \$
MINISTÈRES QUÉBÉCOIS	7	385 889 \$
FONDATIONS	2	132 082 \$
FCI	1	185 775 \$
OGANISMES INTERNATIONAUX	7	433 375 \$
FONDATION DU BARREAU	3	26 675 \$
AUTRES	12	133 204 \$
CONTRATS	13	1 644 043 \$
DONS	2	32 106 \$
àSOUS-TOTAL	74	4 370 854 \$
<u> </u>		
ÉQUIPEMENT		
(inclus dans FCI - supra)		
TOTAL	76	5 353 556 \$

CHERCHEURS DU CRPD ET DU *REGROUPEMENT* DROIT ET CHANGEMENTS

14 Chercheurs réguliers

26 Chercheurs associés

4 Chercheurs associés hors Québec

24 Collaborateurs (12 AU QUÉBEC ET 12 HORS QUÉBEC)

CHERCHEURS RÉGULIERS

AVARD Denise

(Ph.D. Cambridge University M.A.; Université d'Ottawa) CHERCHEURE / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu Champs d'intérêt : Politiques sociales, Éthique en génétique denise.avard@umontreal.ca

BENYEKHLEF Karim

(Ph.D., LL.M., Université de Montréal)
PROFESSEUR AGRÉGÉ / Axe Droit et technologies d'information et de communication *Champs d'intérêt : Droit international, Droit de l'information*

karim.benyekhlef@umontreal.ca

FRÉMONT Jacques

(LL.M. York University)

PROFESSEUR TITULAIRÉ / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux Champs d'intérêt : Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale

jacques.fremont@umontreal.ca

GENDREAU Ysolde

(LL.M. McGill University; Doc. Université de Paris II)
PROFESSEURE AGRÉGÉE / Axe Droit et technologies d'information et de communication Champs d'intérêt : Droit de la propriété intellectuelle ysolde.gendreau@umontreal.ca

GODARD Béatrice

(Ph.D. Univ. de Montréal, M.A. Socio Univ. Ottawa)
PROFESSEURE AGRÉGÉE / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu
Champs d'intérêt : Sociologie de la santé Sociologie de l'éthique,
Responsabilité professionnelle, Bioéthique et Génétique
beatrice.godard@umontreal.ca

KNOPPERS Bartha Maria

(Ph.D. Université de Paris I; LL.M. Cambridge University, Trinity College; LL.B. / BCL Université McGill) PROFESSEURE TITULAIRE/ Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu Champs d'intérêt : Droit des personnes, Génétique, Droit comparé bartha.maria.knoppers@umontreal.ca

LAJOIE Andrée

(M.A. Oxford; LL.L. Université de Montréal)
PROFESSEURE TITULAIRE / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit constitutionnel,
Théorie du droit, Droit des autochtones
andree.lajoie@umontreal.ca

LEROUX Thérèse

(Ph.D. Université Laval)

PROFESSEURE TITULAIRE / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu Champs d'intérêt : Droit de la santé, Droit associé aux biotechnologies therese.leroux@umontreal.ca

MACKAAY Ejan

(LL.M., LL.D., Université d'Amsterdam; LL.M. Université de Toronto) PROFESSEUR TITULAIRE / Axe Droit et technologies d'information et de communication & Axe Droit et nouveaux rapports sociaux) Champs d'intérêt : Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies de l'information et des communications ejan.jackaay@umontreal.ca

MOLINARI Patrick A.

(LL.M. Université de Montréal)

PROFESSEUR TITULAIRE / Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu *Champs d'intérêt : Droit de la santé et des système de santé* patrick.molinari@umontreal.ca

NOREAU Pierre

(Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris; M.Sc. Sci. pol. Université de Montréal; LL.B. Université Laval)

PROFESSEUR TITULAIRE / Droit et nouveaux rapports sociaux *Champs d'intérêt : Sociologie, Science politique, Gouvernement, Diversité* pierre.noreau@umontreal.ca

POULIN Daniel

(LL.M., M.Sc., Université de Montréal)

PROFESSEUR TITULAIRE / Axe Droit et technologies d'information et de communication Champs d'intérêt : Informatique et droit, Normalisation, gestion, traitement et diffusion de l'information juridique daniel.poulin@umontreal.ca

ROCHER Guy

(Ph.D. Harvard University; M.A. Socio. Université Laval)
PROFESSEUR TITULAIRE / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux *Champs d'intérêt : Sociologie du droit, Sociologie de la santé, Théorie du droit*guy.rocher@umontreal.ca

TRUDEL Pierre

(LL.M. Université de Montréal)
PROFESSEUR TITULAIRE / Axe Droit et technologies d'information et de communication Champs d'intérêt : Droit des communications, Cyberespace, Commerce électronique
pierre.trudel@umontreal.ca

AXE DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

CHERCHEURS ASSOCIÉS

COUTU Michel

Relations industrielles, Université de Montréal michel.coutu@umontreal.ca

DELAGE Denys

Sociologie, Université Laval denys.delage@soc.ulaval.ca

FOREST Pierre-Gerlier

Science politique, Université Laval pierre-gerlier.forest@pol.ulaval.ca

JACCOUD Mylène

Criminologie, Université de Montréal mylene.jaccoud@umontreal.ca

JANDA Richard

Droit, Université McGill richard.janda@mcgill.ca

KASIRER Nicholas

Droit, Université McGill nicholas.kasirer@mcgill.ca

MACDONALD Roderick

Droit, Université McGill roderick.macdonald@mcgill.ca

OTIS Ghislain

Droit, Université Laval ghislain.otis@fd.ulaval.ca

PERRIER Yvan

Science politique, Cegep du Vieux Montréal yperrier.eau@videotron.ca

SALADIN D'ANGLURE Bernard

Anthropologie, Université Laval b.saladin-danglure@ant.ulaval.ca

VALLÉE Guylaine

Relations industrielles, Université de Montréal guylaine.vallee@umontreal.ca

COLLABORATEURS

BEAULIEU Marie-Dominique

Chaire Docteur-Sadok-Besrour en médecine familiale Centre de la recherche du CHUM marie-dominique.beaulieu@umontreal.ca

BIBEAU Gilles

Anthropologie, Université de Montréal gilles.bibeau@umontreal.ca

DENIS Jean-Louis

Chaire Transformation et gouverne des organisations de santé, Université de Montréal jean-louis.denis@umontreal.ca

FOURNIER Bernard

Sciences politiques, Memorial University bernard.fournier@mun.ca

GAGNON Jean-Denis

Droit, Université de Montréal morebor@colba.net

LÉVESQUE Carole

Anthropologie, INRS Urbanisation culture et société carole.levesque@inrs-ucs.uquebec.ca

PROULX Marc-Urbain

Sciences économiques et administratives, UQAC muproulx@uqac.ca

THOMAS Daniel

Sciences sociales, UQAT daniel.thomas@uqat.ca

AXE DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

CHERCHEURS ASSOCIÉS

BENABOU Valérie-Laure

(Chercheure associée hors Québec) (Droit des affaires et nouvelles technologies) Université de Versailles St-Quentin vbenabou@club-internet.fr

GAUTRAIS Vincent

Droit, Université de Montréal vincent.gautrais@umontreal.ca

GÉLINAS Fabien

Droit, Université McGill fabien.gelinas@mcgill.ca

LAMBERTERIE Isabelle de

(Chercheure associée hors Québec) CNRS-CECOJI, Antenne parisienne delamberterie@ivry.cnrs.fr

LAPALME Guy

DIRO, Université de Montréal guy.lapalme@umontreal.ca

COLLABORATEURS

DEFFAINS Bruno

Droit, CREDES, Nancy France bruno.deffains@univ-nancy2.fr

GELLER Paul

Droit, University of Southern California Law School pgeller@law.usc.edu

HOWELL Robert

Droit, University of Victoria rhowell@uvie.ca

LEFEBVRE Guy

Droit, Université de Montréal guy.lefebvre@umontreal.ca

POULLET Yves

Faculté universitaire Notre-Dame de la Paix, Namur yves.poullet@fundp.ac.be

ROUSSEAU Stéphane

Droit, Université de Montréal stephane.rousseau@umontreal.ca

STROWEL Alain

Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles astroqel@fusl.ac.be

VAVER David

Centre de propriété intellectuelle, Oxford david.vaver@st-peters.oxford.ac.uk

AXE

DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

CHERCHEURS ASSOCIÉS

ADAMS Wendy

Droit, Université McGill wendy.adams@mcgill.

CAULFIELD Timothy

(Chercheur associé hors Québec) Health Law Institute, University of Alberta tcaulfd@law.ualberta.ca

DAAR Abdallah

(Chercheur associé hors Québec) Joint Centre for Bioethics, University of Toronto a.darr@utoronto.ca

GLASS Kathleen

Éthique, Biomedical Ethics Unit, Université McGill kathleen.glass@mcgill.ca

GOLD Richard

Droit, Université McGill richard.gold2@mcgill.ca

HAMET Pavel

Médecine, Centre de recherche du CHUM pavel.hamet@umontreal.ca

JOLY Jean

Médecine, Laboratoire de santé publique du Québec jean.joly@inspq.qc.ca

LABERGE Claude

Médecine, CHUL, Université Laval claberge@crchul.ulaval.ca

LAMETTI David

Droit, Université McGill david.lametti@mcgill.ca

LÉTOURNEAU Lyne

Sciences animales, Université Laval lyne.letourneau@crbr.ulaval.ca

SIMARD Jacques

Médecine, Centre de recherche CHUL-CHUQ jacques.simard@crchul.ulaval.ca

SINNETT Daniel

Médecine, Centre de recherche Hématologie Oncologie, Hôpital Ste-Justine daniel.sinnett@umontreal.ca

SIRARD Marc-André

Sciences animales, Université Laval marc-andré.sirard@crbr.ulaval.ca

TRUDEAU Hélène

Droit, Université de Montréal helene.trudeau@umontreal.ca

COLLABORATEURS

BONDOLFI Alberto

Centre de bioéthique, Suisse alberto.bondolfi@cle.unil.ch

GAUDET Daniel

Centre de médecine génique communautaire, Université de Montréal daniel.gaudet@umontreal.ca

HUDSON Tom

Génétique, Genome Qc Innovation Centre, Université McGill tom.hudson@mcgill.ca

POTHIER François

Reproduction animale, Université Laval francois.pothier@crbr.ulaval.ca

SAINT-GERMAIN Christian

Philosophie, UQAM saint-germain.christian@uqam.ca

SINGER Peter

Joint Centre for Bioethics, University of Toronto peter.singer@utoronto.ca

SPRUMONT Dominique

Droit, Institut de droit de la santé, Université de Neuchatel dominique.sprumont@unifr.ch

WILSON Brenda

Médecine sociale, Université d'Ottawa bwilson@uottawa.ca

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF

		 160	
	Étudiants stagiaires	34	
	Assistants de recherche	74	
	Programmeurs analystes	12	
	Agents de recherche	35	
	Chercheurs postdoctoraux	5	•
/			\

TOTAL 160

CHERCHEURS POST-DOC

BASALAMAH Salah BOUFFARD Chantal GENTELET Karine NÈGRE Céline PARADELLE Murielle

AGENTS DE RECHERCHE

ABAD Véronique ABRAN France **BOUTIN-GANACHE** Isabelle **BUCCI Lucie Marisa** CHASSIGNEUX Cynthia **DUASO CALES Rosario DUCLOS** Isabelle **EL MEKKI Dorsaf** GAUDREAU Édith GÉLINEAU Éric GENDREAU Caroline **GENTELET Karine** GRIMAUD Marie-Angèle ISASI-MORALES Rosario JOLY Yann KALUPAHANA Chamika

LACROIX Mireille LANGELIER Richard LAVIGNE Émilie LEMYRE Pierre-Paul LÉVESQUE Emmanuelle MBULU Henri MICHAUD Étienne MOKANOV Ivan PARADELLE Murielle PELLETIER Frédéric PETIT Élodie **POCHET Nicolas PRATTE Annabelle** RÉGNIER Marie-Hélène RICARD Jean-Philippe RIOUX Marc SALLÉE Clémentine SÉNÉCAL Karine

ASSISTANTS DE RECHERCHE

AMOR Samia BAHARMAD Sacha BAL Aminata BARRETTE Sylvie BEAULIEU-BÉLISLE Katéri BÉDARD Karine **BELGHITH Kais** BERGADA Cécile **BERGERON Philippe** COMTOIS-DINEL Ève-Lyne CÔTÉ Hubert COULIBALY Bobson COURTEMANCHE Alexandre **COUSINEAU Julie** COUTURE-MÉNARD Marie-Ève DABBY Dia DÉSY Marie-Odile **DUBOIS Cindy DUCHESNE** Geneviève DUFOUR Geneviève **DULUDE Annie** FOURNIER Éric **GAUTHIER Aysegul GIROUX** Benoît GRÉGOIRE Gabrielle **GRIENER Anna** HERNANDEZ CARPIO Mauricio **HOBEILA Simon** ISHAK Roudine JALABI Buschra JOLICOEUR Pénélope JONNAERT Caroline

LEMIEUX Simon-Pierre LENFANT Juliette **LUDLOW** Heather MACINTOSH Susan MANN Amandeep K. MONARDES Carolina MORISSETTE Paul **NASSIOS Dimitrios** NG Sarah NGUYEN Thu Minh **OUELLET Caroline** OUELLETTE Marc-Aurèle PATENAUDE Caroline PLANT Margo POUPART Sébastien RAKOTOARIVONY Hantavololona RAKOTONANAHARY Salohy REANO Alexandra RIGAUD Marie-Claude **ROBERGE Chantal ROSE Crystal** ROUET Marc-André SAGINUR Madelaine SAGINUR Alexandra SEFFAR Karim SÉNÉCAL François SILLON Guillaume

SONE NGOLE Ntube

TAVARES Maria Teodora

TREMBLAY-BEAUMONT

VALLÉE Pierre-Hugues

WONG Youngjeon Jenny

TAGODOE Amavi

TOURNIER David

WEST Isabelle

WONG Kurt

Hugues

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

BLAIN Guillaume BOISSÉ Denis BROUILLET François

KHARABOYAN Linda

CHARBONNEAU Karl HARVEY François LAYES Matthieu LEFEBVRE Chantal MÉDERY Frédéric MORISSETTE Marc-André

KNOPPERS-TURP Catherine

LARROQUE Grégory

LEFEBVRE Alexandra

LAURENT Thomas

LEBLANC Violette

KELCI Sevgi

PARÉ Éric RODRIGUEZ Emmanuel VIENS François

PERSONNEL ADMINISTRATIF

DIRECTEUR: Pierre NOREAU

DIRECTEUR ADMINISTRATIF (FACULTÉ/CRDP) : Normand HÉTU

ADJOINTE ADMINISTRATIVE : Gisèle CHABOT

TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION : Georgette ROCHELEAU

Betty Tepisbuth THOMAS

CORDONNATEUR DU REGROUPEMENT : Marc RIOUX
SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR : Ginette VÉRONNEAU
AGENTES DE SECRÉTARIAT : Alma Lorena MAGANA

Sylvie SYLVESTRE

RESPONSABLE DU SUPPORT INFORMATIQUE : José RICHARD

ÉTUDIANTS STAGIAIRES AUTOMNE 2004 et HIVER 2005

TITRE DU PROJET	DIRECTEUR
La réforme du système de santé québécois	Rocher G.
Autochtonie et gouvernance : Conception atikamek des droits ancestraux	Lajoie A.
Environnement	Leroux T.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Politique de santé en génétique (Programme APOGEE)	Avard D.
Programme Ontario Genomics Institute	Avard D.
Politique de santé en génétique (Programme APOGEE)	Avard D.
Autochtonie et gouvernance : Droits ancestraux de la communauté des Atikameks	Lajoie A.
Viabilité de l'entente de médiation familiale	Noreau P.
L'indépendance judiciaire en droit comparé	Noreau P.
Accessibilité des sites de e-gouvernement	Trudel P.
Viabilité de l'entente de médiation familiale.	Noreau P.
The legal implication of tuberculosis : are we really protected?	Leroux T.
Lex Electronica / Vie privée	Benyekhlef K.
La réforme du système de santé québécois	Rocher G.
Droit du cyberespace	Trudel P.
L'intervention juridique en matière d'abus contre les personnes âgées	Noreau P.
Autochtonie et gouvernance	Lajoie A.
Collaboration Québec/Italie	Knoppers B.M.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Avard D.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Viabilité de l'entente de médiation familiale	Noreau P.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Avard D.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Droit du cyberespace	Trudel P.
Viabilité de l'entente de médiation familiale	Noreau P.
Droit d'auteur et Internet	Gendreau Y.
Droit de l'environnement : Intégration de la législation internationale sur l'immersion des déchets en mer dans la législation canadienne	Leroux T.
Autochtonie et gouvernance : Droits ancestraux de la communauté des Atikameks	Lajoie A.
Génétique humaine (Stitching Porticus)	Knoppers B.M.
Lex Electronica / Vie privée	Benyekhlef K.
Viabilité de l'entente de médiation familiale	Noreau P.
	La réforme du système de santé québécois Autochtonie et gouvernance : Conception atikamek des droits ancestraux Environnement Génétique humaine (Stitching Porticus) Politique de santé en génétique (Programme APOGEE) Programme Ontario Genomics Institute Politique de santé en génétique (Programme APOGEE) Autochtonie et gouvernance : Droits ancestraux de la communauté des Atikameks Viabilité de l'entente de médiation familiale L'indépendance judiciaire en droit comparé Accessibilité des sites de e-gouvernement Viabilité de l'entente de médiation familiale. The legal implication of tuberculosis : are we really protected? Lex Electronica / Vie privée La réforme du système de santé québécois Droit du cyberespace L'intervention juridique en matière d'abus contre les personnes âgées Autochtonie et gouvernance Collaboration Québec/Italie Génétique humaine (Stitching Porticus) Génétique humaine (Stitching Porticus) Viabilité de l'entente de médiation familiale Génétique humaine (Stitching Porticus) Ofenétique humaine (Stitching Porticus) Droit du cyberespace Viabilité de l'entente de médiation familiale Génétique humaine (Stitching Porticus) Droit du cyberespace Viabilité de l'entente de médiation familiale Droit d'auteur et Internet Droit d'auteur et Internet Droit d'auteur et Internet Droit de l'environnement : Intégration de la législation internationale sur l'immersion des déchets en mer dans la législation canadienne Autochtonie et gouvernance : Droits ancestraux de la communauté des Atikameks Génétique humaine (Stitching Porticus) Lex Electronica / Vie privée

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

CENTRES AFFILIÉS ET RÉSEAUX DE RECHERCHE

Centre canadien d'études allemandes et européennes Université de Montréal www.cceae.umontreal.ca/

Centre d'études canadiennes Université de Barcelone www.ub.edu/

Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA) Université Panthéon-Assas Paris II www.u-paris2.fr/html/recherche/centres_rech/cersa.htm

Centre d'études sur la coopération juridique internationale Pôle droit de l'information et de la communication CECOJI-Antenne parisienne lvry www.cecoji.cnrs.fr/

Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) Faculté de droit, Université de Montréal www.cdaci.umontreal.ca/

Centre de recherche de l'Hôpital Sainte-Justine Université de Montréal www.hsj.qc.ca/

Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) www.med.umontreal.ca/contenu/reseau_hosp/CHUM.html

Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec Faculté de droit, Université McGill www.law.mcgill.ca/research/centres_qrcpcl-fr.htm

Centre de recherche et de documentation en sciences économiques (CREDES)
Université de Nancy 2
www.univ-nancy2.fr/RECHERCHE/EcoDroit/

Centre de recherche informatique et droit (CRID) Faculté de droit, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur www.droit.fundp.ac.be/crid/

Centre for Innovation Law and Policies Université de Toronto www.innovationlaw.org/

Centre for Public Law and Public Policy Osgoode Hall Law School, York University www.osgoode.yorku.ca/researcen.htm Centre on Intellectual Property Policy Faculté de droit, Université McGill www.cipp.mcgill.ca/en/index.php

Centre universitaire de recherche administrative et politiques de Picardie (CURAPP) CNRS - Université de Picardie Jules Verne www.u-picardie.fr/labo/curapp/

Groupe d'analyse des politiques publiques (GAPP) CNRS - École normale supérieure de Cachan www.gapp-cnrs.ens-cachan.fr/

Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN) www.gern.msh-paris.fr/

Health Law Institute Faculté de droit, University of Alberta www.law.ualberta.ca/centres/hli/

Institut de droit de la santé Faculté de droit, Université de Neuchâtel www.unine.ch/ids/

Joint Centre for Bioethics Université de Toronto www.utoronto.ca/jcb/home/main.htm

Juripole Faculté de droit de Nancy www.juripole.u-nancy.fr/

Public Population Project in Genomics (P³G) www.p3gconsortium.org

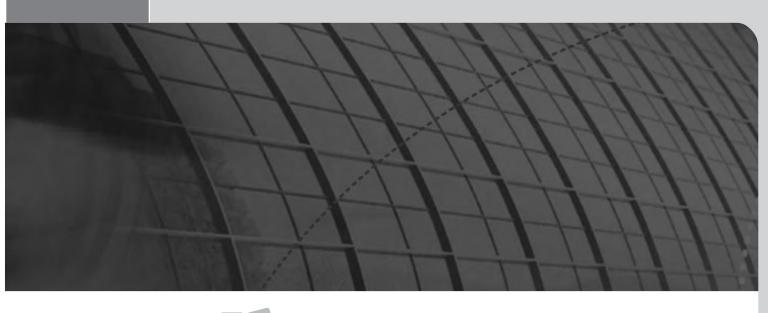
Réseau Droit, gouvernance et développement durable Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles www.dhdi.free.fr/cours/droitgvdev/d&gcoursmontulet.doc

The Australasian Legal Information Institute (AUSTLII) Faculty of Law, University of New South Wales, Sidney University of Technology, Sidney www.austlii.edu.au/

The Baker & McKenzie Cyberspace Law and Policy Centre University of Technology, Sidney www.bakercyberlawcentre.org/

University of Technology, Sydney http://www.uts.edu.au/









AXE DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

L'axe *Droit et nouveaux rapports sociaux* regroupe des chercheurs spécialisés dans l'étude des mutations qui accompagnent les nouvelles formes et les nouveaux usages sociaux du droit. Au cours de l'année 2004-2005, 12 projets de recherches ont été entrepris ou menés dans le cadre des activités scientifiques de l'axe. Ces activités portent essentiellement sur l'ajustement continu de la forme juridique au contour mouvant des rapports sociaux, que ceux-ci touchent la redéfinition des rapports entre majorité et minorité, la recomposition des relations entre l'État et le citoyen, la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux.

Ces thèmes favorisent le développement de la recherche fondamentale dans le domaine juridique. Les chercheurs de cet axe contribuent ainsi de façon continue au développement de la théorie du droit, au Québec et ailleurs. Les équipes regroupées au sein de cet axe de recherche réunissent quatre chercheurs principaux et plus d'une trentaine de chercheurs associés. Leurs travaux sont, selon le besoin, inspirés par la sociologie et la science politique, par l'analyse économique du droit, par l'anthropologie, par l'histoire et par la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes les plus systématiquement abordés au sein de cet axe touchent, tour à tour, la gouvernance autochtone, la réforme de l'action publique, la déontologie judiciaire, les nouvelles formes de la gouvernance étatique, les transactions et les usages commerciaux, la diversité ethnoculturelle, la médiation familiale et les aménagements juridiques et politiques de la diversité.

Au cours de la seule année 2004-2005, les chercheurs principaux de l'axe ont publié 3 ouvrages scientifiques, 21 chapitres de livres, 9 articles scientifiques, 3 textes édités dans des actes de colloque et 1 rapport de recherche. Ils ont prononcé 21 conférences scientifiques et 4 conférences publiques.

En ce qui a trait aux activités scientifiques, les chercheurs principaux de l'axe *Droit et nouveaux rapports sociaux* ont directement participé à l'organisation de 2 colloques portant respectivement sur la gouvernance autochtone et l'action politique de Claude Ryan. Tout au cours de l'année, ces chercheurs ont organisé 8 séminaires en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université McGill sur le thème *Gouvernance et Diversité*. Ils ont animé le cycle de conférences organisé annuellement par le CRDP en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université de Montréal sur le thème *Dans le regard de l'autre*, qui aborde les défis de l'interdisciplinarité en droit. Les chercheurs de l'axe ont également animé les séminaires étudiants du CRDP.

Au chapitre de l'encadrement étudiant et de la formation de la relève scientifique, ces chercheurs ont dirigé ou co-dirigé 3 stagiaires postdoctoraux, 24 étudiants inscrits au doctorat et 8 étudiants de maîtrise. Cinq thèses de doctorat et 2 mémoires de maîtrise ont été déposés au cours de la période 2004-2005. Les étudiants ont par ailleurs été encouragés à diffuser leurs propres travaux de recherche. Au cours de la même période, ils ont été associés à la publication de 12 chapitres dans autant d'ouvrages collectifs, 1 dans des actes de colloque, 17 articles dans des revues scientifiques, 5 rapports de recherche, 18 conférences scientifiques et une publication destinée aux milieux de pratique (sous forme de conférence vidéo). Huit étudiants ont bénéficié de bourses d'excellence.

AXE DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

Analyse économique du droit pour civilistes francophones - Outils pédagogiques

Appartenance, institutions et citoyenneté

Autochtonie et gouvernance

Code de déontologie judiciaire annoté

Diversité ethnoculturelle et droit

L'utilisation des recours juridiques dans les situations de mauvais traitements envers les personnes âgées

Médiation familiale et résolution de conflit

Nouvelle(s) gouvernance(s) et paradoxe de la régulation juridique

Peuples autochtones et gouvernance

Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales

Sociologie de la réforme

Sources mythiques et coutumières des droits ancestraux et des modes de gouvernance chez les Innus (Montagnais)

TITRE	FINANCEMANT	ANNÉES	RESPONSABLE
Analyse économique du droit pour civilistes francophones - Outils pédagogiques	Ministère québécois des Relations internationales Ministère français des Affaires étrangères	2003-2005	Mackaay e.
Appartenances, institutions et citoyenneté	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada Gouvernement du Québec	2000-2005	NOREAU P. WOEHRLING J.
Autochtonie et gouvernance	Valorisation-Recherche Québec (VRQ) Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) Commission du droit du Canada	2002-2005	LAJOIE A.
Code de déontologie judiciaire annoté	Conseil de la magistrature du Québec	2004-2005	NOREAU P.
Diversité ethnoculturelle et droit	Fondation du Barreau du Québec	2000-2005	NOREAU P.
L'utilisation des recours juridiques dans les situations de mauvais traitements envers les personnes âgées	Fonds Québecois de la recherche sur la société et la culture	2002-2005	NOREAU P.
Médiation familiale et résolution de conflit : analyse des effets de contrainte	Université de Montréal	2000-2005	NOREAU P.
Nouvelle(s) gouvernance(s) et paradoxe de la régulation juridique	Fonds Québecois de la recherche sur la société et la culture	2004-2005	NOREAU P.
Peuples autochtones et gouvernance	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2005-2011	NOREAU P.
Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2001-2005	mackaay e.
Sociologie de la réforme	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2000-2005	ROCHER G.
Sources mythiques et coutumières des droits ancestraux et des modes de gouvernance chez les Innus (Montagnais)	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2002-2005	LAJOIE A. ROCHER G.

ROUSSEAU Stéphane

STASIAK Frédéric

Analyse économique du droit pour civilistes francophones -Outils pédagogiques

Commission permanente de coopération franco-québécoise 2003 - 2005

CHERCHEUR: COLLABORATEURS:

MACKAAY Ejan DEFFAINS Bruno

Globalement, le projet contribue à rendre accessible dans la francophonie un important outil pour les juristes, qu'ils soient législateurs, juges, praticiens ou universitaires.

La réception de l'analyse économique du droit dans les pays d'expres-

DORIAT-DUBAN Myriam

HELMER Edwige

L'analyse économique du droit met au jour, en faisant appel à des concepts empruntés à la science économique, la rationalité sous-jacente des règles juridiques et les principaux effets prévisibles de leur changement. Elle fournit les éléments pour un jugement éclairé sur les institutions juridiques et sur des réformes proposées. Elle est, de ce fait, un outil précieux pour le législateur aussi bien que pour la doctrine, qu'elle rappelle à sa mission noble de mettre en lumière les fondements du Code et de montrer la voie des adaptations aux réalités nouvelles. En même temps, elle offre aux économistes un outil pour appréhender le droit.

Partie des États-Unis et connue dans les pays d'expression anglaise ainsi que dans plusieurs pays d'Europe, l'analyse économique du droit fut longtemps ignorée en France mais y connaît, depuis deux ans environ, un gain rapide d'intérêt. Ce mouvement touche, par ricochet, les autres pays francophones. Le présent projet porte sur un échange entre deux universités qui ont pris un rôle de leadership dans ce développement et qui entendent approfondir leur coopération en vue de faire percer l'analyse économique du droit dans les pays d'expression française.

La réception de l'analyse économique du droit dans les pays d'expression française passe par un certain nombre d'initiatives que les partenaires au présent projet entendent développer ensemble. Il s'agit de proposer aux lecteurs francophones plusieurs textes, introductifs ou avancés, sur l'analyse économique du droit; d'organiser des congrès et des colloques où sera exploré le potentiel de cette approche pour les juristes de tradition civiliste francophone; d'organiser des enseignements visant à présenter l'analyse économique du droit aux étudiants, aussi bien dans la formation de base que dans les études avancées, où cette approche peut rendre de précieux services dans la conception de projets de doctorat; d'intensifier la collaboration par la formule de la co-tutelle, qui permet à l'étudiant d'obtenir un doctorat d'une université canadienne et d'une université française.

Appartenances, institutions et citoyenneté

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et Gouvernement du Québec 2002 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX :

NOREAU Pierre WOEHRLING José

La multiplication et la diversification des demandes de reconnaissance qui se manifestent dans les sociétés pluralistes entraînent une évolution rapide des techniques et des concepts juridiques mis en œuvre. Cette évolution s'accompagne, en droit international comme en droit constitutionnel, d'une nouvelle interprétation du principe d'égalité dont les tribunaux font de plus en plus découler un droit à la différence et à des aménagements particuliers, et non plus seulement un droit à l'absence de discrimination directe. Il faut aussi signaler que le développement considérable du droit international des droits de la personne, et en particulier du droit des minorités et des peuples autochtones, soustrait graduellement certaines décisions concernant la reconnaissance des droits et libertés, et la reconnaissance de la diversité, à la discrétion des autorités étatiques nationales.

Comment le droit est devenu un cadre d'action politique et comment les tribunaux se sont transformés en une nouvelle arène politique sont les questions sur lesquelles s'est penchée l'équipe. L'exploitation politique qui peut être faite du droit est fonction de ce que nous pourrions appeler l'institutionnalisation politique du droit ou, si on préfère, l'interpénétration des sphères juridique et politique. Il s'agit d'une étude comparative portant plus spécifiquement sur les cas québécois, écossais et corse. Cette étude est menée dans le cadre du projet de recherche Analyse théorique et comparée du Canada, de la Belgique et du Royaume-Uni, sous la direction du professeur Alain G. Gagnon de l'UQAM. Le projet a donné lieu en 2005, à la publication du livre Appartenances, institutions et citoyenneté (Wilson et Lafleur).

Autochtonie et gouvernance

Valorisation-Recherche Québec (VRQ) Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) Commission du droit du Canada

2002 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE: LAJOIE Andrée

CO-CHERCHEURS:

GENDREAU Ysolde

LÉVESQUE Carole MACDONALD Roderick **PROULX Marc Urbain ROCHER Guy**

BIBEAU Gilles JACOUD Mylène DELÂGE Denvs JANDA Richard NOREAU Pierre,

FOREST Pierre-Gerlier LECLAIR Jean

OTIS Ghyslain

SALADIN D'ANGLURE Bernard

Conçu avec la collaboration active de ses partenaires (l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, la Société Makivik et l'Institut culturel Avataq qui ont suggéré plusieurs de ses thèmes), le projet subventionné par Valorisation Recherche Québec, regroupe 14 professeurs répartis sur 8 disciplines de sciences sociales et émanant de 5 universités québécoises, de même que plusieurs chercheurs associés, notamment autochtones. Il vise à cerner les caractéristiques de la société autochtone qui seraient susceptibles d'orienter la configuration de modèles adaptés de gouvernance politique, sociale, juridique, économique et locale, pour les Autochtones.

Les facteurs qui font l'objet de notre hypothèse sont de deux ordres. Un premier groupe relie le présent au passé. Il s'agit des liens entre les toponymies religieuses, les mythes et les récits dont la tradition orale rend compte et les conceptions autochtones contemporaines plurielles des droits ancestraux, de même que des effets de la forme coloniale de l'État canadien et des rapports historiques qu'il a entretenus avec les Autochtones sur l'interprétation et l'application de leurs droits, en matière de territoire, de biens en fiducie et d'autodétermination. Ce sont là autant

de paramètres qui orientent les possibilités d'agencements adéquats pour la macro gouvernance, notamment dans ses dimensions de communautarisme, de territorialité politique et de statut personnel des Autochtones, à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés.

Un second groupe de facteurs, liés davantage aux transformations récentes et en cours dans la société autochtone, s'inscrit plus clairement à la jonction du présent et du proche avenir : transfert et appropriation de la compétence en matière de justice pénale et de gestion foncière ; spécificité de la culture des entreprises autochtones et appropriation autochtone des leviers économiques en matière de développement régional ; mise en action de la gouvernance à l'échelle locale et participation civique en milieu autochtone ; culture et pratiques autochtones en matière d'organisation des soins de santé ; propriété intellectuelle de l'art autochtone. Ces facteurs touchent des aspects apparemment plus morcelés de la société autochtone, ce qui ne les rendent pas moins importants pour la conception de modèles adaptés de gouvernance.

Code de déontologie judiciaire annoté

Conseil de la magistrature du Québec

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL: COLLABORATRICE: **NOREAU Pierre** ROBERGE Chantal

Au sein des sociétés démocratiques l'exercice du pouvoir judiciaire, comme l'exercice de toute forme de pouvoir institué, tire sa légitimité de la confiance que lui accordent les citoyens. Le consentement est en effet au fondement de l'idéal démocratique. L'activité des tribunaux est, pour cette raison, le siège d'attentes extrêmement élevées, parce qu'elle constitue dans beaucoup de cas le demier recours des citoyens contre l'exercice arbitraire d'autres formes de pouvoir et d'autorité. Il s'ensuit que l'activité judiciaire est une nécessité de la vie démocratique. Cette situation privilégiée place cependant chaque juge, et la magistrature dans son ensemble, dans une situation complexe. Dernier recours contre l'arbitraire, la justice ne doit pas être elle-même le lieu d'un exercice arbitraire du pouvoir. C'est notamment le cas du pouvoir de juger, de trancher les litiges et d'imposer une limite à certains comportements considérés indésirables, en regard des valeurs dominantes de la période. Cet état de fait exige de la magistrature la constitution de normes et d'instances de contrôle interne. Pour reprendre un principe général établi au XVIII^e siècle déjà, par Montesquieu, il faut que, dans ce champ particulier de l'activité des institutions, « le pouvoir arrête le pouvoir ». Il ne saurait y avoir de pouvoir absolu.

Au plan du droit substantif, c'est la fonction des instances de révision et d'appel. Au plan de l'activité quotidienne des juges, c'est l'utilité du Code de déontologie judiciaire et c'est la fonction reconnue au Conseil de la magistrature du Québec. Le Code et le Conseil ouvrent l'espace institutionnel nécessaire à l'exercice d'un contrôle interne de l'activité judiciaire, et sont essentiels au maintien de la confiance du public vis-à-vis des tribunaux. Leur existence rend précisément compte de ce qu'aucun pouvoir n'est absolu. Elle permet l'ajustement constant du comportement des juges avec les attentes du public, avec les valeurs collectivement partagées, à chaque époque du temps social. Leur existence rappelle que le juge est, lui aussi, un acteur social, qu'il est soumis, comme tout titulaire d'une charge publique, à l'obligation d'un comportement conforme à sa responsabilité.

La déontologie judicaire ne peut cependant constituer une référence figée pour toujours. Elle doit au contraire répondre aux exigences et aux valeurs de la période où sont invités à œuvrer les juges. En soi, le Code de déontologie ne constitue rien de plus qu'un énoncé de principe. Il tire sa signification concrète et sa capacité évolutive de l'activité du Conseil de la magistrature, car comme l'a souligné bien avant nous le professeur Patrick Glenn, la force normative des articles du Code de déontologie des juges québécois tient essentiellement « à la détermination d'une instance disciplinaire ». L'activité du Conseil de la magistrature et son rôle dans la matérialisation de la norme déontologique sont, dans ce sens aussi, au fondement d'une compréhension dynamique de l'exigence déontologique.

Le projet propose une analyse thématique des quelque 530 décisions prises par le Conseil depuis 1980 et la rédaction d'un Code de déontologie

Diversité ethnoculturelle et droit

Fondation du Barreau du Québec

2000 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL: COLLABORATEURS: NOREAU Pierre AMOR Samia

Une des plus grandes difficultés que rencontre le droit dans l'exercice de sa fonction sociale réside dans la conception différente que se font les citoyens de l'activité juridique et de sa légitimité en tant qu'institution (législative, exécutive et judiciaire). Il s'agit là d'une situation assez connue. Le droit est perçu différemment en fonction de l'origine sociale et de la socialisation des justiciables, mais cet état de fait est plus évident encore dans le cadre d'une société pluraliste et ouverte que dans une société plus refermée, parce que la présence de justiciables issus d'autres univers culturels s'y fait plus fortement sentir. Or, cette situation pose dans une perspective nouvelle les impératifs d'une citoyenneté qu'on suppose fondée sur le droit, de sorte que, soumis à un même ordre juridique, les justiciables réagissent très différemment à l'action du droit. Le législateur, le praticien du droit et la magistrature doivent du moins savoir que la conception qu'on se fait de la fonction juridique connaît d'importantes variations en fonction des origines sociales et culturelles des justiciables. Il en va notamment ici des facteurs de socialisation que constitue l'origine culturelle ou nationale.

LE PROJET QUE NOUS NOUS PROPOSONS DE CONDUIRE COMPREND TROIS ÉTAPES :

 une enquête par sondage auprès de la population en général comprenant un échantillon important de Québécois issus de l'immigration;

DABBY Dia FOURNIER Bernard

- une enquête par entrevues de groupe auprès de Québécois issus de l'immigration mais issus de certaines communautés culturelles ciblées (d'origine occidentale et non-occidentale);
- 3. une enquête par entrevues auprès de professionnels du droit (avocats et juges) et auprès d'acteurs du système judiciaire (traducteurs judiciaires, greffiers, intervenants psycho-sociaux œuvrant à la Cour du Québec ou à la Cour supérieure).

Le projet conclut sur une série de recommandations permettant un plus grand accès des communautés culturelles à la justice et une meilleure connaissance du droit. La recherche doit ainsi conduire à répondre à quelques problèmes plus concrets : comment le monde juridique peut-il aborder l'univers diversifié des communautés culturelles, quelles conclusions tirer des expériences antérieures menées devant les tribunaux, les instances administratives, ou tentées dans le cadre de la pratique quotidienne du droit? Comment assurer une meilleure diffusion du droit au sein des membres des différentes communautés? Quel bilan faire des tentatives antérieures en ces matières et sur quelle conception du droit un rapprochement peut-il être tenté? Quels sont les obstacles à surmonter pour parvenir à une plus grande confiance dans le droit et dans l'institution judiciaire? Comment – en contrepartie – recourir aux mécanismes que les membres de ces communautés culturelles établissent dans la gestion de leurs rapports quotidiens? Quelle conclusion tirer de ces pratiques particulières pour le fonctionnement de nos propres institutions?

L'utilisation des recours juridiques dans les situations de mauvais traitements envers les personnes âgées

Fonds Québecois de la recherche sur la société et la culture 2002 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURS :

NOREAU Pierre COHEN-LITHWICK Maxine THOMAS Daniel

Cette étude permettra de décrire l'utilisation des recours juridiques qui sont à la disposition des intervenants sociaux des Centre locaux de services communautaires (CLSC) et de comprendre les raisons de l'utilisation ou de la non-utilisation de ces recours lors des interventions auprès des personnes âgées victimes d'abus ou de mauvais traitements. L'identification des façons d'arrêter ou de réduire l'abus envers une personne âgée constitue un souci important pour les aînés, pour les pourvoyeurs de service et pour les concepteurs des politiques sociales. Plusieurs facteurs influencent l'intervention sociale qui est réalisée afin de réduire ou d'arrêter les abus envers les aînés. Nous examinerons ces facteurs dans le cadre de ce projet. En effet, les recours juridiques sont rarement utilisés et les statistiques suggèrent qu'ils sont même sous-utilisés si on considère la prévalence du problème et la taille de la population québécoise. Or, même si les mesures légales existantes peuvent protéger les victimes dans les situations à haut risque, elles sont rarement utilisées. Il est primordial d'en comprendre les raisons. C'est le but de cette étude sociojuridique sur les usages sociaux du droit.

L'étude projetée constitue la première étape d'une programmation de recherche qui vise à déterminer si la législation québécoise doit être modifiée afin d'offrir une meilleure protection aux personnes âgées qui sont victimes d'abus ou de mauvais traitements. Elle vise également à proposer de meilleurs outils d'intervention aux intervenants sociaux et constitue l'occasion d'une collaboration importante entre milieu de la recherche (le CRDP) et milieu de pratique (le CLSC René-Cassin). La recherche que nous proposons de mener tient en quatre volets. Elle recourt aux différentes techniques de recherche développées pour les fins de la recherche sociale. Elle suppose la conduite d'une recherche documentaire sur l'état du droit en matière d'abus des personnes âgées, d'une enquête qualitative auprès d'une soixantaine d'intervenants des CLSC du Québec sous forme d'entrevues de groupe (focus group) et d'entrevues individuelles, suivie d'une enquête quantitative auprès de 650 de ces intervenants.

Médiation familiale et résolution de conflit

Université de Montréal 2000 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL : COLLABORATRICE : NOREAU Pierre AMOR Samia

À partir de l'analyse de la définition que donnent les médiateurs familiaux de leur activité, se profile l'idée que ce nouveau champ de pratique est en train de se constituer autour d'une série de tensions touchant divers enjeux sociaux et professionnels : continuité et rupture vis-à-vis de la profession d'origine; luttes interprofessionnelles; passage d'un mode judiciaire de régulation des divorces et d'organisation de la vie familiale à un mode plus souple, adapté aux besoins des individus; capacités (potentielles) de changement, d'évolution, de réflexivité, d'autoprise en charge des parties dans la médiation et incapacités (réelles) momentanées -émotives, psychologiques- d'y parvenir. Comment l'action des acteurs du droit constitue-t-elle, dans cette perspective, une des conditions de définition de la norme juridique? En quoi l'émergence du droit est-elle liée au jeu de ceux qui ont vocation à le mettre en œuvre? Le cas de la médiation familiale offre un exemple intéressant de ce phénomène qui contribue à l'émergence de la norme juridique. Il n'est observable qu'à condition de se pencher sur l'activité des acteurs du droit (ici les médiateurs eux-mêmes, ailleurs, les justiciables) et de chercher à comprendre comment ils s'approprient la norme juridique, exploitent ses imprécisions et repèrent les marges de manœuvre laissées par la législation. La médiation familiale offre cette perspective sur un champ de pratique en émergence qui ne trouvera sa stabilité que dans la récurrence d'une façon de faire et d'une justification dont la forme et le contenu restent encore à définir. Le cas est particulièrement

riche parce qu'il met en concurrence - depuis septembre 1997, date de mise en vigueur de la loi 65 - des agents issus d'origines professionnelles différentes : avocats et notaires, mais également travailleurs sociaux, psychologues et orienteurs qui, tous, ont le droit d'obtenir une accréditation en tant que médiateur familial. La définition encore imprécise de la médiation familiale tient, en partie, au fait que ces différents groupes professionnels se partagent actuellement le champ de la pratique. Il est par conséquent raisonnable de s'attendre à ce que plusieurs formes de la médiation familiale soient également observées et qu'un conflit latent divise les tenants de conceptions différentes de la médiation, jusqu'à la structuration et la consécration juridique d'un standard, que celui-ci soit tributaire de la domination graduelle d'un modèle ou du monopole consacré ou implicite d'un groupe professionnel. L'étude actuelle cherche une réponse à une question simple : jusqu'à quel point les médiateurs issus de groupes professionnels distincts entretiennent-ils une conception différente de la médiation? Cette interrogation sera ultérieurement suivie par d'autres, dont nous avons brossé les contours plus haut. L'étude actuelle exploite les contenus d'une trentaine d'entrevues.

Nouvelle(s) gouvernance(s) et paradoxe de la régulation juridique

Fonds Québecois de la recherche sur la société et la culture 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURS : NOREAU Pierre LAJOIE Andrée

Le projet se penche sur la nouvelle gouvernance (new governance), c'est-à-dire la tendance nouvelle des États à délaisser graduellement les approches centralisatrices, fondées sur l'activité unilatérale d'agences gouvernementales, pour une intervention de type « third-party governance » qui suppose une plus grande collaboration de l'État avec des acteurs nongouvernementaux. Si l'intervention gouvernementale de type traditionnel favorise le recours à la législation ou la réglementation, la nouvelle gouvernance peut, pour sa part, emprunter de nombreuses autres formes : contractualisation des rapports entre l'État et la société civile; élargissement des modalités de la délégation administrative et transmission des responsabilités de l'État à des niveaux inférieurs de l'administration; transfert d'une partie des activités réglementaires, sinon d'une partie de la régulation sociale et éthique, à des acteurs plus spécialisés du marché ou de la société civile, transferts qui sont parfois accompagnés d'autres innovations normatives (règles infra réglementaires, chartes d'usagers ou codes de conduite privés, contrats de performance) à la signification juridique souvent imprécise.

À priori, ces nouvelles modalités de délégation permettent d'espérer un ajustement constant du droit aux rapports sociaux changeants. Mais elles risquent aussi de favoriser le développement de contrôles plus poussés de l'activité sociale (hypothèse 1). Comme toute tentative de contrôle

ROCHER Guy MACDONALD Roderick JANDA Richard

trouve sa contrepartie, l'équipe pose également l'hypothèse que cette normativité plus contraignante pourrait engendrer une résistance des acteurs de la « société civile » et déterminer de nouveaux usages sociaux du droit (hypothèse 2). Pour obtenir des conclusions susceptibles de généralisations, la démonstration de ces deux hypothèses suppose la conduite de quatre enquêtes dans des secteurs différents : une enquête sur la plus récente réforme de la santé; une autre sur la gouvernance autochtone; une troisième sur la décriminalisation de la possession de drogues non-médicalisées; une dernière sur la reconfiguration des rapports entre l'État et les milieux d'intervention communautaires dans la perspective du « New Corporate Governance ». Ces enquêtes se feront chaque fois en comparant deux périodes : 1980-2000 (en regard de l'évolution graduelle de la gouvernance traditionnelle dans chaque secteur étudié) et 2000-2005 (en regard de l'évolution récente de la gouvernance dans chaque secteur), en recourant à deux types de matériaux : matériaux écrits, pour les deux périodes retenues, et entrevues semi-directives pour la seconde période.

En plus de contribuer au développement de la théorie du droit, la recherche fait le point sur les nouveaux usages politiques et sociaux de la normativité juridique et permet, ce faisant, de jeter un regard original sur les conditions juridiques de la gouvernance contemporaine.

http://www.autochtonie.umontreal.ca

Peuples autochtones et gouvernance

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2005 - 2011

CHERCHEUR PRINCIPAL : CHERCHEURS ASSOCIÉS :

NOREAU Pierre 33

Le projet *Peuples autochtones et gouvernance* porte sur la définition des rapports de gouvernance au sein des sociétés autochtones et entre sociétés autochtones et non autochtones, dans le contexte canadien et, selon les enjeux, sur le plan international.

LA RECHERCHE ENVISAGÉE PORTE PLUS SPÉCIFIQUEMENT SUR TROIS QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES, CHACUNE PRO-POSANT UN CHANTIER DE RECHERCHE PARTICULIER :

- Chantier 1 Quelles sont les conditions sociales, culturelles, économiques et politiques qui président à la définition actuelle et à la redéfinition à venir de l'auto-gouvernance autochtone;
- Chantier 2 : Quels mécanismes et quelles normes caractérisent les rapports de gouvernance inscrits historiquement dans le droit des autochtones et quels sont les mécanismes et les normes susceptibles d'en favoriser la redéfinition;
- 3. Chantier 3 : Quels paradigmes ou postulats théoriques sont au fondement des définitions antérieures et à venir de la gouvernance autochtone et des rapports entre sociétés autochtones et non autochtones ?

Compte tenu de la diversité et de la complexité des questions en jeu, le caractère interdisciplinaire du projet est rapidement apparu indispensable et enrichissant. Le projet regroupe 39 chercheurs, autochtones et non autochtones (33 cochercheurs et 6 collaborateurs), rattachés à 21 universités différentes. Les membres de l'équipe sont issus de la plupart des disciplines des sciences humaines et sociales. L'équipe bénéficie de l'implication de plusieurs générations de chercheurs et de la contribution d'une quarantaine d'étudiants de tous les cycles universitaires. L'équipe regroupe des chercheurs dont les travaux sont très connus dans le domaine autochtone. Ils ont, dans le cadre de ce projet, la possibilité de combiner leurs compétences. La programmation proposée ouvre la porte à une vaste collaboration et permet de pallier l'isolement des chercheurs œuvrant dans ce champ de recherche, à

COLLABORATEURS:

6

une période charnière de l'évolution des rapports entre Autochtones et non-Autochtones au Canada et dans de nombreux autres pays. La répartition géographique des institutions universitaires impliquées permet par ailleurs l'étude d'une diversité de situations et d'enjeux. Le projet consolide une expertise unique, d'envergure internationale. Il met en œuvre une multitude de méthodes de recherche complémentaires : observation directe, travail d'archive et analyse ethnohistorique, entrevues, étude des politiques publiques, mesures statistiques et analyse de contenu.

L'intégration des travaux et des résultats est assurée par un *Comité d'orientation et de coordination* formé de chercheurs issus des cinq principales universités impliquées dans le projet. Ses membres sont responsables de la synthèse des recherches menées dans le cadre du projet. Des rencontres périodiques sont prévues à la programmation, plusieurs fois par année. Des rencontres continues entre chercheurs travaillant sur des enjeux complémentaires sont également programmées de même que cinq conférences nationales annuelles et 2 conférences internationales. La production d'ouvrages conjoints et la constitution d'un réseau international de chercheurs intéressés aux questions autochtones favoriseront la diffusion des résultats de la recherche.

Les conclusions du projet connaîtront par ailleurs une importante diffusion en milieu autochtone. Le projet bénéficie en effet du partenariat de huit grandes associations autochtones. Les formes de cette diffusion tiendront compte des besoins exprimés par les partenaires, les nations et les communautés autochtones. De même, le projet prévoit la diffusion de ses conclusions auprès des nombreux intervenants nationaux et internationaux et de décideurs autochtones et non autochtones impliqués dans les questions de la gouvernance autochtone. Sur une autre échelle, la constitution d'un important réseau de chercheurs spécialisés dans la gouvernance autochtone permettra la structuration d'une plus grande collaboration internationale de recherche.

Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2001 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURS : LEFEBVRE Guy ROUSSEAU Stéphane

L'usage est considéré comme source de droit primordiale dans le droit commercial, en particulier dans les transactions commerciales internationales. Pour étudier le rôle de l'usage dans ce domaine, l'analyse juridique traditionnelle n'est que d'un secours limité, en ce qu'elle n'informe pas sur les raisons qui justifient la confiance faite à l'usage. Pour élucider cette question, nous aurons recours à l'analyse économique du droit afin d'étudier, d'une part, dans quelles circonstances les pratiques privées donnent lieu à des usages, et, d'autre part, si les usages jouent effectivement le rôle de source du droit que leur prête la théorie.

Les transactions commerciales internationales sont un domaine de choix pour étudier les usages. Les changements technologiques et scientifiques y sont omniprésents, quoique à des vitesses variables, rendant délicat le recours à la loi comme instrument de régulation. En outre, le caractère transnational des transactions élimine la référence automatique à la loi nationale comme cadre de régulation. Le programme de recherche retient trois terrains d'observation : les contrats normalisés sur la vente internationale de marchandises et les organisations qui les développent; les sentences arbitrales en matière de vente internationale; les sentences arbitrales et les jugements rendus par application de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises.

Sociologie de la réforme

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2003 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL: CO-CHERCHEUR: **ROCHER Guy NOREAU Pierre** COLLABORATEUR: RIOUX Marc

Dans les sociétés démocratiques, une des voies qu'emprunte le changement social est celle des réformes sociales. Celles-ci sont un mode que l'on peut appeler « volontaire » de changement, contrairement à d'autres modalités diffuses ou spontanées d'opérer du changement. La réforme est entreprise à partir d'une idée, d'un projet, parfois d'un programme. Une réforme est entreprise, diffusée, mise en application par une variété d'acteurs, situés à différents niveaux d'initiative et de prise de décision. De plus, une réforme peut partir d' « en haut » pour tenter de se diffuser vers la base ou elle peut être initiée d' « en bas », par des acteurs de la base et être accréditée ou parfois colonisée par des autorités supérieures. Enfin, une réforme implique généralement une forme ou l'autre de normativité juridique : une réforme s'opère généralement par la remise en question de normes existantes et leur

remplacement par de nouvelles.

C'est dans cette perspective que nous avons abordé deux moments de la réforme du système de santé québécois : la production et la mise en place de la Loi des services de santé et services sociaux du Québec de 1990 et la réforme de la médecine de première ligne par la mise en place de groupes de médecins de famille (GMF). Ces deux recherches se complètent par l'analyse des commissions d'enquête sur la santé et les services sociaux et leurs suites.

Notre étude de la réforme du système de santé québécois est complétée par la participation à un projet de recherche financé par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada et la Chaire Docteur Sadok Besrour en médecine familiale de l'Université de Montréal. Dirigé par Marie-Dominique Beaulieu, titulaire de la Chaire Docteur Sadok Besrour, ce projet vise à étudier la manière dont les résidents en médecine familiale, les résidents en médecine spécialisée et leurs formateurs 1) conçoivent le rôle des futurs médecins dans une pratique de collaboration professionnelle et 2) évaluent leur préparation à la réalisation de ce type de pratique.

Sources mythiques et coutumières des droits ancestraux et des modes de gouvernance chez les Innus (Montagnais)

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2002 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX: CO-CHERCHEURS: LAJOIE Andrée JANDA Richard **ROCHER Guy** MACDONALD Roderick

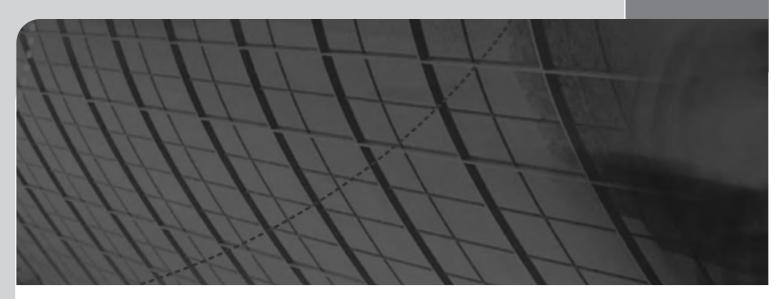
Le programme de recherche poursuivi depuis 1992 vise les processus et les modalités de reproduction du droit étatique et non-étatique. Les chercheurs observent et analysent cette production dans tous les milieux où elle se déploie (législatifs, judiciaires, administratifs, communautaires et plus largement sociaux) et procèdent à des analyses à partir de plusieurs projets de recherches menés selon des approches théoriques différentes, dont ils cherchent à déterminer quelles sont les plus adéquates pour expliquer les phénomènes observés.

Parmi ces nombreux projets, celui-ci porte sur les rapports entre les mythes animant la culture des Innus (Montagnais) et leurs conceptions des droits ancestraux. Nous voulons cerner les modes de vie qui s'inscrivent dans ces rapports et conditionnent la formation de normes sociales d'origine familiale qui, dans ces sociétés sans État, régissent les relations interpersonnelles, l'écologie des relations végétaux/ animaux/humains, et la maîtrise du territoire, et cela dans sa dimension foncière aussi bien que politique. Cette première analyse devrait permettre de déceler ensuite les exigences que ces traits culturels impliquent pour la définition ultérieure de toute architecture de gouvernance légitime et effective.

Ce projet, qui analyse la production de normes autochtones et leur intégration/coexistence avec le droit canadien/québécois à leur point de départ, s'inscrit en continuité directe avec nos recherches en cours, qui visent à déceler ces mêmes liens au point d'insertion des normes autochtones dans le droit canadien en analysant la réforme canadienne de la gestion des terres des Premières Nations. Il s'agit en fait dans les deux cas de cerner plus globalement les rapports entre légitimité/ effectivité/pluralisme, en ce qui concerne plus spécifiquement la normativité autochtone.

Au plan social, dans la conjoncture actuelle où les modèles de gouvernance ne font l'unanimité ni entre les Autochtones, ni entre les autres Canadiens, l'intérêt de ce projet - que l'Assemblée des Premières Nations Québec - Labrador a reconnu d'emblée en acceptant de collaborer à sa réalisation - apparaît très évident.









AXE DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Internet et les nouvelles technologies de l'information et de communication posent des défis majeurs au droit. Elles contribuent en effet à redéfinir plusieurs des repères à partir desquels sont traditionnellement posées les règles de conduite. Mais en plus, ces technologies ont un effet de retour sur le droit, elles contribuent à transformer la vie juridique. Dans cette perspective, les chercheurs du CRDP œuvrant dans l'axe *Droit et technologies d'information et de communication* se consacrent à l'étude de quatre ensembles de questions :

- 1. le cadre juridique d'Internet, soit les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent faire ou qui aident à résoudre les conflits;
- l'étude du fonctionnement des différents mécanismes de régulation qui interagissent dans l'univers des technologies de l'information selon des analyses qui dépassent les seules analyses juridiques menées suivant des paradigmes Étatistes et formalistes;
- 3. la conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique;
- 4. la diffusion du droit au moyen de méthodes innovatrices et en assurant la recherche sur la mise au point d'outils conçus en logiciel libre.

En 2004-2005, les travaux de recherche de cet axe ont été menés dans le cadre de 24 projets suivant une approche interdisciplinaire caractéristique de la méthodologie développée au CRDP. Durant cette période, les chercheurs et leurs collaborateurs ont notamment publié 4 ouvrages, 8 chapitres de livre, 10 articles, 2 rapports de recherche et prononcé 26 conférences. En plus, des outils en ligne ont été mis au point.

Pierre Trudel a contribué et dirigé plusieurs publications dont le *Guide pour maîtriser les risques juridiques des cyber-consultations* < http://www.chairelrwilson.ca/guides/guideE.html > de même qu'une importante étude sur la protection des données personnelles dans le secteur socio sanitaire québécois. Il a également prononcé plusieurs conférences portant sur les aspects juridiques et sociaux de la gestion de l'information numérique,

Tout au long de l'année 2004-2005, Daniel Poulin a participé et organisé plusieurs séminaires spéciaux au Québec, en France et ailleurs dans le monde, en plus de diriger de nombreuses activités de transfert des connaissances. Il a notamment poursuivi le développement et la gestion d'importants sites internet qui offrent un accès en ligne au droit. Parmi eux, mentionnons les portails juridiques *CanLII/IIJCan* (www.iijcan.org), le *Portail du droit francophone* pour l'Agence de la Francophonie (www.droit.francophonie.org), LexUM (www.lexum.umontreal.ca) et le *Judicial* Education Portal pour la Banque Mondiale (www.judicialeducation.org).

Les travaux de recherche de Karim Benyekhlef ont porté, entre autres, sur la notion de cyberjustice et la résolution des conflits en matière de commerce électronique. Il a notamment coordonné une simulation d'arbitrage commercial international sur la plate-forme électronique du CyberTribunal, prononcé plusieurs conférences et publié, avec Fabien Gélinas, l'ouvrage *Le règlement en ligne des conflits*. Enjeux de la cyberjustice.

Ysolde Gendreau a poursuivi les travaux entrepris sur les langues et le droit d'auteur ainsi que sur les relations entre les concepts du droit d'auteur et les concepts de droit civil.

AXE DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Analyse des dimensions juridiques du développement de la cyberdémocratie

Appui à la modernisation de l'appareil judiciaire (consultation auprès du ministère de la Justice)

Automation of Judgment

BCMF Recueil

CanLII

Copyright Contracts in Québec

Cyberjustice : exemple de pluralisme juridique dans un cadre mondialisé

Dimensions constitutionnelles de l'indépendance administrative du pouvoir judiciaire

Droit des technologies de l'information et du commerce électronique

ÉCODIR

Enhancing the Judicial Training Process through Use of the Web

Étude sur l'adéquation de la législation canadienne relative à la protection des données personnelles au regard des exigences européennes

Hébergement du site des Lois/Règlements

Juris International

L'administration électronique Canada-Espagne

La transaction multimédia

Les langues du droit d'auteur au Canada

Mise en place d'un centre d'information juridique au Burkina Faso

Open Courts, Electronic Access to Court Records, and Privacy

Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie

Proposal Consultation Services to the Nova Scotia Courts Database (Phase 1 et 2)

Proposal for a Searchable, Web-Based, Multi-lingual Database of Decisions of National Communications Regulators

Site portail droit francophone

TaPoR

TITRE	FINANCEMENT	ANNÉES	RESPONSABLE(S)
Analyse des dimensions juridiques du développement de la cyberdémocratie	Secrétariat du Conseil du Trésor	2004-2005	TRUDEL P. BENYEKHLEF K.
Appui à la modernisation de l'appareil judiciaire (consultation auprès du ministère de la Justice)	Tunis (PNUD) Programme des Nations- Unies pour le développement	2004-2005	POULIN D.
Automation of Judgment	Courts Administration Service	2004-2005	POULIN D.
BCMF Recueil	Bureau du Commissaire à la magistrature	2004-2005	POULNI D.
CanLII	Institut canadien d'information juridique	2002-2007	POULIN D.
Copyright Contracts in Québec	Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues	2004-2005	GENDREAU Y.
Cyberjustice : exemple de pluralisme juridique dans un cadre mondialisé	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2003-2006	Benykehlef K. Gélinas F.
Dimensions constitutionnelles de l'indépen- dance administrative du pouvoir judiciaire	Conseil canadien de la magistrature	2003-2005	BENYEKHLEF K. GÉLINAS F.
Droit des technologies de l'information et du commerce électronique	Chaire L.R. Wilson	2004-2005	TRUDEL P.
ÉCODIR	Commission des Communautés européennes	2000-2004	BENYEKHLEF K. TRUDEL P.
Enhancing the Judicial Training Process through Use of the Web	The World Bank Group	2004-2005	POULIN D.
Étude sur l'adéquation de la législation canadienne relative à la protection des données personnelles au regard des exigences européennes	Union Européenne	2004-2005	TRUDEL P.
Hébergement du site des Lois/Règlements	Ministère de la Justice du Canada	2004-2005	POULIN D.
Juris International	Centre du commerce international	2004-2005	POULIN D.
L'administration électronique Canada-Espagne	Chaire L.R. Wilson Conseil international d'études canadiennes	2004-2005	BENYEKHLEF K.
La transaction multimédia	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Programme INÉ)	2002-2005	Mackaay e.
Les langues du droit d'auteur au Canada	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2005-2008	GENDREAU Y.
Mise en place d'un centre d'information juridique au Burkina Faso	Agence intergouvernementale de la francophonie	2004-2005	POULIN D.
Open Courts, Electronic Access to Court Records, and Privacy	Conseil canadien de la magistrature	2004-2005	POULIN D.
Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie	Groupe TVA	2002-2009	TRUDEL P.
Proposal Consultation Services to the Nova Scotia Courts Database (Phase 1 et 2)	Executive Office - Nova Scotia Judiciary	2004-2005	POULIN D.
Proposal for a Searchable, Web-Based, Multi-lingual Database of Decisions of National Communications Regulators	The World Bank Group	2004-2005	POULIN D.
Site portail droit francophone	Agence intergouvernementale de la francophonie	2004-2005	POULIN D.
TaPoR	Fondation canadienne pour l'innovation	2004-2009	POULIN D.

Analyse des dimensions juridiques du développement de la cyberdémocratie

Secrétariat du Conseil du Trésor

2004 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX : COLLABORATRICE : BENYEKHLEF Karim ABRAN France TRUDEL Pierre

Il s'agit d'identifier les enjeux découlant des cadres constitutionnels et juridiques qui sont associés à la mise en place de mécanismes de consultation et de décision en ligne. Les travaux fourniront des réponses à des questions comme celles-ci :

Quelles sont les règles encadrant les processus dans lesquels la participation des citoyens est sollicitée? Comment ces règles balisent la gouvernance et se transposent dans le contexte du cybergouvernement et de la cyberadministration?

Existe-t-il des exigences dans notre processus législatif ou parlementaire qui s'opposent au développement de la cyberdémocratie? Existe-t-il des exigences à satisfaire au regard du Code criminel, du Code civil et des autres lois?

Quels principes du droit constitutionnel (entendu comme les règles régissant la constitution et le fonctionnement des instances de l'État) sont pertinents aux processus de cyberconsultation?

Quels sont les impacts sur la vie privée, la responsabilité, la sécurité?

Quelles seront les implications de la cyberdémocratie dans les gouvernements, les municipalités et les commissions scolaires?

Quels sont les enjeux à considérer et les précautions à prendre lors de la mise en place d'activités de cyberconsultation afin d'en assurer la conformité avec les exigences constitutionnelles, juridiques et déontologiques?

Le projet vise aussi à inventorier les sortes de règles de droit et les principes juridiques qui trouvent application au Québec lors de processus de consultation publique et lorsque ces processus sont transposés dans un environnement de cyberconsultation. Il identifiera les impacts des technologies de l'information sur le cadre juridique encadrant le déroulement des processus consultatifs et délibératifs. Enfin, il produira un guide sur les mesures et précautions à prendre lors de la mise en place de processus associés à la cyberdémocratie.

Appui à la modernisation de l'appareil judiciaire (consultation auprès du ministère de la Justice)

Tunis (PNUD) Programme des Nations-Unies pour le développement 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL :

POULIN Daniel

En 2005, LexUM a soumis au ministère de la Justice et des droits de l'Homme et au Programme des Nations Unies pour le Développement tunisien un rapport de consultation intitulé « Éléments de stratégie en matière de développement de systèmes d'information dans le domaine

de la Justice ». Ce rapport de consultation préconise une amélioration du système d'information juridique ainsi qu'une diffusion publique de celle-ci, notamment par Internet.

decisions.fct-cf.gc.ca / decisions.fca-caf.gc.ca / decision.tcc-cci.gc.ca

Automation of Judgment

Courts Administration Service

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Ce financement assure la publication des décisions de la Cour fédérale, de la Cour fédérale d'appel et de la Cour canadienne de l'impôt.

Le site Web officiel de diffusion des décisions de la Cour fédérale et de la Cour fédérale d'appel offre un accès gratuit aux décisions de la Cour depuis 1990. La collection est bilingue.

Le site Web officiel de diffusion des jugements de la Cour canadienne de l'impôt offre un accès gratuit aux jugements de la Cour depuis 1996. La collection est également bilingue.

recueil.cmf.gc.ca

BCMF Recueil

Bureau du commissaire à la magistrature 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Le site Web du Bureau du commissaire à la magistrature fédérale offre un accès gratuit à la version électronique du Recueil officiel des décisions des cours fédérales, lequel contient une sélection de décisions, un index analytique et des fiches analytiques facilitant le repérage des décisions pertinentes.

www.iijcan.org

CanLII

Institut canadien d'information juridique 2002 - 2007

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Le site Web de l'Institut canadien d'information juridique (IIJCan/CanLII) est la plus importante ressource en ligne fournissant un accès libre au droit canadien. Il s'est concrétisé grâce au soutien de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada. IIJCan contient 67 collections de décisions des tribunaux de niveau fédéral et de toutes les provinces et territoires du Canada. Le site comporte plus de 270 000 jugements et croît de 1 500 nouvelles décisions par semaine. Le site publie également des versions historiques et les versions courantes des lois et des règlements de 13 des 14 ressorts législatifs canadiens.

À ces vastes collections documentaires se greffe un puissant moteur de recherche qui permet aux usagers du site de retrouver de façon efficace et intuitive les informations recherchées. IIJCan reçoit plus de 13 000 visites par jour. En mai 2005, IIJCan a remporté le prestigieux prix Hugh Lawford d'excellence en édition juridique de la fédération des ordres professionnels de juristes du Canada pour l'année 2005-2006.

Copyrights Contracts in Québec

Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues 2004 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

GENDREAU Ysolde

Le droit d'auteur est un domaine du droit qui relève de la compétence du Parlement fédéral, tandis que le droit des contrats est régi par des règles provinciales. Comme il est de coutume dans une loi inspirée du droit britannique, la Loi sur le droit d'auteur comporte peu de disposition sur la dimension contractuelle du droit d'auteur. Cette situation signifie que le droit québécois de nature civiliste doit agir à titre de droit supplétif au droit fédéral d'origine « common law ». Le projet permet d'examiner la symbiose particulière qui se crée à l'occasion de cette rencontre.

Cyberjustice : exemple de pluralisme juridique dans un cadre mondialisé

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

2003 - 2006

CHERCHEURS PRINCIPAUX :

BENYEKHLEF Karim GÉLINAS Fabien

L'observateur ne peut manquer de noter les manifestations de plus en plus claires de retrait progressif de la justice, premier pouvoir régalien, du champ national au profit d'une justice transnationale et internationale. Que ce soit donc par le développement important de l'arbitrage (en particulier suite à la croissance fulgurante du commerce électronique et du développement concomitant de la cyberjustice) ou des principes de la compétence universelle, on observe la tendance de l'État post-moderne à redéfinir, sous le poids des exigences

marchandes induites par la mondialisation, jusqu'à ses premiers pouvoirs régaliens, la justice constituant, avec la sécurité, le premier pouvoir exercé par le souverain. Tout cela ne signifie évidemment pas une abdication de l'État au regard de ses pouvoirs judiciaires. On devrait plutôt parler d'une renaissance d'un pluralisme judiciaire à l'instar de celui que l'on pouvait observer au Moyen-Âge central. Il reste maintenant à déterminer la perspective réelle de cette évolution et l'allocation pratique de ce pluralisme émergent.

Dimensions constitutionnelles de l'indépendance administrative du pouvoir judiciaire

Conseil canadien de la magistrature

2003 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX:

BENYEKHLEF Karim GÉLINAS Fabien

Analyse des dimensions constitutionnelles des aspects administratifs du pouvoir judiciaire. On sait qu'en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, l'administration des tribunaux relève des provinces. Le Conseil canadien de la magistrature désire assurer un plus grand contrôle des aspects administratifs par les juges de nomination fédérale. Il est alors nécessaire d'analyser plus précisément les dimensions constitutionnelles

de l'indépendance judiciaire afin de déterminer le degré d'autonomie administrative dont les juges peuvent constitutionnellement bénéficier. Dans le même temps, il importe de proposer des modèles alternatifs d'administration de la justice qui tiennent compte des caractéristiques canadiennes et des modèles en cours dans d'autres pays.

www.chairelrwilson.ca

Droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Chaire L.R. Wilson

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL: COLLABORATRICE:
TRUDEL Pierre ABRAN France

Pour maintenir sa position de chef de file dans la recherche sur les défis juridiques posés par les technologies de l'information et le commerce électronique (le cyberespace), l'Université de Montréal a créé une Chaire sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, rattachée au Centre de recherche en droit public (CRDP) de la Faculté de droit. La Chaire L.R. Wilson vise à stimuler la recherche sur les règles juridiques pouvant assurer le bon déroulement des interactions sur l'Internet. Elle renforcera le noyau d'excellence constitué par l'équipe en droit et technologies de l'information au CRDP. Elle exercera un leadership dans l'établissement de liens avec les milieux professionnels et des affaires. Elle aura un important effet de levier sur de nouvelles initiatives.

LA CHAIRE A POUR OBJECTIFS:

- 1. d'étudier comment le droit actuel s'adapte pour encadrer le commerce électronique et les autres échanges dans le cyberespace;
- d'accroître l'expertise portant sur les contrats, la propriété intellectuelle, les droits des personnes, la prévention et la résolution des conflits dans le cyberespace;
- de développer des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités du commerce électronique et des autres interactions sur l'Internet, comme des services de médiation ou d'arbitrage en ligne.

ÉCODIR

Commission des Communautés européennes

2000 - 2004

CHERCHEURS PRINCIPAUX : COLLABORATRICE : BENYEKHLEF Karim ABRAN France

TRUDEL Pierre

La Commission de l'Union européenne a déposé au mois de novembre 1998 un projet de directive sur le commerce électronique. L'article 17 de ce projet de directive prévoit la mise sur pied de mécanismes alternatifs de résolution des conflits par voie électronique pour les différends pouvant survenir entre deux entreprises ou entre une entreprise et un consommateur dans le contexte du commerce électronique. Un consortium a été créé avec des partenaires européens afin d'étudier les conditions qui devaient être réunies pour assurer la mise en place des services de règlement des conflits sur Internet.

LES PARTENAIRES DU PROJET SONT :

• la Chambre de commerce et d'industrie de Paris;

- le Centre de recherche informatique et droit (CRID) de l'Université de Namur (Belgique);
- le Centre national de recherche scientifique (CNRS-France);
- l'Université de Münster (Allemagne);
- l'Université des Baléares (Espagne);
- l'Univesité de Dublin.

Le projet d'étude a deux composantes : une analyse juridique et économique de l'applicabilité des mécanismes électroniques de résolution des conflits et la mise en place d'un prototype.

www.judicialeducation.org

Enhancing the Judicial Training Process through Use of the Web

The World Bank Group

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Ce projet, financé par le Groupe d'action pour la réforme juridique et judiciaire de la Banque Mondiale, vise à identifier, évaluer et décrire les ressources Web pertinentes à la formation judiciaire. Le *Judicial*

Education Portal est muni d'une interface de gestion Web sécurisée permettant la mise à jour distribuée de la totalité de son contenu.

Étude sur l'adéquation de la législation canadienne relative à la protection des données personnelles au regard des exigences européennes

Union européenne

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL: COLLABORATRICE: TRUDEL Pierre ABRAN France

Ce projet concerne l'étude de la conformité de la législation canadienne avec les exigences de la directive européenne sur la protection des données personnelles. La Directive 95/46/CE relative à la protection des données personnelles vise à encadrer le traitement de données à caractère personnel et, ce tant à l'intérieur des frontières de l'Union européenne qu'à l'extérieur de celles-ci. Le transfert de données vers un pays tiers ne peut avoir lieu que si ce dernier offre un «niveau de protection adéquat ».

L'étude passe en revue non seulement le contenu des règles applicables aux données personnelles transférées vers un pays tiers mais, également, le dispositif mis en place pour garantir l'efficacité de ces règles. Le niveau de protection offert par un pays tiers s'apprécie au

regard de toutes les circonstances relatives à un transfert ou à une catégorie de transfert de données aux termes de l'article 25(2) de la directive.

L'ensemble des lois et des principes juridiques relatifs à la protection des données personnelles en vigueur au Canada est passé en revue. Le tout est examiné à la lumière des décisions judiciaires et des recommandations des autorités chargées de la surveillance des pratiques en matière de protection des données personnelles.

L'étude est menée en partenariat avec le Centre de recherche en informatique et droit (CRID) de la Faculté de droit des facultés universitaires Notre-Dame-de-la-Paix à Namur

lois.justice.gc.ca

Hébergement du site des Lois/Règlements

Ministère de la Justice du Canada

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Le site Web officiel de diffusion de la collection des lois et règlements fédéraux a été conçu pour le ministère de la Justice du Canada. Cette ressource offre un accès gratuit aux lois et aux règlements du Canada dans leur version découpée par article. La collection est bilingue et contient 200 000 fichiers.

www.jurisint.org

Juris International

Ministère de la Justice du Canada

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

LexUM a conçu et développé, en collaboration avec le Centre du commerce international et Juripole de l'Université de Nancy, le site Juris International, une ressource multilingue (anglais, espagnol et français) d'information juridique en matière de commerce international. La ressource comprend des instruments juridiques internationaux, des

modèles de rédaction de contrats, un répertoire des centres de règlement des litiges, un répertoire des associations de juristes d'affaires ainsi que des collections spécialisées (Accords de l'OMC, Droit de l'OHADA, commerce électronique).

www.jurisint.org

L'administration électronique Canada-Espagne

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique Conseil international d'études canadiennes

2004 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX : COLLABORATRICE : BENYEKHLEF Karim ABRAN France

TRUDEL Pierre

Les 17 et 18 octobre 2005, s'est tenu un Séminaire hispano-canadien portant sur le thème *Protection des données personnelles et administration électronique*. Cette rencontre avait pour but de promouvoir la coopération plus étroite entre les autorités canadiennes et les instances espagnoles en matière de protection des données dans le contexte du développement du gouvernement en ligne. Il s'agissait de renforcer les

réflexions prospectives sur les défis et tendances de la protection des données personnelles dans un contexte où les services publics fonctionnent de plus en plus selon des modèles en réseaux. Le séminaire s'est déroulé en présence des commissaires et d'experts du Canada et de l'Espagne.

La transaction multimédia

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Programme INÉ)

2002 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

MACKAAY Ejan

Le développement harmonieux et la croissance du commerce électronique passent inévitablement par une plus grande certitude juridique. Le monde des affaires a depuis longtemps opéré un virage numérique et les technologies de l'information sont de plus en plus utilisées au sein de l'entreprise. Ces technologies bouleversent très souvent les méthodes de gestion, les façons de faire et les modes de conclusion des contrats. Les changements induits par l'informatisation et la communication n'ont pas qu'un caractère opérationnel dans l'entreprise, ils entraînent également des incertitudes sérieuses au plan juridique.

Ces incertitudes sont induites par les changements technologiques proprement dits mais semblent exacerbées, en quelque sorte, par le contexte transnational dans lequel s'inscrivent de plus en plus souvent les transactions entre entreprises. Il est clair que les nouveaux moyens de communication permettent dorénavant aux petites et moyennes entreprises d'avoir un accès aux marchés internationaux. Cet accès est cependant menacé par le flou juridique afférent aux transactions électroniques et ce malgré l'émergence, dans plusieurs pays, de législations spécifiquement élaborées pour adapter le cadre juridique traditionnel aux nouveaux environnements électroniques.

La transaction multimédia

Les travaux proposés, notamment par l'identification des pratiques d'affaires et des normes applicables, se veulent dès lors un guide propre à faciliter la tâche des acteurs de la nouvelle économie. L'identification des sources pertinentes, mais également la suggestion de modèles contractuels prenant en compte le caractère transnational de la transaction, de même que les différences sérieuses et préoccupantes entre les législations nationales devraient permettre aux acteurs de diminuer les risques juridiques afférents au commerce électronique et contribuer à une plus grande fluidité des échanges internationaux.

Les incertitudes juridiques relatives au commerce électronique ont peut-être été atténuées par l'élaboration dans plusieurs pays occidentaux de législations prenant en compte les principes de la numérisation et de la communication en réseaux. Toutefois, il faut constater que la situation n'est finalement pas beaucoup plus claire aujourd'hui qu'hier lorsque l'interprète prend soin, par exemple, d'examiner et de comparer ces différents instruments législatifs.

À cette hétérogénéité normative, suscitée bien souvent par des initiatives nationales à courte vue, se greffent également des pratiques et des usages contractuels qui n'appréhendent souvent qu'inadéquatement les réalités du commerce électronique. Au surplus, on peut constater que la pratique commerciale n'utilise qu'en partie les médias électroniques. Très souvent, le premier contact se fait par le truchement d'une place de marché électronique alors que les tractations subséquentes empruntent d'autres voies : le téléphone, le fax, les rencontres physiques, le courrier électronique, etc. Il y a donc une pratique multimédia dans le sens de l'utilisation de plus d'un médium de communication dans la négociation et la conclusion d'un accord contractuel. Les acteurs de la nouvelle économie se retrouvent donc aux prises avec de sérieuses difficultés d'ingénierie juridique qui ne peuvent manquer de freiner très concrètement le développement du commerce électronique. Les risques juridiques apparaissent en effet plus importants, dans la balance, que les bénéfices incertains du commerce électronique.

Les langues du droit d'auteur au Canada

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2005 - 2008

CHERCHEURE PRINCIPALE:

GENDREAU Ysolde

On reconnaît deux grandes traditions de droit d'auteur : la tradition de copyright, provenant des pays de common law comme l'Angleterre et les États-Unis, et celle de « droit d'auteur », provenant des pays d'Europe continentale et donc associée au droit civil. On associe donc l'anglais au système de copyright, tandis que la tradition civiliste est surtout représentée par le droit français. Ces deux langues et ces deux traditions juridiques sont présentes au Canada. Plus particulièrement, la loi sur le droit d'auteur étant une loi fédérale, le texte législatif en la matière est donc bilingue.

L'objectif de ce projet est d'explorer la mise en œuvre d'un droit d'auteur officiellement bilingue dans un pays bilingue et bijuridique. Y a-t-il interpénétration de sa conception juridique dans la jurisprudence et la doctrine? La langue des auteurs influence-t-elle l'interprétation du droit ? À travers ces questions, on tentera d'analyser s'il se dégage une vision typiquement canadienne du droit d'auteur qui serait due à sa composante linguistique.

www.juriburkina.org

Mise en place d'un centre d'information juridique au Burkina Faso

Agence intergouvernementale de la francophonie 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

JuriBurkina a pour objectif la mise en ligne de la jurisprudence du Burkina Faso. Ce projet est réalisé en collaboration avec l'Ordre des avocats du Burkina Faso, le Secrétariat Général du Gouvernement du Burkina Faso et ZCP informatique. Il est financé par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et le Centre de recherche pour le développement international du Canada.

www.lexum.umontreal.ca/ccc-ccr/.

Open Courts, Electronic Access to Court Records, and Privacy

Conseil canadien de la magistrature

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

En septembre 2003, le Conseil canadien de la magistrature a publiait un document de travail, intitulé « La transparence de la justice, l'accès électronique aux archives judiciaires et la protection de la vie privée », et il sollicitait les commentaires des groupes intéressés, y compris les médias, les plaideurs, le milieu juridique, le milieu universitaire et les utilisateurs commerciaux de documents judiciaires. Le Conseil canadien de la magistratrure a reçu de nombreuses réponses au document de travail

En septembre 2004, le Conseil mandatait Lisa Austin, professeure adjointe à la Faculté de droit de l'Université de Toronto, et Frédéric

Pelletier, agent de recherche dans l'équipe LexUM du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, de faire une synthèse des réponses reçues puis d'élaborer, à partir de cette synthèse et de diverses recherches, une politique modèle sur l'accès aux archives judiciaires qui tienne compte, notamment, du respect du droit à la vie privée des participants au système judiciaire.

La politique modèle fut officiellement adoptée par le Conseil canadien de la magistrature en septembre 2005, puis présentée par Mme Austin et M. Pelletier dans le cadre du congrès annuel de l'Institut canadien de l'administration de la justice (ICAJ) à Toronto.

Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie

Groupe TVA 2002 - 2009

canadienne.

CHERCHEUR PRINCIPAL: COLLABORATRICE: TRUDEL Pierre ABRAN France

Ce programme de recherche vise à développer la connaissance sur les phénomènes réglementaires (envisagés au sens large) dans le domaine des technologies de l'information et des entreprises culturelles. Il facilitera la mise en place de stratégies de régulation assurant le respect des valeurs inhérentes aux objectifs de la législation

Le cyberespace, le virtuel et les réseaux redéfinissent les modalités d'élaboration et d'application des normes encadrant la production et la diffusion. Dans un tel environnement, les États disposent d'une capacité limitée d'intervention. Il importe de mieux comprendre les modalités d'émergence et d'application de la normativité qui prévalent désormais dans les environnements de communication numérisés et dans lesquels convergent des médias qui fonctionnaient autrefois selon leurs logiques propres.

Trois grands types de questions sont étudiés. Tout d'abord, le cadre juridique d'une réalité comme le cyberespace concerne les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent pas faire. Éventuellement, ces règles aident à résoudre les conflits. Comme les interactions humaines sont toujours régies par des règles, la question n'est pas tant de savoir si des règles encadreront les environnements électroniques comme Internet, mais plutôt de déterminer d'où proviennent ces règles et de voir si les règles existantes seront de nature à favoriser la meilleure circulation de l'information.

En second lieu, pour contribuer à l'émergence d'un cadre normatif judicieux dans un environnement ouvert et virtuel, il faut accroître notre compréhension du fonctionnement des différents mécanismes de régulation et diversifier les analyses juridiques, jusqu'à présent trop souvent dominées par des paradigmes étatistes et formalistes.

Finalement, Internet et les nouvelles technologies de l'information et des communications ont un effet de retour sur le droit; elles contribuent à transformer la vie juridique. Ainsi, l'accès à l'information juridique est en voie d'être complètement redéfini. Des systèmes d'information nouveaux, peu coûteux à mettre en œuvre, deviennent possibles et modifient le flux d'informations qui supporte les processus de régulation. Les moyens séculaires de transmission du droit sur papier cèdent peu à peu la place aux nouveaux outils électroniques offerts, le plus souvent, sur Internet. La conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique, voilà autant d'objectifs à poursuivre pour que les nouvelles technologies s'intègrent de façon harmonieuse à notre culture juridique.

decisions.courts.ns.ca

Proposal Consultation Services to the Nova Scotia Courts Database (Phase 1 et 2)

Executive Office - Nova Scotia Judiciary 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Ce projet réalisé pour le compte des cours de la Nouvelle-Écosse permet aux juges et au personnel judiciaire de la Cour d'appel et de la Cour suprême de cette province de gérer les flots de documents relatifs aux décisions de ces cours, au moyen d'Intranet.

Proposal for a Searchable, Web-Based, Multi-lingual Database of Decisions of National Communications Regulators

The World Bank Group

2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

En 2005, LexUM a remis à l'Union internationale des télécommunications et à la Banque Mondiale une étude relative au développement et à la mise en place d'une base de données multilingue des décisions des différents régulateurs en matière de télécommunications.

Cette étude préconise la mise en place d'un système de collecte et de gestion de ces documents ainsi que la création d'un site Web les diffusant gratuitement.

droit.francophone.org

Site portail droit francophone

Agence intergouvernementale de la francophonie 2004 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Droit francophone est le portail juridique de l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF). Il constitue la porte d'accès au droit des États membres de la francophonie. Le site Web comporte un catalogue contenant plusieurs milliers d'hyperliens évalués, commentés et mis à jour régulièrement. Il offre également l'accès à des collections documentaires juridiques nationales et régionales. De plus, son moteur

de recherche juridique francophone permet d'effectuer des recherches dans l'ensemble des documents diffusés par les ressources cataloguées. *Droit francophone* est muni d'une interface de gestion Web sécurisée permettant la mise à jour décentralisée de la totalité de son cortenu.

tapor.lexum.umontreal.ca

TaPoR

Fondation canadienne pour l'innovation

2004 - 2009

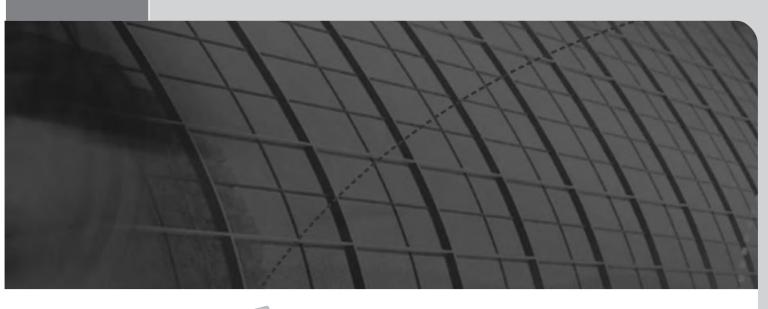
CHERCHEUR PRINCIPAL:

POULIN Daniel

Le laboratoire LexUM est membre du consortium canadien TAPOR qui regroupe six équipes de recherche universitaires canadiennes intéressées par le traitement des textes par ordinateur. Dans le cadre de TAPOR, le LexUM s'est associé au laboratoire RALI du Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal. Ensemble, les équipes des deux laboratoires explorent le

développement d'outils d'anonymisation, la préparation automatique de résumés de jugements, la conception d'outils de repérage de l'information spécialement adaptés au droit. Le projet TAPOR à l'Université de Montréal est financé par la Fondation canadienne pour l'innovation et le ministère de l'Éducation du Québec.









AXE DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

L'axe de recherche *Droit, biotechnologies et rapport au milieu* explore divers aspects du droit de la santé et des biotechnologies. En effet, la biotechnologie et la santé, domaines en constante évolution, posent des questions d'ordre tant juridique, éthique que social relativement au consentement aux soins et à la recherche, à l'allocation des ressources en santé, ou à l'utilisation des données médicales et de recherche dans le cadre de l'emploi. Ces questions relèvent de plusieurs domaines et champs d'intérêt des chercheurs : le système de santé, la génétique, les xénotransplantations, les organismes génétiquement modifiés et la recherche sur les cellules souches pour n'en nommer que quelques uns.

Les cinq chercheurs réguliers de l'axe *Droit, biotechnologies et rapport au milieu* s'intéressent, chacun, à certains aspects de la biotechnologie et de la santé. Mme Thérèse Leroux se penche sur les organismes génétiquement modifiés ainsi que sur l'encadrement de l'utilisation des xénogreffes dans les soins de santé. Les recherches menées par M. Patrick Molinari se concentrent principalement sur le droit de la santé et les systèmes de santé. Mme Denise Avard, oriente principalement ses recherches sur le dépistage génétique des nouveaux-nés et la mise en banque du sang de cordon ombilical. Pour sa part, Mme Bartha Maria Knoppers approche, sous l'angle du droit comparé, l'encadrement de la recherche en génétique et étudie l'utilisation secondaire de données de recherche. Finalement, Mme Béatrice Godard poursuit ses recherches sur la génétique et les assurances ainsi que sur la consultation des communautés en recherche. C'est avec l'aide de plusieurs collaborateurs, nationaux et internationaux, issus de différentes disciplines, que l'équipe a pu produire une soixantaine d'articles, de chapitres et de livres au cours de l'année 2004-2005.

En plus de la production de documents écrits, l'équipe de recherche a coordonné plusieurs conférences portant sur différents aspects de leurs recherches. À titre d'exemple, en décembre 2004, le symposium « La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités », a regroupé plusieurs chercheurs québécois afin d'aborder certaines des questions sociales, éthiques et juridiques qui peuvent se poser dans le cadre des recherches en génétique et génomique. À cet évènement d'envergure, s'ajoute le cycle de conférences de la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine, dont la professeure Bartha Maria Knoppers est la titulaire. Ce cycle comprend la présentation de 9 conférences sur le thème de la médecine régénérative. S'ajoute à ces activités de transfert des connaissances, un nouveau module sur la base de données HumGen. En décembre 2004, était lancé la Foire aux questions (FAQ) qui aborde les enjeux juridiques, éthiques et sociales posées par les différents sujets abordés par les chercheurs de l'axe *Droit, biotechnologies et rapport au milieu*.

AXE DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

À la recherche d'un langage commun pour les bio-banques

Bio-ingénierie, éthique et société : de la responsabilité à la responsabilisation des chercheurs

Brevet sur les cellules souches : lois européennes et éthique

Canadian Alliance "National retrospective Tissue Microarray Resource for Breast Cancer"

Cellule épithéliale de l'intestin : identification de gènes et de nouvelles cibles thérapeutiques

Chaire de recherche du Canada en droit et médecine

Consulting Communities for Large-Scale Genomic Databases: An Analysis of Interests and Values

Courtage en ligne : échange des données de recherche en santé sur Internet

Équipes interdisciplinaires internationales de recherche en santé sur la prédisposition au cancer du sein (Inherit BRCAs)

Gene-environment interactions in obesity: integration of genetic information into the prevention and treatment of obesity

Génétique humaine en population et en santé publique: Analyse multidisciplinaire et comparaison internationale des contextes normatifs et pratiques

Genomic Tools for Diagnosis and Evaluation of Mental Retardation

Génomique et société : droits et responsabilités

Health Care and Helath Policy Challenges in Genetic Laboratory

Identification and characterization of genes involved in two common development brain diseases

Institut international de recherche en éthique

La conservation des échantillons de sang séché : les implications pour la recherche, la génétique et les services de santé

La pharmacogénomique chez les enfants : vers un avenir plus sain

La protection de la santé publique en cas de zoonoses. Étude de cas : la rage

La protection de la santé publique face à la recrudescence d'agents infectieux résistants aux antiobiotiques

SUITE >

AXE DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

La santé publique mise à rude épreuve par de récentes zoonoses : rôles et pouvoirs de l'État

Legal Foundations for a National Disease Control and Surveillance Agency in Canada

Legal Models of Biotechnological Intellectual Property Protection: A Transdisciplinary Approach

Models for Ensuring Ethical-Decision-Making in Bioscience Firms

Prestation de services génétiques : vers une étendue de la responsabilité médicale

Preuve scientifique et gestion des risques environnementaux : Les diverses modalités d'application du principe de précaution au Canada

Programme de recherche en appui aux politiques de santé en génétique dans un souci de qualité, d'efficience et de bien-être social

Regenerative Medicine: Ethical, Environmental, Economic, Legal, and Social Issues Network (REMethnet)

Réseau de médecine génétique appliquée

Santé publique et droit de retrait dans le cadre d'expérimentation biomédicale : un dilemme mis en lumière par la xénotransplantation

Site « HumGen - portail français ».

Stem Cell Research: Regulatory Policy in a Commercial Environment

Stratégie intégrée de médecine moléculaire cardiovasculaire

Tester des médicaments, une façon de se faire de l'argent de poche

Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)

Une carte haplotype du génome humain - outil biomedical pour la recherche génétique au Canada.

Zoonoses et intervention en santé publique : Dimensions socio-éthiques et enjeux de la surveillance du virus du Nil occidental

DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

TITRE	FINANCEMENT	ANNÉES	RESPONSABLE(S)
À la recherche d'un langage commun pour les bio-banques	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2003-2005	KNOPPERS B.M.
Bio-ingénierie, éthique et société : de la responsabilité à la responsabilisation des chercheurs	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2004-2006	LÉTOURNEAU L. SIMARD J. (Godard B.)
Brevet sur les cellules souches : lois européennes et éthique	Commission européenne	2005-2006	KNOPPERS B.M. (Équipe Aurora Plomer)
Canadian Alliance "National retrospec- tive Tissue Microarray Resource for Breast Cancer"	Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	2005	KNOPPERS B.M. (Équipe Lisa Schwartz)
Cellule épithéliale de l'intestin : identification de gènes et de nouvelles cibles thérapeutiques	Valorisation-Recherche Québec	2002-2006	AVARD D. KNOPPERS B.M. (Équipe Levy-Sinnett)
Chaire de recherche du Canada en droit et médecine	Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada)	2000-2007	KNOPPERS B.M.
Consulting Communities for Large- Scale Genomic Databases : An Analysis of Interests and Values	Canadian Institutes of Health Research - Facing our Future Human	2005-2006	GODARD B.
Courtage en ligne : échange des don- nées de recherche en santé sur Internet	Canadian Health Services Reserach Foundation (CHSRF)	2005	AVARD D.
Équipes interdisciplinaires interna- tionales de recherche en santé sur la prédisposition au cancer du sein (Inherit BRCAs)	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2001-2006	KNOPPERS B.M. AVARD D. GODARD (Équipe J. Simard)
Gene-environment interactions in obesity: integration of genetic information into the prevention and treatment of obesity	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2003-2008	PÉRUSSE L. (Godard B.)
Génétique humaine en population et en santé publique: Analyse multidisci- plinaire et comparaison internationale des contextes normatifs et pratiques	Ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies (France)	2004-2007	KNOPPERS B.M. (Équipe Anne Cambon- Thomsen)
Genomic Tools for Diagnosis and Evaluation of Mental Retardation	Fondation canadienne pour l'innovation/Genome Canada	2004-2007	KNOPPERS B.M.
Génomique et société : droits et responsabilités (GEDS)	Genome Québec	2001-2005	KNOPPERS B.M.
Health Care and Helath Policy Challenges in Genetic Laboratory	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2004-2006	ROUSSEAU F. (Godard B.)
Identification and characterization of genes involved in two common development brain diseases	Génome Canada	2005-2008	ROULEAU G. DRAPEAU P.
Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB)	Ministère des Relations internationales	2001-1007	KNOPPERS B.M. MOLINARI P.A. GRIMAUD M.A.
La conservation des échantillons de sang séché : les implications pour la recherche, la génétique et les services de santé	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2004-2005	AVARD D.
La pharmacogénomique chez les enfants : vers un avenir plus sain	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2004-2005	KNOPPERS B.M. AVARD Denise

DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

droit, biotechnologie et rapport au TITRE	FINANCEMENT	ANNÉES	RESPONSABLE(S
La protection de la santé publique en cas de zoonoses.	Bourse de recherche Border Lander Gervais	2005	LEROUX T.
Étude de cas : la rage La protection de la santé publique face à la recrudescence d'agents infectieux résistants aux antiobiotiques	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2004	LEROUX T.
La santé publique mise à rude épreuve par de récentes zoonoses : rôles et pouvoirs de l'État	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2004-2007	LEROUX T.
Legal Foundations for a National Disease Control and Surveillance Agency in Canada	Instituts de recherche en santé du Canda (IRSC)	2004-2005	KNOPPERS B.M. CAULFIELD T. GIBSON E. WILSON K.
Legal Models of Biotechnological Intellectual Property Protection: A Transdisciplinary Approach	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2004-2005	KNOPPERS B.M. (Équipe Richard Gold)
Models for Ensuring Ethical-Decision- Making in Bioscience Firms	United Stated Department of Energy - Seaver Foundation (US)	2003-2005	FINEGOLD D. (Godard B.)
Prestation de services génétiques : vers une étendue de la responsabilité médicale?	Fonds de la recherche en santé du Québec	2003-2005	GODARD B.
Preuve scientifique et gestion des risques environnementaux : Les diverses modalités d'application du principe de précaution au Canada	Commission du droit du Canada	2004-2005	LEROUX T.
Programme de recherche en appui aux poli- tiques de santé en génétique dans un souci de qualité, d'efficience et de bien-être social	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2003-2008	BATTISTA R. (Godard B.)
Regenerative Medicine: Ethical, Environmental, Economic, Legal, and Social Issues Network (REMethnet)	Réseaux des centres d'excellence	2004-2006	KNOPPERS B.M. (Équipe Abdallah Daar)
Réseau de médecine génétique appliquée	Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ)	2000-2005	KNOPPERS B.M.
Santé publique et droit de retrait dans le cadre d'expérimentation biomédicale : un dilemme mis en lumière par la xénotransplantation	Fondation du Barreau du Québec	2004	LEROUX T.
Site « HumGen - portail français ».	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (Qc)	2002-2005	KNOPPERS B.M.
Stem Cell Research : Regulatory Policy in a Commercial Environment	Réseau de cellules souches (Stem cell Network)	2003-2005	KNOPPERS B.M.
Stratégie intégrée de médecine moléculaire cardiovasculaire	Valorisation-Recherche Québec	2001-2004	KNOPPERS B.M. AVARD D. HAMET P.
Tester des médicaments, une façon de se faire de l'argent de poche?	Fondation du Barreau du Québec	2005	LEROUX T.
Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	2001-2006	KNOPPERS B.M. AVARD D. GAUDET D.
Une carte haplotype du génome humain - outil biomedical pour la recherche géné- tique au Canada.	Génome Québec et Génome Canada	2002-2005	KNOPPERS B.M. HUDSON T.
Zoonoses et intervention en santé publique : Dimensions socio-éthiques et enjeux de la sur- veillance du virus du Nil occidental	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2005-2006	GODARD B. LEROUX T.

À la recherche d'un langage commun pour les bio-banques

Instituts de recherche en santé du Canda 2003 - 2004

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

Les deux préoccupations, sous-tendant la question de la terminologie utilisée pour expliquer aux participants à la recherche le degré de confidentialité auquel leurs données seront soumises, sont d'ordre conceptuel et pratique. Conceptuel, en cela que la validité d'un consentement à la recherche (et par conséquent, l'autonomie et la vie privée de la personne) peut être sévèrement compromise si le degré de protection des échantillons ou des données n'est pas totalement compris par le sujet. Pratique, puisque dans le cas des bio-banques, l'utilisation d'échantillons pour fins de compilation de données peut être mise en péril si les chercheurs emploient des termes contradictoires

pour définir les différents mécanismes utilisés pour assurer la confidentialité. Le degré d'identification est essentiel quant à la détermination des règles éthiques et juridiques applicables. Par conséquent, l'harmonisation de celles-ci devient essentielle.

La complexité de l'étude des définitions utilisées ou proposées à ce jour, du niveau de protection offert et du besoin ou de l'inutilité d'un examen éthique (dépendamment des définitions), est accentuée par la multitude de lois gouvernant le domaine des données médicales, personnelles ou génétiques.

Bio-ingénierie, éthique et société : de la responsabilité à la responsabilisation des chercheurs

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

2004 - 2006

CHERCHEURE PRINCIPALE: LÉTOURNEAU Lyne

MEMBRES DE L'ÉQUIPE : CO-CHERCHEURE: **GODARD Béatrice**

CO-CHERCHEURE: CHERCHEUR PRINCIPAL:

MEMBRES DE L'ÉQUIPE : 17

GODARD Béatrice SIMARD Jacques

L'accessibilité croissante aux informations relatives aux génomes animal, végétal et humain soulève de nombreuses questions portant, notamment, sur le rapport de l'être humain à l'animal et à la nature dans son ensemble, sur l'«artificialisation» du vivant, sur l'impact environnemental de ces nouvelles technologies, sur les risques pour la santé humaine ainsi que sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires.

Cette situation crée une tension avec laquelle les chercheurs et les entreprises privées doivent composer, dans la mesure où ils souhaitent conserver le soutien institutionnel, financier et politique dont ils jouissent et continuer de contribuer au développement technoscientifique.

Quelles sont les solutions qui s'offrent aux chercheurs et aux entreprises privées en vue de construire avec la société civile ce véritable partenariat dont l'établissement est réclamé? La première partie de notre programme de recherche s'intéressera au concept de « responsabilité sociale ». Ce dernier revêt en effet un intérêt considérable dans ce contexte puisqu'il se rapporte à la détermination des modalités d'action d'un individu ou d'un groupe d'individus dans son rapport aux autres.

La seconde partie de notre programme de recherche aura comme objectif de proposer les stratégies d'action requises pour la mise en œuvre de la responsabilité sociale des chercheurs et des entreprises privées œuvrant dans le domaine de la manipulation génétique des animaux et des plantes.

Brevets sur les cellules souches : lois européennes et éthique

Commission européenne

2005 - 2006

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Aurora Plomer)

L'objectif principal de ce projet est de présenter une analyse du système européen des brevets tel qu'appliqué aux inventions biotechnologiques en général et aux technologies liées aux cellules souches en particulier. Une emphase particulière sera mise sur les effets juridiques des diver-

gences éthiques et juridiques de la loi européenne sur les brevets. Le caractère multidisciplinaire de ce projet apportera une étendue et une profondeur à l'expertise nécessaire à cette étude.

Canadian Alliance "National retrospective Tissue Microarray Resource for Breast Cancer"

Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Lisa Schwartz)

L'équipe de recherche propose de développer les bases éthiques et juridiques qui supporteront un protocole visant la compilation rétrospective, l'utilisation et la divulgation des échantillons de tissus cancéreux existants et l'information clinique pertinente provenant de divers centres à travers le Canada.

L'équipe suggère un modèle éthique et juridique qui inclut la gouvernance éthique ainsi que des options de gestion des données pour le CBCRA. L'équipe validera le modèle proposé en le soumettant à des Comités d'éthique de la recherche.

Cellule épithéliale de l'intestin : identification de gènes et de nouvelles cibles thérapeutiques

Valorisation-Recherche Québec

2002 - 2006

CHERCHEURES PRINCIPALES:

AVARD Denise KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Levy-Sinnett)

Les récentes avancées technologiques réalisées en génomique et en protéomique, permettent aujourd'hui d'identifier les causes de diverses maladies digestives. Il est évident qu'une meilleure compréhension de ces causes favorise, le développement de nouveaux outils diagnostiques, de traitements précoces et de mesures de prévention. Cela dit, il faut être prudent quant à la portée de la médecine préventive puisque les recherches génétiques destinées à identifier des gènes et à créer des profils génétiques soulèvent maintes questions sur le plan social, éthique et juridique.

Ce projet de recherche multidisciplinaire aura donc comme mission d'identifier des polymorphismes fonctionnels; d'établir la carte protéomique de la cellule intestinale saine; de déterminer la relation génotype-phénotype cellulaire et d'évaluer leur impact clinique par des études longitudinales sur les enfants et familles atteintes de maladies reliées au tube digestif.

Dans le cadre de ce projet, notre équipe examinera les questions éthiques soulevées par la recherche génétique et les tests génétiques prédictifs sur les enfants, les nouveau-nés et les adolescents. L'équipe sera responsable entre autres de l'élaboration d'un formulaire de consentement spécifique à la génétique destiné à l'enfant ou à l'adolescent et l'élaboration d'outils d'information génétique, tel qu'un dépliant sur les maladies à développement tardif et/ou certaines maladies gastro-intestinales (incluant les informations sur les risques psychosociaux). Par ailleurs, l'équipe fera l'analyse des politiques éthiques et des normes légales existantes à l'échelle internationale sur 1) les aspects relatifs à la divulgation de l'information à l'enfant et à la famille, notamment les frères et sœurs; 2) les aspects relatifs à la communication des résultats aux porteurs à l'égard des résultats incidents ou inattendus et; 3) les aspects reliés à la conservation et à l'utilisation des échantillons.

www.crcdm.umontreal.ca

Chaire de recherche du Canada en droit et médecine

Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada) 2000 - 2007

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

La chaire a pour objectif de définir des politiques nationales et internationales pour encadrer l'activité de l'industrie, des chercheurs et des gouvernements dans le domaine de la génétique. En effet, le sprint final de la course au génome aura eu des allures de ruée vers l'or : des milliers de chercheurs travaillaient jour et nuit à identifier le patrimoine génétique de l'humanité pendant qu'autant d'autres multipliaient les façons d'utiliser ces nouvelles connaissances. Au milieu du tumulte, une voix s'est élevée pour démontrer la nécessité d'adopter un code d'éthique de la génétique.

Afin de soutenir la recherche, le projet Génétique et Société a mis en place une banque de données contenant des textes normatifs provenant de partout à travers le monde. La chaire contribue également aux activités de l'IIREB dont les trois axes d'intervention sont : l'éthique de la recherche, la génétique humaine en terme de recherche et soins et les systèmes de santé et les réseaux de soins.

Consulting Communities for Large-Scale Genomic Databases : An Analysis of Interests and Values

Canadian Institutes of Health Resarch - Facing our Future Human 2005 - 2006

CHERCHEURE PRINCIPALE : MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

GODARD Béatrice

Large-scale genomic databases are being developed in several countries around the world. These databases concern the general population as opposed to particular patient groups or families. The amount of information gathered on the individual as well as the types of diseases studied, constitute a divergence from the genetic registers of the past as well as from the gene-hunting research of today. Another change in the research paradigm is the desire for public consultation. These databases depend on public participation and acquiescence. Therefore, it is important to encourage a free, open and useful dialogue among those involved. This project will examine the proposed Quebec genomic database, Cart@gene, from the perspective of 5 cultural communities: 1) Arab; 2) Greek; 3) Hispan American; 4) Italian; and 5)

Jewish. The Cart@gene project which aims to map genetic variation in a large reference population, will recruit 60,000 volunteers in Quebec. This recruitment should be unbiased with regards to disease or ethnic origin. In other respects, Cart@gene favours a partnership approach that is, exchanges between researchers and citizens to ensure that all opinions and views are taken into account. The consultation of cultural communities about the implementation of large-scale genomic databases has been rare. This project will allow us to propose concepts for thinking about public involvement and indicate future strategies for a large-scale public consultation prior to the implementation of the Cart@gene project.

Courtage en ligne : échange des données de recherche en santé sur Internet

Canadian Health Services Research Foundation (CHSRF) 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

AVARD Denise

L'objectif de l'atelier est d'apporter des éléments de réflexion autour de l'utilisation de l'Internet et Intranet comme outils de transfert de connaissances.

Plusieurs gestionnaires de sites Internet et Intranet y ont fait part de nombreuses leçons à tirer ainsi que des défis à relever face au transfert des informations sur Internet et Intranet.

Équipes interdisciplinaires internationales de recherche en santé sur la prédisposition au cancer du sein (INHERIT BRCAs)

Instituts de recherche en santé du Cadana (IRSC)

2001 - 2006

CHERCHEURS PRINCIPAUX : AVARD Denise
KNOPPERS Bartha Maria GODARD Béatrice

SIMARD Jacques

Le cancer du sein est un exemple pertinent représentatif de la croissance rapide du domaine des tests de susceptibilité pour des maladies multifactorielles communes. Les connaissances dans le domaine de la génétique du cancer du sein ont le potentiel pour permettre la détection précoce, la prévention et le traitement de ce type de cancer. Cependant, l'information génétique peut révéler beaucoup sur les individus et leurs familles, et cette information pourrait potentiellement être mal utilisée.

LES OBJECTIFS DE CETTE PROPOSITION SONT LES SUIVANTS :

- 1. étudier les implications légales, sociales et éthiques de trois dilemmes émergeants : la recherche génétique et épidémiologie génétique utilisant les registres de cancers et les banques de tumeurs; la secret professionnel et le respect pour les droits des individus et des familles; et l'inquiétude du public à propos de la discrimination génétique et particulièrement de l'accès à l'assurance;
- 2. promouvoir l'éducation des professionnels et des décideurs;
- soutenir l'équipe de recherche de INHERIT (Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility) en répondant aux questions sociales, légales et éthiques soulevées par des projets spécifiques sur le cancer du sein.

Gene-environment interactions in obesity: integration of genetic information into the prevention and treatment of obesity

Institut de recherche en santé du Canada (IRSC)

2003 - 2008

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURE : PÉRUSSE Louis GODARD Béatrice

MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

5

A lifestyle characterized by regular physical activity and by a healthy diet is generally recommended to reduce the risk of obesity and to promote weight loss in obese individuals. However, these traditional populationbased recommendations have not been successful to manage the current obesity epidemic as revealed by recent data showing that the prevalence of overweight and obesity has nearly doubled in Canadian children and adults over the past 15 years. The failure of conventional recommendations to impact on the escalating obesity epidemic is due partially to the fact that current prevention and treatment paradigms have failed to consider that obesity arises from the interaction of multiple genes with environmental factors that promote accumulation of body fat in high-risk individuals. The main hypothesis of our research program is that the identification of susceptibility genes leading to overweight and obesity and to the development of metabolic complications resulting from obesity will lead to more effective measures of prevention and treatment of obesity.

The main objective of this research program is to identify interactive effects of genes and environmental factors on the risk of obesity and its related metabolic complications and investigate how genetic information can be used to better prevent and treat obesity in high-risk individuals. The specific objectives are to: 1) identify interactive effects of candidate genes and environmental factors on risk of obesity; 2) identify interactive effects of candidate genes and environmental factors on risk of metabolic complications in obese subjects; 3) identify genes associated with body weight gain over time; 4) identify genes associated with weight loss and weight regain in obese subjects; 5) evaluate the clinical predictive value of the susceptibility genes; and 6) investigate the impact of the susceptibility genes on the adoption of healthy behavior in obese subjects.

Génétique humaine en population et en santé publique: Analyse multidisciplinaire et comparaison internationale des contextes normatifs et pratiques

Ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies (France)

2004 - 2007

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Anne Cambon-Thomsen)

L'objectif général de ce projet est de constituer un cadre de travail et de construire une problématique partagée par 6 équipes sur le thème Génétique humaine en population et en santé publique : analyse multidisciplinaire et comparaison internationale des contextes normatifs et des pratiques, afin de pouvoir déposer en commun, en 2007, une demande en réponse à un appel d'offre international. Les objectifs spécifiques comprennent :

- · l'approfondissement de la connaissance mutuelle des équipes;
- la définition plus fine d'une problématique commune orientée sur les normes, valeurs et pratiques dans le domaine de la génétique en santé publique;
- le choix des terrains et des méthodologies qui maximise l'exploitation du caractère international et pluridisciplinaire du consortium;
- · l'extension éventuelle du consortium;
- la préparation et le dépôt du dossier.

Genomic Tools for Diagnosis and Evaluation of Mental Retardation

Fondation canadienne pour l'innovation/Génome Canada 2004 - 2007

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

L'Équipe GE³DS étudiera les enjeux éthiques, sociaux et juridiques tels que :

- · la communication des résultats de recherche aux participants;
- le retrait du consentement pour la mise en banque;
- · l'utilisation secondaire des données et commercialisation;
- l'utilisation et partage des données avec des partenaires commerciaux, cliniques ou académiques à l'extérieur du Canada;
- · la propriété intellectuelle et banques de données;
- l'impact du recrutement pour la recherche d'enfant atteint d'un retard mental;
- l'impact pour la famille des sujets;
- · l'impact au niveau des soins de santé et du counselling;
- l'implication d'adultes sains provenant de diverses origines ethniques.

Génomique et société : droits et responsabilités (GEDS)

Génome Québec

2001 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX : DOUCET Hubert
KNOPPERS Bartha Maria GLASS Kathleen
GODARD Béatrice LECLERC Bruno
LEROUX Thérèse MELANÇON Marcel J.

PARIZEAU Marie-Hélène PHILIPS-NOOTENS Suzanne SIRARD Marc-André

Ce projet consiste en une collaboration entre 6 universités québécoises. Il examine les enjeux socio-éthiques, environnementaux et légaux liés à la recherche impliquant des populations, la responsabilité et la recherche transgénique. La première composante de notre recherche consiste en l'échantillonnage d'ADN, les banques génétiques et les mécanismes visant à harmoniser les différentes approches. La deuxième concerne la responsabilité et examine les problèmes de la responsabilité professionnelle, la responsabilité des conseillers génétiques, le recrutement, la confidentialité, le suivi, et la responsabilité d'informer le public sur la recherche en génomique.

La troisième composante examine l'utilisation et la création des animaux et plantes transgéniques dans la recherche médicale, la préservation de la biodiversité et la protection de l'environnement. De plus, tous les projets comparent et examinent les politiques internationales.

Notre équipe a développé quatre plate-formes : le portail français du site HumGen; une plateforme GenConsult; une plateforme «Généristic » concernant la transgénique; et une plateforme de communication publique.

Health Care and Health Policy Challenges in Genetic Laboratory

Institut de recherche en santé du Canada (IRSC)

2004 - 2006

CHERCHEUR PRINCIPAL: CO-CHERCHEURE: MEMBRES DE L'ÉQUIPE:

ROUSSEAU François GODARD Béatrice

Provision of health care services in genetics provides many challenges that dictate a structured research effort to address these services and policy issues in order to improve the health of the population. Genetic laboratory services play a significant role in the global offer of genetics services and also pose specific challenges in terms of service delivery and accessibility, cost-efficiency and cost-effectiveness, decision frameworks and knowledge transfer tools for health care providers and stakeholders at all levels

We propose to create a multidisciplinary consortium of investigators to study genetic laboratory services using an integrated approach including the broad perspective of organizational and professional dynamics that influence the offer and uptake of genetics tests by the health care providers and the population, the genetic testing infrastructure, the effectiveness of genetic testing and the impact of genetic testing on health outcomes.

Identification and characterization of genes involved in two common development brain diseases

Génome Canada

2005 - 2008

CHERCHEURS PRINCIPAUX : CO-CHERCHEURE : MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

ROULEAU Guy GODARD Béatrice 14

DRAPEAU Pierre

We propose a novel strategy to identify mutations in genes causing schizophrenia (SCZ) or autism (AUT). These are common devastating diseases that directly or indirectly affect most Canadians and indeed people from all over the world, resulting in huge health care costs and incommensurable human suffering. Both are brain diseases and their causes remain largely unknown. Over the past decades, accumulative evidence strongly indicates that these diseases are mainly caused by genetic (inherited) factors.

Based on an intensive literature research and thorough review of genetic studies of all human disease-causing genes, our team of clinicians and scientists hypothesises that genes causing severe full-blown brain disorders like SCZ and AUT will carry a high rate of new mutations, especially in genes acting as synapses, unique microscopic structures where brain cells communicate and process information.



Identification and characterization of genes involved in two common development brain diseases

Over the years, in collaboration with our network of Canadian and international expert clinicians, we have been fortunate to collect about 5000 blood samples from individuals affected with SCZ or AUT, as well as their family members. To identify the genetic causes of these diseases we will analyse 1000 synaptic genes in 276 patients. We propose to identify the underlying genetic factors predisposing to SCZ and AUT by using a new, two-step strategy: first the direct chemical examination of the genes coding for an entire brain specific "machine", the synapse, in a large number of patients, and secondly evaluating the biological effects of disease-related mutations of these genes in many different model systems. Specifically, sequence variants (potential mutations) found in our screen will first be studied genetically in our patient population to get an indication of which ones may be important. We will then validate the causative relation between the gene mutation and disease by developing several experimental animal models that permit the direct testing of human gene functions.

Given the scale of the study and the importance of the synapse in brain functions and disease, our chance of detection of novel mutation(s) is very high. Once we have confirmed disease-causing mutations in brain specific genes, we will further screen the same gene in additional patients and develop potential diagnosis tests for each mutation. We will undertake drug discovery procedures, to develop better treatments for patients with these diseases or use genetic information extracted from the project to better direct optimal clinical management, such as choosing the most efficient medication for each patient.

In contrast to the all too few mutations discovered to date, we expect to identify at least 10-20 genes directly causing or increasing the susceptibility to SCZ or AUT. Knowledge gained in this project will yield significant benefits to the genetics and neurosciences research communities all over the world. Furthermore, the societal and commercial applications of this information are manifold as spin-offs from this project are likely to have a substantial impact on health policy and intervention programs.

www.iireb.org/fr

Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB)

Ministère des Relations internationales (Qc)

2001 - 2007

CHERCHEURS PRINCIPAUX : MOLINARI Patrick A.
KNOPPERS Bartha Maria GRIMAUD Marie-Angèle

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) est un institut « sans mur », qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part, la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionel. L'IIREB a une mission éducative puisque, par des stages, elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir plus qu'une expérience de travail. L'IIREB entend aussi apporter à la société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc une structure à vocation internationale mettant en œuvre un partenariat multilatéral.

LES FONCTIONS DE L'IIREB:

- une fonction structurante et de coordination par l'interconnexion de réseaux et de partenaires et par des appuis à des échanges internationaux;
- une fonction mobilisatrice en stimulant des interactions dynamiques entre les différents partenaires;
- une fonction de formation et d'enseignement en appuyant la mobilité étudiante. Le facteur déterminant, c'est la présences d'étudiants boursiers susceptibles d'assurer la relève. Pour ce faire, il faut cibler la clientèle d'étudiants qui offre le plus de potentiel pour obtenir des retombées optimales;
- une fonction de sensibilisation du public en mettant en place des mécanismes de diffusion et de vulgarisation des travaux de l'IIREB et en créant le plus rapidement un site propre à l'IIREB et des adresses de courriers électroniques spécifiques. Ces infrastructures permettront d'assurer la visibilité de l'IIREB.

La conservation des échantillons de sang séché : les implications pour la recherche, la génétique et les services de santé

Intistuts en santé du Canada

2004 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

AVARD Denise

Le but de ce projet est de brosser un tableau des pratiques actuelles ainsi que des enjeux sociaux, éthiques et légaux qui sous-tendent le consentement, la conservation et l'accès aux échantillons laissés suite aux programmes de dépistage des nouveau-nés. Par ce projet, nous voulons atteindre les objectifs suivants:

- réviser les politiques et les pratiques internationales entourant la conservation des échantillons de sang séché;
- sonder les pratiques d'entreposage des échantillons de sang séché des laboratoires de dépistage au Canada;
- revisiter les lois et arrêts pertinents afin de vérifier si la conservation, l'accès et l'utilisastion des cartes Guthrie ont pu contrevenir aux droits de propriété et de vie privée ou mener à des pratiques discriminatoires;
- mettre en place un Task Force multidisciplinaire sur le dépistage chez les nouveau nés;
- préparer un atelier faisant état des pratiques d'entreposage dans les programmes de dépistage chez les nouveau-nés.

La pharmacogénomique chez les enfants: vers un avenir plus sain

Intistuts en santé du Canada

2004 - 2005

CHERCHEURES PRINCIPALES:

KNOPPERS Bartha Maria AVARD Denise

Les avancées scientifiques dans le domaine de la génétique et de la génomique créent un nouveau paradigme qui pourrait transformer les soins de santé. La pharmacogénomique a pour promesse de donner la dose appropriée d'un médicament, au bon patient, au bon moment. Les enfants risquent cependant d'être exclus des bénéfices potentiels de cette nouvelle approche thérapeutique en partie à cause des enjeux sociaux, éthiques et juridiques soulevés par leur participation aux essais cliniques en pharmacogénomique.

Afin d'aborder ces questions, le présent projet à pour objectifs : (1) l'identification, à l'aide de l'analyse de la littérature et des documents normatifs nationaux, régionaux et internationaux, des enjeux juridiques, éthiques et sociaux de la recherche en phamacogénomique impliquant des enfants; (2) l'identification des enjeux critiques par l'intermédiaire d'entrevues qualitatives auprès des chercheurs en phamacogénomique; (3) l'étude des enjeux identifiés; (4) l'ébauche de recommandations destinées aux professionnels de la recherche, aux comités d'éthique de la recherche et aux décideurs.

La protection de la santé publique en cas de zoonoses - Étude de cas : la rage

Bourse de recherche Border Ladner Gervais 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

BÉNÉFICIAIRE DE LA BOURSE :

LEROUX Thérèse

CARRIÈRE Émilie

La rage humaine est certes une maladie rare au Québec, mais elle existe encore. Ainsi, les animaux les plus susceptibles de transmettre la rage, s'ils sont infectés, sont le renard, la moufette, le raton-laveur, le lynx, le coyote, la marmotte et la chauve-souris. Depuis 1980, la majorité des cas de rage humaine est suvenu à la suite d'un contact avec une chauve-souris. Le virus de la rage est présent dans la salive de la chauve-souris infectée. Il se transmet par une morsure, une griffure ou encore lors du contact d'une plaie ou d'une muqueuse avec la salive de l'animal. Soulignons que la morsure d'une chauve-souris peut être minuscule et dès lors invisible. Par exemple, si quelqu'un, en se réveillant, découvre une chauve-souris dans sa chambre, doit-on le vacciner? Et, qu'en est-il des autres personnes se trouvant dans cette résidence? Comment peut-on concilier, d'une part, l'incertitude face à l'existence d'un contact fatidique et d'autre part, les

inconvénients et les coûts associés à la vaccination? Quels sont les facteurs qui déterminent le comportement à adopter? Par ailleurs, la rage se retrouve parmi les maladies à déclaration obligatoire figurant au règlement adopté en vertu de la *Loi sur la santé publique* (L.R.Q. c.S-2.2). Quel est l'impact d'un tel statut? Et pourquoi ne pas avoir considéré la rage comme une maladie à traitement obligatoire? Quels sont les modes d'intervention adoptés pour contrôler la propagation du virus de la rage? Or, la santé publique fait également face à d'autres zoonoses. Peut-on dégager des éléments applicables aux défis que posent les nouvelles zoonoses? C'est à l'étude de telles questions que ce projet est dédié. Ce faisant, il contribue au programme de recherche sur les rôles et pouvoirs de l'État pour assurer la protection de la santé publique lorsqu'un agent infectieux d'origine animale menace l'être humain.

La protection de la santé publique face à la recrudescence d'agents infectieux résistants aux antibiotiques

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2004

CHERCHEURE PRINCIPALE:

LEROUX Thérèse

Cette étude vise à examiner les mécanismes de contrôle déjà en place pour assurer la protection de la santé publique et à évaluer leur adaptabilité à gérer un problème inquiétant, soit la présence de plus en plus significative de souches d'agents infectieux qui résistent au traitement conventionnel à base d'antibiotique. La tuberculose à bacilles polypharmacorésistants sert de cas type.

La santé publique mise à rude épreuve par de récentes zoonoses : rôles et pouvoirs de l'État

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

2004 - 2007

CHERCHEURE PRINCIPALE : CO-CHERCHEURE : LEROUX Thérèse JOLY Jean

GODARD Béatrice KNOPPERS Bartha Maria

Étude des rôles et des pouvoirs de l'État pour assurer la protection de la santé publique lorsqu'un agent infectieux d'origine animale menace l'être humain. L'analyse portera sur les tensions et complémentarités entre les droits individuels et les droits collectifs dans les pouvoirs qui sont conférés à l'État et sur les actions, réactions et interactions de l'État lors de la survenance d'une menace à la santé publique

Legal Foundations for a National Disease Control and Surveillance Agency in Canada

Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) 2004-2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX : GIBSON Elaine
KNOPPERS Bartha Maria
CAULFIELD Timothy

GIBSON Elaine
WILSON Kumanan

La récente apparition du SRAS a déclenché le besoin de créer une agence nationale de contrôle et de surveillance des maladies au Canada. Une agence fédérale de ce type jouera un rôle clé dans la réponse aux épidémies par la surveillance des activités et l'implantation des mesures de contrôle visant à limiter et de stopper l'épidémie en question. Cependant, la nature et l'étendue des compétences du gouvernement fédéral dans l'établissement d'une telle agence est une question critique à laquelle il faut répondre. Les objectifs principaux de ce projet sont :

- 1. identifier et décrire les bases juridiques nécessaires à la création d'une agence nationale de contrôle et de surveillance des maladies au Canada;
- analyser les enjeux juridiques susceptibles de définir le mandat et de contraindre le pouvoir d'une telle agence.

Dans un premier temps, ce projet identifiera les pouvoirs du gouvernement fédéral en lien avec la santé publique et, dans un deuxième temps, étudiera les compétences légales de l'agence fédérale en matière de surveillance et d'imposition de mesures de contrôle telles que la quarantaine et le dépistage obligatoire. Cette recherche s'inspirera de l'expérience du Canada avec le SRAS et débouchera sur une vaste analyse juridique qui assistera les législateurs, les décideurs et les administrateurs en santé publique dans leur préparation en vue de la prochaine épidémie au niveau national.

Legal Models of Biotechnological Intellectual Property Protection: A Transdisciplinary Approach

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada et Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2004 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Richard Gold)

Par ce projet, les institutions et les chercheurs canadiens prendront les devants dans un réseau international d'universitaires, de décideurs et d'industries intéressés par les implications légales, économiques, éthiques et managériales soulevées par la base de la nouvelle économie : la propriété intellectuelle. Basé sur une nouvelle approche méthodologique transdisciplinaire développée par l'équipe de

recherche, le projet veut développer des outils par lesquels les chercheurs et les décideurs canadiens et étrangers pourront plus facilement formuler des politiques concernant la recherche, le développement et la dissémination de l'innovation biotechnologique dans les secteurs de la santé et de l'agriculture.

Models for Ensuring Ethical-Decision-Making in Bioscience Firms

United States Department of Energy - Seaver Foundation (US)

2003 - 2005

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURE : MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

FINEGOLD David GODARD Béatrice

The project, which has been funded by the Seaver Institute, will focus on developing real world case studies of Models of Ethical Decision-Making in Bioscience Firms. The project's objective is to develop a framework for understanding the key factors affecting the

attention given to ethical issues in the strategic decision-making of bioscience firms and to identify policies and practices that can be used to enhance these firms' capacity to self-regulate the ethical component of their business decisions.

Prestation de services génétiques : vers une étendue de la responsabilité médicale?

Fonds de la recherche en santé du Québec 2003 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

GODARD Béatrice

Bien qu'ouvrant la voie à des développements prometteurs, l'accessibilité croissante aux informations relatives aux génomes animal, végétal et humain soulève de nombreuses questions portant, notamment, sur le rapport de l'être humain à l'animal et à la nature dans son ensemble, l' « artificialisation » du vivant, l'impact environnemental de ces nouvelles technologies, les risques pour la santé humaine ainsi que la qualité et la sécurité des produits alimentaires.

Longtemps confinées aux cercles d'experts et aux forums académiques, ces questions s'imposent désormais à tous, y compris aux chercheurs et aux entreprises privées. Deux pressions contradictoires s'exercent en effet sur l'activité de ces groupes.

D'une part, les biotechnologies représentent, de l'avis de plusieurs, la pierre angulaire du développement économique et de l'amélioration des conditions de vie au 21° siècle. D'autre part, les biotechnologies, et tout particulièrement celles issues du génie génétique, se heurtent aux préoccupations croissantes de la société civile. Cette situation crée une tension avec laquelle les chercheurs et les entreprises privées doivent composer dans la mesure où ils souhaitent conserver le soutien institutionnel, financier et politique dont ils jouissent et continuer de contribuer au développement technoscientifique.



Prestation de services génétiques : vers une étendue de la responsabilité médicale?

Quelles sont les solutions qui s'offrent aux chercheurs et aux entreprises privées en vue de construire avec la société civile ce véritable partenariat dont l'établissement est réclamé? La première partie de notre programme de recherche s'intéressera au concept de « responsabilité sociale ». Ce dernier revêt en effet un intérêt considérable dans ce contexte puisqu'il se rapporte à la détermination des modalités d'action d'un individu ou d'un groupe d'individus dans son rapport aux autres. Tout particulièrement, à travers une analyse théorique et sociologique, nous tenterons de cerner quelle est la responsabilité sociale des chercheurs et des entreprises privées œuvrant dans le domaine de la manipulation génétique des animaux et des plantes. Encore floues et imprécises, les frontières de cette responsabilité doivent être clairement définies de manière à pouvoir orienter efficacement les conduites.

Toutefois, l'attribution d'une telle responsabilité doit être accompagnée par une réflexion relative aux moyens de la réaliser. En effet, si les entreprises ont toujours le pouvoir des capitaux et les chercheurs celui de l'innovation, ces pouvoirs restent fragiles sans le soutien de la société civile. La seconde partie de notre programme de recherche aura comme objectif de proposer les stratégies d'action requises à la mise en œuvre de la responsabilité sociale des chercheurs et des entreprises privées œuvrant dans le domaine de la manipulation génétique des animaux et des plantes.

Le résultat final de la recherche fournira une infrastructure globale de gestion de la responsabilité sociale dans le secteur de la transgenèse animale et végétale dont l'utilité sociale consistera à fournir aux chercheurs et aux entreprises privées, ainsi qu'à toute la société civile par le fait même, cet accompagnement plus que nécessaire du développement technoscientifique par la réflexion éthique.

Preuve scientifique et gestion des risques environnementaux : les diverses modalités d'application du principe de précaution au Canada

Commission du droit du Canada

2004 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE : CO-CHERCHEURE : LEROUX Thérèse TRUDEAU Hélène

Ce projet de recherche a pour objectif d'étudier comment les autorités gouvernementales fédérales tiennent compte de l'incertitude scientifique qui entoure l'identification, l'évaluation et la gestion des risques environnementaux dans les pouvoirs de décision qui leur sont conférés. Partant de l'hypothèse que l'application du principe de précaution varie en fonction des différents secteurs d'intervention, nous examinerons l'exercice de quatre pouvoirs spécifiques:

- l'évaluation de la toxicité des substances fabriquées ou commercialisées au Canada en vertu de la Partie V de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE);
- le processus d'autorisation des essais dans les champs des semences génétiquement modifiées en vertu de la Loi sur les semences;

COLLABORATRICE:

HOULE France

- l'évaluation et la désignation des espèces sauvages menacées en vertu de la Loi sur les espèces en péril;
- la délivrance d'un permis autorisant l'immersion de substances en mer en vertu de la Partie VII, Section 3 de la LCPE.

Pour chacun d'eux, l'équipe examine tout d'abord l'historique de l'intégration du principe de précaution, puis le rôle de l'expert scientifique dans la prise de décision et enfin, les caractéristiques de la preuve scientifique requise pour invoquer la précaution.

Programme de recherche en appui aux politiques de santé en génétique dans un souci de qualité, d'efficience et de bien-être social

Institut de recherche en santé du Canada (IRSC)

2003 - 2008

BATTISTA R.

CHERCHEUR PRINCIPAL : CO-CHERCHEURE :

MEMBRES DE L'ÉOUIPE :

9

Les avancées de la génétique et le développement d'outils diagnostiques et thérapeutiques posent un ensemble de nouveaux défis aux systèmes de santé. Notamment, leur intégration aux pratiques médicales et de santé publique soulève des enjeux importants, par ses implications financières, organisationnelles et éthiques. Ce projet vise à rassembler les développeurs de ces technologies, leurs utilisateurs (comme les praticiens de la santé), les décideurs et leurs conseillers de même que le public autour de thèmes de recherche et de réflexion sur la génétique et la santé.

Un tel rassemblement permettra de saisir l'ensemble des préoccupations et des points de vue dans la résolution des problèmes soulevés par les technologies génétiques. De cette façon, les décisions prises dans la mise en œuvre des technologies dans le système de santé refléteront mieux l'opinion des principaux acteurs et seront mieux adaptées à leurs valeurs et à leurs intérêts. Cette démarche favorisera l'intégration harmonieuse des technologies génétiques dans le système de santé, dans la poursuite d'objectifs de qualité, d'efficacité et de respect du bien collectif.

Regenerative Medicine: Ethical, Environmental, Economic, Legal, and Social Issues Network (REMethnet)

GODARD Béatrice

Réseaux des centres d'excellence

2004 - 2009

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria (Équipe Abdallah Daar)

Le principal objectif de ce projet est d'anticiper les enjeux sociaux, éthiques, économiques, environnementaux et juridiques liés à l'utilisation des techniques de médecine régénérative dans le but d'en optimiser les avantages et d'en minimiser les risques en recherche et en pratique.

www.rmga.qc.ca

Réseau de médecine génétique appliquée

Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) 2000 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

L'équipe de recherche étudiera principalement deux aspects : 1) la sécurité et l'accès aux données génétiques et 2) la protection des personnes vulnérables.

En matière de sécurité des données, et suite à l'étude de procédures d'utilisation, de gestion électronique et de transfert des données génétiques entre chercheurs, l'équipe proposera des instruments pour la gouvernance de la recherche (normes d'agrément, politiques en

matière de propriété intellectuelle, conflits d'intérêts, utilisation secondaire des données et des normes pour le transfert des données). Pour ce qui est de la protection des personnes vulnérables, l'équipe étudiera l'inclusion des enfants dans la recherche et les limites de l'autorité parentale, l'inclusion des groupes ethniques et des nouveau-nés en recherche ainsi que l'utilisation des échantillons et d'informations provenant de personnes décédées.

Santé publique et droit de retrait dans le cadre d'expérimentation biomédicale : un dilemme mis en lumière par la xénotransplantation

Fondation du Barreau du Québec 2004

CHERCHEURE PRINCIPALE:

LEROUX Thérèse

La xénotransplantation se veut l'une des solutions à la pénurie d'organes humains. Mais l'implantation chez une personne d'un organe vivant provenant d'animal transgénique peut entraîner la transmission de nouveaux virus et alors se révéler menaçante pour la population.

C'est pourquoi plusieurs organismes recommandent un suivi à long terme, voire la vie durant, pour les receveurs de xénogreffons. Nous discutons des conflits entre droits individuels et bien-être collectif. Nous examinons comment concilier le droit de retrait reconnu dans le Code civil du Québec avec l'exigence de suivi pour protéger la santé publique.

www.humgen.umontreal.ca

Site « HumGen - portail français »

Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (Qc) 2002 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays de la francophonie sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de diffuser gratuitement les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

Le site Internet HumGen, version anglaise, a été construit en pensant aux besoins des acteurs qui élaborent des politiques publiques. Grâce à l'appui financier du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, nous pourrons offrir, en français, un service à l'image du portail actuel anglais. Ainsi, l'objectif premier de ce projet est de mettre à la disposition des professionnels d'expression française et du grand public, un recensement des documents contenant des normes officielles en français sur les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la

génétique humaine depuis 1990. Sur une période de trois ans, nous nous proposons de recenser les documents en langue française en portant une attention particulière aux organismes internationaux (UNESCO; OMS...), aux pays tels que la Belgique, la France, la Suisse, la Roumanie, la Tunisie, le Liban, sans oublier, le Canada. Nous inclurons aussi des textes de juridiction québécoise.

Ce portail, version française, se composera de trois modules différents tels que : GenConnect, qui permettra de se mettre directement en contact avec les organismes responsables de l'émission des politiques; GenBiblio qui permettra d'ébaucher, à partir de mots clés, du nom de l'organisme ou du titre du document français, des bibliographies classées par juridictions (national, régional et national); et GenInfo qui permettra d'avoir accès sur une base régulière, aux derniers développements concernant les documents normatifs en français. Afin de permettre une utilisation plus performante et complète, il sera possible de faire une recherche de tous les documents compris dans la banque générale de HumGen (anglais et français) et ce, à partir du portail français.

Stem Cell Research: Regulatory Policy in a Commercial Environment

Réseau de cellules souches (Stem cell Network)

2003 - 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE:

KNOPPERS Bartha Maria

Le groupe d'application Stem Cell NET NCE regroupe plus de 50 chercheurs à travers le Canada. Les thèmes de recherche principaux comprennent : 1) biologie des cellules souches (identification des gènes définissant la différenciation des cellules souches, leur renouvellement ainsi que leur développement; 2) génie biologique des cellules souches (modification génétique, génie tissulaire, développement vectoriel); 3) applications thérapeutiques (régénération et réparation, essais cliniques); 4) enjeux éthiques, sociaux, juridiques et revue des différentes approches normatives.

C'est en vertu de ce 4e thème que des membres du CRDP, en collaboration avec d'autres chercheurs en bioéthique du Canada, se questionnent sur : les sources des cellules souches (embryons, tissus feotaux, adultes...); la commercialisation des recherches; les précédents sur les animaux; les différentes réglementations et lignes directrices; et l'éthique de la recherche. La banque de données HumGen permet l'accessibilité aux différentes politiques internationales et de cette façon, facilite une étude comparative de celles-ci. En ce sens, un module distinct (StemGen) de la banque de données centrale sera créé spécialement pour les cellules souches, le clonage et les thérapies géniques.

Stratégie intégrée de médecine moléculaire cardiovasculaire

Valorisation-Recherche Québec

2001 - 2004

CHERCHEURS PRINCIPAUX : AVARD Denise
KNOPPERS Bartha Maria HAMET Pavel

L'équipe du « Projet génétique et société » a construit une base de données (HumGen) couvrant des lois, des codes professionnels, des directives éthiques ainsi que des recommandations officielles aux niveaux international, régional et national dans les domaines reliés à la génomique tels que la confidentialité, la commercialisation et le consentement à l'échantillonnage d'ADN. Un nouveau code (Pharmacogénomique) a été ajouté à la base de données HumGen et plusieurs documents normatifs traitant du sujet ont été incorporés à cette base. Des sujets connexes à la pharmacogénomique, tels que les banques d'ADN, la propriété intellectuelle et la génétique des populations, sont également répertoriés sur Humgen.

Nous lancerons un nouveau module au sein de HumGen intitulé « PharmacoGen ». Ce module procurera aux internautes un accès à des lignes directrices touchant à la pharmacogénomique en plus d'une foule d'informations relatives aux enjeux éthiques, sociaux et juridiques dans le domaine de la génétique humaine. Le module PharmacoGEN sera lancé au début de l'année 2004. De façon à appuyer la communauté et les chercheurs du projet ECOGENE-21, l'équipe répondra aux nouveaux enjeux éthiques, sociaux et juridiques dans le domaine de la pharmacogénomique. Ces réponses, dans un format «foire aux questions», seront publiées dans un site du domaine public issu du module Communigen, sur le site internet publique HUMGEN.

Tester des médicaments, une façon de se faire de l'argent de poche?

Fondation du Barreau du Québec 2005

CHERCHEURE PRINCIPALE :

LEROUX Thérèse

Récemment, nous avons pu observer un foisonnement de publicité sollicitant la population en vue de réaliser des expérimentations et ce, moyennant des indemnités dites compensatoires. Cette situation nous interpelle et nous incite à examiner de plus près le libellé de l'article 25 du *Code civil du Québec* qui consacre le principe de l'indisponibilité du corps humain en matière d'expérimentation et d'aliénation d'une partie du corps. Comment peut-on concilier ce principe avec la pratique actuelle au sein de la société québécoise?

Ainsi, après avoir revisité le principe de l'indisponibilité du corps humain pour en cerner son contenu, ses fondements et sa portée (I), nous discutons de l'existence de régimes distincts pour l'aliénation d'une partie du corps et l'expérimentation médicale (II). Nous tentons d'expliquer dans un premier temps le pourquoi de cette dualité, puis les conséquences de celle-ci.

Par la suite, nous nous attaquons à l'analyse de l'expression « indemnité compensatoire » et à la possibilité de concilier le principe de l'indisponibilité du corps humain et l'octroi de telles indemnités dites compensatoires (III). Nous nous interrogeons sur la signification à donner aux paramètres devant déterminer la somme offerte soit les « pertes et les contraintes subies ». En plus d'une analyse de la doctrine, nous alimenterons notre réflexion en explorant la façon de procéder des entreprises au moment de fixer le montant des indemnités compensatoires. Éventuellement, nous considérerons le rôle du comité d'éthique de la recherche à cet égard. Compte tenu de l'influence majeure du droit français en cette matière, nous observerons la situation actuelle en France relativement aux expérimentations chez l'humain et plus particulièrement, aux modalités de reconnaissance de la participation du sujet.

www.ecogene21.org

Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada 2001 - 2006

CHERCHEURES PRINCIPALES : KNOPPERS Bartha Maria

AVARD Denise (Équipe Daniel Gaudet)

La prise en considération de la génétique comme déterminant de la santé individuelle et communautaire aura un impact majeur sur la gestion de la santé publique. Il y a donc lieu de s'interroger sur la façon dont va s'intégrer la génétique dans le cadre législatif actuel du système de santé.

L'équipe du CRDP a été mandatée pour entreprendre l'analyse des lois charnières qui balisent le système de santé québécois, notamment : le Code civil du Québec, la Charte des droits et libertés de la personne, la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, la Loi sur l'accès des renseignements des organismes publics et la Loi sur la protection de la santé publique. Des questions relatives à la confidentialité des données génétiques, à l'assurance, à l'emploi, à l'accessibilité aux soins ainsi qu'aux droits fondamentaux seront entre autres examinées.

Les résultats de cette analyse permettront de valider notre hypothèse de recherche : les dispositions actuelles peuvent-elles intégrer adéquatement les nouvelles réalités que nous propose la génétique ? Si oui, nous pourrons alors constater l'existence de certains droits et devoirs qui intègrent déjà la génétique comme déterminant de la santé. Si la réponse est plutôt négative, il faudra alors proposer des pistes normatives qui tiennent compte des caractéristiques particulières de la génétique. On pourra alors redéfinir certains aspects du cadre législatif actuel pour assurer la protection des droits fondamentaux des patients (ex. : relativement à l'usage d'informations génétiques). À l'issue de ce projet, nous préparerons un rapport offrant des suggestions de réforme législative.

Grâce à la banque de données HUMGEN, l'équipe du CRDP agira également comme ressource dans le domaine de l'éthique et du droit en matière de génétique, pour les diverses équipes d'Écogène 21, en les aidant à solutionner les problèmes que soulèveront leurs projets de recherche respectifs. Un module propre à la génétique communautaire, CommuniGen, sera également créé sur le site HumGen.

www.hapmap.org

Une carte haplotype du génome humain - outil biomédical pour la recherche génétique au Canada.

Génome Québec / Génome Canada

2002 - 2005

CHERCHEURS PRINCIPAUX:

KNOPPERS Bartha Maria HUDSON Thomas

Bien que la cartographie du génome humain constitue un outil des plus utiles pour la recherche génétique, elle est toujours mal adaptée pour étudier les quelques 10 millions de variations courantes de séquences dans les gènes humains et en particulier pour découvrir leur rôle relativement à la maladie.

Toutefois, des recherches récentes portent à croire que les variations dans les chromosomes humains sont organisées en blocs d'ADN, eux-mêmes organisées en un nombre relativement peu élevé de types (appelés *haplotypes*), mais de taille relativement importante. La cartographie de cette structure de chromosome et la création de la carte *haplotype* constitueront ensemble un outil des plus précieux relativement à la découverte de maladies génétiques courantes.

Le Centre de génomique de Montréal, le Wellcome Trust Sanger Institute du Royaume-Uni et le Whitehead Institute/MIT Center for Genome Research des États-Unis collaborent à ce projet.

Les enjeux sociaux, éthiques et juridiques relatifs à la consultation, au consentement et à la communication avec les populations concernées sont hautement pertinents dans le cadre de ce projet. En fait, l'emphase sur des populations définies donne lieu à des préoccupations quant à de possibles stigmatisations et discriminations. Informer le public à propos de la science dans le cadre d'un processus efficace en deux étapes, sera une avenue explorée.

Zoonoses et interventions en santé publique : Dimensions socio-éthiques et enjeux de la surveillance du virus du Nil occidental

Institut de recherche en santé du Canada (IRSC)

2005 - 2006

CHERCHEURE PRINCIPALE : CO-CHERCHEURE : MEMBRES DE L'ÉQUIPE :

GODARD Béatrice LEROUX Thérèse

Ce projet pilote s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche sur les rôles et pouvoirs de l'État pour assurer la protection de la santé publique lorsqu'un agent infectieux d'origine animale menace l'être humain. Alors que le programme de recherche porte sur les rôles et pouvoirs de l'État, le présent projet portera sur les intervenants et les décideurs en santé publique. Nous concentrerons notre réflexion sur les modes d'interventions possibles - éthiques et opérationnelles - qui peuvent être appliqués rapidement et efficacement, d'autant que les agents infectieux choisis, tels que le virus du Nil occidental, la maladie du Hamburger et la maladie de la vache folle ne connaissent pas de frontières.

L'analyse portera sur les tensions et complémentarités entre les droits/devoirs individuels et les droits/devoirs collectifs dans les pouvoirs qui sont conférés aux intervenants et décideurs en santé publique et sur leurs actions, réactions et interactions lors de la survenance d'une menace à la santé publique par un agent infectieux d'origine animale. Concernant les trois cas choisis, chacun d'entre eux se présente avec des modes de transmission et des risques différents,

chaque cas demande des actions et suscite des réactions différentes de la part des autorités de la santé publique, alors que la nécessaire protection des droits fondamentaux demeure un impératif. Les intervenants sont confrontés de façon constante avec des questions concernant les pouvoirs dont ils peuvent disposer et les droits qu'ils doivent défendre ou respecter. Les valeurs, les droits et les obligations devant guider la prise de décision deviennent souvent confus et une clarification de chacune de ces composantes aidera à améliorer les interventions futures. Ce projet aura une grande utilité pour clarifier les zones de chevauchement et de tiraillement entre les différents palliers de décision et pour proposer les changements législatifs qui pourraient y pallier.

CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP

2004-2005

PRÉSIDENT :

René HURTUBISE

Juge, Cour supérieure du Québec

MEMBRES:

Michel BOUCHARD

Sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec

Stephen CLARKSON

Professeur, University College, University of Toronto

Louis DIONNE (2004-2005)

Sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec

Danielle MONTMINY (2005-2006)

Sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec

Francis FOX

C.P., C.R., Fasken Martineau

Marc GOLD

Maxwell, Cumming & Sons

Patrick KENNIFF

Kenniff & Racine

Guy LORD

Osler, Hoskin & Harcourt, Montréal

Anne-Marie TRAHAN

Juge, Cour supérieure du Québec

MEMBRES D'OFFICE :

Alain CAILLÉ

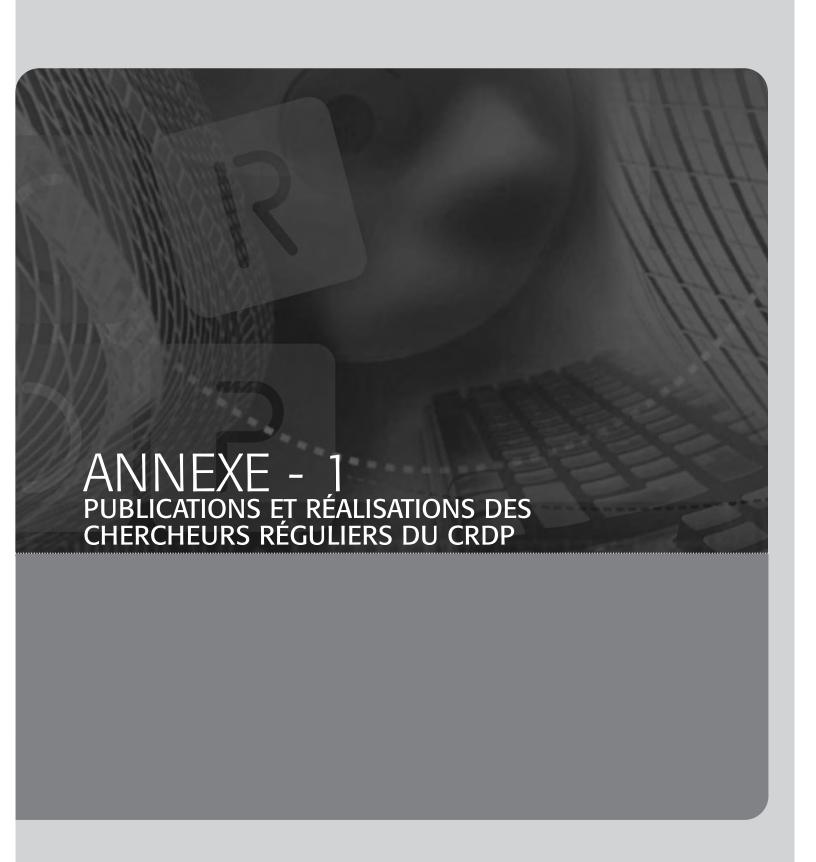
Vice-recteur à la recherche, Université de Montréal

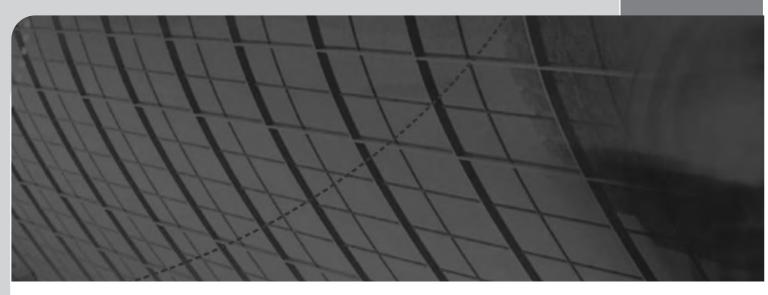
Anne-Marie BOISVERT

Doyenne, Faculté de droit, Université de Montréal

Pierre NOREAU

Directeur, CRDP, Université de Montréal





CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC



ANNEXE - 1 PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS

	$\overline{}$
PUBLICATIONS	
Livres	11
Chapitres de livre	41
Articles	44
Actes de colloque	7
Rapports	5
Affiches	2
Autres	2
TOTAL	112
CONFÉRENCES Conférences/Congrès/Colloques	101

LIVRES

ABRAN France, Karim BENYEKHLEF, Cynthia CHASSIGNEUX, Rosario DUASO CALES, Richard E. LANGELIER et Pierre TRUDEL Guide pour maîtriser les risques juridiques des cyberconsultations, préparé pour le Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles du Secrétariat du Conseil du trésor et le Groupe de travail sur la cyberdémocratie, Gouvernement du Québec, 2004, en ligne à http://www.chairelrwilson.ca/ guide.html

BOISMENU Gérard, Michel BRULÉ, Solange LEFEBVRE, Claude LESSARD et Pierre NOREAU (dir.)

Ruptures et continuité de la société québécoise : Trajectoire de Claude Ryan, Montréal, Université de Montréal, 2005, 212 pages.

FINEGOLD D.L., C. BENSIMON, A.S. DAAR, M. EATON, Béatrice GODARD, Bartha Maria KNOPPERS, J. MACKIE et P.A. SINGER *BioIndustry Ethics*, New York, Elsevier, 2005, 384 pages, (sous presse).

GENDREAU Ysolde et Ejan MACKAAY

Législation canadienne en propriété intellectuelle/ Canadian Legislation on Intellectual Property 2005, (2002-2003), Toronto, Carswell, 2004, 925 pages.

HERVÉ C., Bartha Maria KNOPPERS, Patrick A. MOLINARI, G. MOUTEL (dir.)

Place de la bioéthique en recherche et dans les services cliniques, Paris, Éditions Dalloz, Collection Thèmes & commentaires, 2005, 216 pages.

KNOPPERS Bartha Maria et C. SCRIVER (dir.)

Génomique, santé et société : Questions émergentes pour les politiques publiques, Projet de recherche sur les politiques, Canada, 2004, 231 pages.

MOLINARI Patrick A. (CO-DIRECTEUR DE L'ÉDITION)

Justice et participation dans un monde global : la nouvelle règle de droit, Participatory Justice in a Global Economy : the New Rule of Law, Institut canadien d'administration de la justice, Montréal, Éditions Thémis, 2004, 519 pages.

NOREAU Pierre et José WOEHRLING (dir.)

Appartenances, institutions et citoyenneté, Montréal, Wilson et Lafleur, 2005, 319 pages.

PHILIPS-NOOTENS, S., Béatrice GODARD., Bartha Maria, KNOPPERS et Marie-Hélène RÉGNIER (dir.)

La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Montréal, Éditions Thémis, 2005, (à paraître).

ROIX M., Mylène DESCHÈNE, G. GRÉGOIRE, Karine SÉNÉCAL, Denise AVARD et Bartha Maria KNOPPERS

Analyse du cadre législatif et réglementaire canadien régissant la déclaration et la gestion des renseignements de santé et des renseignements personnels de santé aux fins de contrôle et de lutte contre les maladies infectieuses, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, 2004, 98 pages.

TRUDEL Pierre, Cynthia CHASSIGNEUX, Étienne MICHAUD, Richard E. LANGELIER

Guide pratique pour l'application de mesures de protection des informations et renseignements personnels détenus par les établissements et organismes du réseau de la santé et des services sociaux, 2004, en ligne à http://www.chairelrwilson.ca/ guide.html

CHAPITRES DE LIVRES

AVARD Denise, Karine SENECAL et Jacques SIMARD

« Les principes directeurs liés au transfert de connaissances examinés dans le contexte des lignes directrices concernant le cancer héréditaire du sein », dans C. Bouffard et R. Drouin (eds), *Génétique, partage des connaissances et appropriation des savoirs,* Sainte-Foy, PUL, (sous presse).

COUSINEAU Julie et Thèrese LEROUX

« La responsabilité des chercheurs dans le partage de l'information avec la société : respect de la solidarité pour un rapprochement entre science et société », dans L. Létourneau (dir.), *Bio-ingénierie et responsabilité sociale - Paramètres et réflexions pour une analyse définitionnelle*, (soumis).

GENDREAU Ysolde

"Canada", dans P.E. Geller (ed.), *International Copyright Law and Practice*, New York, Matthew Bender (mise à jour d'une encyclopédie à feuilles mobiles), 2005.

GENDREAU Ysolde

"Canadian Copyright Law and its Charters", dans U. Suthersanen & J. Griffiths, *Copyright and Free Speech*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 245-256.

GENDREAU Ysolde

"Copyright and Freedom of Expression in Canada", dans P. Torremans (ed.), Copyright and Human Rights, Deventer, Kluwer, 2004, 21-36.

GENDREAU Ysolde

"Copyright Contracts in Canada - The Quebec Perspective", dans U. Lœwenheim (ed.), Festschrift für Wilhelm Nordemann, Munich, C. H. Beck, 2004, 579-595.

GENDREAU Ysolde

« L'auteur anonyme et pseudonyme », dans A. Strowel (dir.), Autour de la figure de l'auteur, Bruxelles, Bruylant, 2005, (à paraître).

GODARD Béatrice et Bartha Maria KNOPPERS

"Emerging duties re professional disclosure", dans N.F. Sharpe et R.F. Carter (eds.), Genetic Testing: Care, Consent, and Liability, John Wiley & Sons Inc., (sous presse).

GODARD Béatrice

« Vers une éthique de la recherche adaptée à la recherche qualitative dans le secteur de la santé : le point de vue d'une chercheure », dans H. Doucet et E. Gaudreau (dir.), Éthique et recherche qualitative dans le secteur de la santé : échanges sur les défis, Montréal, Publication de l'ACFAS, (sous presse).

GODARD Béatrice

"Involving communities: A matter of trust and communication", dans E. Einsiedel (ed.), Crossing Over - Publics and Genomics, Calgary, AB, Canada: University of Calgary Press, (sous presse).

GODARD Béatrice, Marie-Ève Couture-Ménard et Thérèse LEROUX

« Santé publique et 'droit de retrait' dans le cadre d'expérimentation biomédicale », dans C. Hervé, B.M. Knoppers et P. Molinari (dir.), Éthique de la recherche et santé publique, Paris, Dalloz, (sous presse).

GODARD Béatrice

« L'implication du public dans le développement et l'application des savoirs scientifiques », dans C. Bouffard et R. Drouin (dir.), Génétique, partage des connaissances et appropriation des savoirs, Sainte-Foy, PUL, (sous presse).

KNOPPERS Bartha Maria, Béatrice GODARD et Yann JOLY

"Life Insurance : A Comparative International Overview", dans M.A. Rothstein (ed.), Genetics and Life Insurance : Medical Underwriting and Social Policy, MIT Press, 2004.

KNOPPERS Bartha Maria et Henri MBULU

« Conclusion et synthèse », dans C. Hervé, B. M. Knoppers, P. A. Molinari et G. Moutel (dir.), *Place de la bioéthique en recherche et dans les services cliniques*, 2005, Paris, Éditions Dalloz, Collection Thèmes & commentaires, 207-215.

LAJOIE Andrée

"Possible Means for an Impossible Task: Accommodating Regional Differences through Judicial Design - the Canadian Experience", dans A. Le Sueur (ed.), *Building the UK'S New Supreme Court - National and Comparative Perspectives Top Courts:*Lessons from Comparative Policy, Oxford, University Press, 2004, 95-114.

CHAPITRES DE LIVRES

LAJOIE Andrée

« Anthropologie et Droit : Intersection et confrontations », dans Qu'est-ce que l'anthropologie du droit?, Paris, Édition Karthala, 2004, 217-220.

LAJOIE Andrée

« Dans l'angle mort de l'analyse systémale », dans Études en l'honneur de Gérard Timsit, Bruylant, Bruxelles, 2004.

LAJOIE Andrée

"The Clarity Act in Its Context", dans A. G. Gagnon (ed.) Québec State & Society, 3e éd., Peterborough, Broadview Press, 2004, p. 151.

LAJOIE Andrée

« Garantir l'intégration des valeurs minoritaires dans le droit : une entreprise irréalisable par la voie structurelle », dans P. Noreau, J. Woehrling (dir.), Appartenances, institutions et citoyenneté, Wilson et Lafleur, Montréal, 2005, 109-125.

LAJOIE Andrée

« Trajectoires de Claude Ryan : de l'Action catholique au Livre beige », dans G. Boismenu, M. Brûlé, S. Lefebvre, C. Lessard et P. Noreau (DIR.), Ruptures et continuité de la société québécoise. Trajectoires de Claude Ryan, Université de Montréal, Montréal, 2005, 153-165.

LAJOIE Andrée, Cécile BERGADA et K. GAUTHIER

« Claire L'Heureux-Dubé, la Cour suprême et les minorités », dans M. C. Belleau et F. Lacasse (DIR.), *Claire L'Heureux-Dubé à la Cour suprême du Canada*, 1987-2000, Montréal, Wilson et Lafleur, 2004, *Revue Femme et Droit*, 647-668.

LAJOIE Andrée et Cécile BERGADA

« Les conceptions micmacs des droits ancestraux », UBC Press, les Mélanges Michael Asch , 2004.

MACKAAY Ejan

"The law and economics of information quality", dans *Information Quality Regulation: Foundations, Perspectives, and Applications*, Urs Gasser (ed.), Baden-Baden, Nomos et Zurich, Schulthess, 2004, 55-71.

MACKAAY Ejan

« La traduction du nouveau Code civil néerlandais en anglais et en français », dans J.-C. Gémar et N. Kasirer (dir), *Jurilinguistique : entre langue et droits/Jurislinguistics : Between Law and Language*, Montréal, Éditions Thémis - Bruxelles, Bruylant, 2005, 539-549.

MACKAAY Ejan

« Le droit civil du mandat - une analyse économique », dans Y. Poullet, P. Wéry et P. Wynants (DIR.), *Liber amicorum Michel Coipel*, Bruxelles, Éditions Wolters Kluwer, Belgique, 2004, 37-52.

MOLINARI Patrick A.

« Place de la bioéthique en recherche et dans les services cliniques », dans C. Hervé, B. M. Knoppers, P. A. Molinari et G. Moutel (DIR.), Paris, Dalloz, 2004, Avant-propos, 1-3.

Pierre NOREAU et Élisabeth VALLET

« Le droit comme ressource des minorités nationales : un modèle de mobilisation politique du droit », dans P. Noreau et J. Woehrling (DIR.), Diversité des appartenances culturelles et réaménagement des institutions politiques et de la citoyenneté, Montréal, Wilson et Lafleur, 2005, 55-77.

NOREAU Pierre et José WOEHRLING

« Appartenance, institutions et citoyenneté : une problématique », dans P. Noreau et J. Woehrling (dir.), *Diversité des appartenances culturelles et réaménagement des institutions politiques et de la citoyenneté*, Montréal, Wilson la Lafleur, 2005, vii-xi.

NOREAU Pierre et Samia AMOR

« Médiation familiale : de l'expérience sociale à la pratique judiciarisée », dans Marie-Christine St-Jacques et al. (dir.) Familles en transformation. La vie après la séparation des parents, entrepris par le Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque (JEFAR) de l'Université Laval, 2004, 269-297.

NOREAU Pierre

« L'innovation sociale et le droit : Est-ce bien compatible?», dans Fonds québecois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), Le développement social au rythme de l'innovation, Presses de l'Université du Québec, 2004, 73-108.

NOREAU Pierre

« Constitutionnalisme et communautés linguistiques : une synthèse possible pour un avenir incertain », dans *Minorités, langues et constitutionnalisme*, Toronto, Butterworth, 2005, 25 pages, (sous presse).

SUITE >

CHAPITRES DE LIVRES

POITRAS Sylvain, Élodie Petit, Bartha Maria Knoppers et Béatrice GODARD

« L'industrie montréalaise des biosciences : une évaluation empirique des besoins en matières réglementaire et éthique », dans L. Létourneau (dir.), *Bio-ingénierie et responsabilité sociale - Paramètres et réflexions pour une analyse définitionnelle*, Éditions Thémis, (sous presse).

TRUDEL Pierre

"Law in pursuit of Information Quality", dans Urs GASSER (ed.), Information Quality Regulation: Foundations, Perspectives and Applications, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, Schulthess, 2004, 91-106.

TRUDEL Pierre

« La nouvelle territorialité du droit et la recherche juridique », dans *Les nouveaux territoires du droit et leur impact sur l'enseignement et la recherche*, Actes du colloque Poitiers-Montréal, Paris, LGDJ, 2004, 277-289.

TRUDEL Pierre

« Un 'droit en réseau' pour le réseau : le contrôle des communications et la responsabilité sur Internet », dans INSTITUT CANADIEN D'ÉTUDES JURIDIQUES SUPÉRIEURES, Droits de la personne : Éthique et mondialisation, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2004, 221-262.

ROCHER Guy

« Introduction », dans Al. Stefanescu et P. Georgeault (dir.), Le francais au Québec. Les nouveaux défis Montréal, Conseil supérieur de la langue française et Fides, 2005, 13-28.

ROCHER Guy

"History and Social Change: Some Myths and Realities", dans *Visions of Canada*, The Alan B. Plaunt Memorial Lectures, 1958-1992, (Ed. B. Ostry and Janice Yalden), Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, 358-388.

ROCHER Guy

« L'évolution sociodémographique québécoise de l'après-guerre à aujourd'hui : quel fil conducteur ? », G. Boismenu, M, Brûlé, S, Lefebvre, C. Lessard et P. Noreau (dir.), dans *Ruptures et continuité de la société québécoise, Trajectoires de Claude Ryan*, sous la direction de , Montréal, Université de Montréal, 2005, ch. 2, 20-28.

ROCHER Guy

« Le Cégep, d'hier à demain », dans Évaluer... pour mieux se rendre compte, Actes du 24° colloque annuel de l'Association québécoise de pédagogie collégiale, Montréal, 2004, 13-22.

ROCHER Guy

Préface du livre Vivre l'autonomie dans un collège de Sylvie de Saedeleer, Montréal, Éditions nouvelles, 2005, 15-17.

ARTICLES

AVARD Denise et Emmanuelle LÉVESQUE

« Discrimination génétique et discrimination fondée sur le handicap : comparaison internationale des différentes approches normatives », Handicap : Revue des sciences humaines et sociales, janvier-juin 2005, vol. 105-106, 71-86.

AVARD Denise et Clémentine SALLÉE

"Genetics and Disabilities: Social and Ethical Dilemmas", dans C.L. Albrecht (ed.), Encyclopedia of Disability, 2005, (sous presse).

AVARD Denise

"Ethics, Industry and Animal Farm", (2004) 22(11) Nature Biotechnology, 1348.

AVARD Denise, P. BRIDGE, Luci BUCCI et al.

"Partnering in Oncogenetic Research -The INHERIT BRCAs Experience: Opportunities and Challenges", Familial Cancer, (soumis).

BENYEKHLEF Karim

« L'administration publique en ligne au Canada : précisions terminologiques et état de la réflexion », (2004) 110 Revue française d'administration publique, 267-278.

BENYEKHLEF Karim, Nicolas VERMEYS et Vincent GAUTRAIS

« Réflexions juridiques autour de la terminologie associée aux places d'affaires électroniques », (2004) 38 Revue juridique Thémis, 643-710.

ARTICLES

GENDREAU Ysolde

« A la recherche d'une propriété perdue », (2005) 17 C.P.I., (à paraître).

GENDREAU Ysolde

« Pour un renouveau du droit moral à travers les revendications des autochtones », (2005) 14 *Propriétés intellectuelles* 15-21; en anglais: "Rejuvenating Moral Rights Through Immemorial Claims", (2005) 19 I.P.J., 227-240.

GODARD Béatrice et Geneviève CARDINAL

"Ethical Implications in Genetic Counselling and Family Studies of the Epilepsies", Epilepsy & Behavior, 5, 2004, 621-626.

GODARD Béatrice, J. MARSHALL, Claude LABERGE et Bartha Maria KNOPPERS

"Strategies for Consulting with the Community: The Cases of Four Large Scale Genetic Databases", 10(3) (2004), Science and Engineering Ethics, 457-478.

ISASI Rosario, A., Bartha Maria KNOPPERS, Peter A. SINGER et Abdallah S. DAAR

"Legal and Ethical Approaches to Stem Cell and Cloning Research: A Comparative Analysis of Policies in Latin America, Asia, and Africa", 32(4) Winter (2004), The Journal of Law, Medicine & Ethics, 626-640.

JOLY Yann, Bartha Maria KNOPPERS et Thu Min NGUYEN

"Stored Tissue Samples: Through the Confidentiality Maze", 5(1) (2005) The Phamacogenomics Journal, 2-5.

KAUFFMANN, F., Bartha Maria KNOPPERS et The Post Genome Respiratory Epidemiology Group

"Post-genome Respiratory Epidemiology: A Multidisciplinary Challenge", Eur Respir J 3(24) (2004), 471-480.

KHARABOYAN Linda, Bartha Maria KNOPPERS et Denise AVARD

"Umbilical Cord Banking: Implications for Women, Children and Obstetrical-Care Providers", Women's Health Issues, (soumis).

KHARABOYAN Linda, Bartha Maria KNOPPERS, Denise AVARD et J. NISKER

"Umbilical Cord Blood Banking: Implications for Women, Children and Obstetrical-Care Providers", Women's Health Issues, (soumis).

KHARABOYAN Linda, Denise AVARD et Bartha Maria KNOPPERS

"Storing Newborn Blood Spots: Modern Controversies", 32(4) Winter (2004), The Journal of Law, Medicine & Ethics, 741-748.

KHARABOYAN, Linda, Denise Avard et Bartha M. KNOPPERS

"Storing Newborn Blood Spots: Modern Controversies", 32(4) Winter (2004), The Journal of Law, Medicine & Ethics, 741-748.

KNOPPERS Bartha Maria et Rosario ISASI

"Regulatory approaches to reproductive genetic testing", 19(12) (2004) Human Reproduction, 2695-2701.

KNOPPERS Bartha Maria et Ruth CHADWICK

"Human Genetic Research: Emerging Trends in Ethics", 6 (2005) Nat. Rev. Genet., 75-79.

KNOPPERS Bartha Maria et Yann JOLY

"Physician, Genetic Information and Life Insurance", 170(5) CMAJ, 1921-23.

KNOPPERS Bartha Maria

"Consent Revisited: Points to Consider", 13(2&3) (2005) Health Law Review, 33-37.

KNOPPERS Bartha Maria

"Human Dignity: In Danger of Banality?" (The Case of Cloning), 35(3) (2005) Case Western Reserve, Journal of International Law, 385-395.

KNOPPERS Bartha Maria

"Biobanking: International Norms", 33(1) (2005) The Journal of Law, Medicine and Ethics, 7-14.

KNOPPERS Bartha Maria

"Genetics, Theology, and Ethics: Toward Complexiy?", dans L. Sowle Cahill (ed.), Genetics, Theology, Ethics: An Interdisciplinary Conversation, 2005, New York, The Crossroad Publishing Company, 163-165, (sous presse).

KNOPPERS Bartha Maria

"Human Dignity: A Restriction on the Freedom of Research?", (2005) Science and Engineering Ethics, (en préparation).

SUITE ARTICLES

KNOPPERS Bartha Maria

"Of Biotechnology and Man", 252 (2004), Community Genetics, 1-6.

KNOPPERS, Bartha Maria

"Biobanks: Simplifying Consent", 5 (2004) Nature Reviews/Genetics, 485.

KNOPPERS, Bartha Maria

« Enjeux éthiques de la recherche en génétique », 4(1) (2004), Le Courrier de l'éthique médicale, 16-19.

LAJOIE Andrée, Éric GÉLINEAU, S. ROBERTS et A. KINKAID

« La réforme de la gestion des terres des Premières Nations : pour qui? », (2004) 23(1) Revue Politique et Sociétés, 33-57.

LAJOIE Andrée et Éric GÉLINEAU-ASSERAY

"Chrétien and the Aboriginals", Toronto, Canada Watch, 2004.

LAJOIE Andrée et Éric GÉLINEAU-ASSERAY

« Droits autochtones. Les conceptions canadiennes des droits ancestraux », Revue juridique Thémis, Montréal, 2004.

LAJOIE Andrée, Cécile BERGADA et Éric GÉLINEAU

« L'indépendance du judiciaire : le contrôle interne », Paris, British Institute of International and Comparative Law, 2004.

LETENDRE Martin et Béatrice GODARD

"Expending the physician's duty of care: a duty to recontact?", Journal of Medicine and Law, 2004, 23, 3.

LÉVESQUE Emmanuelle et Bartha Maria KNOPERS

« La génétique et le cadre juridique applicable au secteur de la santé : examens génétiques, recherche en génétique et soins innovateurs », Revue du Barreau, Printemps 2004, vol. 64, 57-102.

LÉVESQUE, Emmanuelle, Bartha Maria KNOPPERS et Denise AVARD

« La génétique et le cadre juridique applicable au secteur de la santé : examens génétiques, recherche en génétique et soins innovateurs », (2004) 64, Revue du Barreau, 57-102.

MACKAAY Ejan

Compte-rendu de Jaffe, Adam B. et Josh Lerner, Innovation and its Discontents: How our Broken Patent System is Endangering Innovation and Progress, and What to do about it, Princeton, Princeton University Press, 2004, (2005) 17/1 Cahiers de propriété intellectuelle, 215-217.

MACKAAY Ejan

Compte-rendu de Joëlle Farchy: 2003, Internet et le droit d'auteur - *La culture Napster*, (2004) 28/2 *Journal of Cultural Economics* (en anglais), 160-163.

NOREAU Pierre et Andrée LAJOIE

« Peuples autochtones et gouvernance en contexte canadien : Difficultés de l'autonomie gouvernementale autochtone et perspective de recherche », (2005) Cahiers d'anthropologie du droit, numéro thématique : Droit, gouvernance et responsabilités, 165-180.

TRUDEL Pierre

« Notions nouvelles pour encadrer l'information à l'ère numérique : l'approche de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information », (2004) 106 R. du N., 287-339.

TRUDEL Pierre

« Canada : la distribution d'Al-Jazira engendre une riposte peu orthodoxe », (2004) 9 Media Lex 188.

TRUDEL Pierre

« Renforcer la protection de la vie privée dans l'État en réseau : l'aire de partage de données personnelles », (2004) 110 Revue française d'administration publique, 257-266.

ROCHER Guy

« À la défense du réseau collégial », Pédagogie collégiale, 17, 4, mai 2004, 4-9.

ROCHER Guy

« Grand Entretien : la "fabrique" de la loi à l'épreuve de la démocratie. Décrier, consulter, négocier... », Négociations, (Éditions de Boeck), vol. 1, no 1, 2004, 93-109.

ARTICI FS

SALLÉE Clémentine et Denise AVARD

"Designer Disability", dans C.L. Albrecht, (Ed.), Encyclopedia of Disability, 2005, (sous presse).

ACTES DE COLLOQUES

GENDREAU Ysolde

« La protection des droits voisins des artistes-interprètes au Canada à l'aune du Traité OMPI de 1996 », dans M. Ficsor (dir.), Les droits des créateurs dans la société de l'information - Congrès de l'ALAI 14-17 septembre 2003 - Budapest, Budapest, KJK-Kerszöv Legal and Business Publishers Ltd, 2004, 801-808.

GODARD Béatrice, Marie-Ève COUTURE-MÉNARD et Thérèse LEROUX

« Santé publique et "droit de retrait" dans le cadre d'expérimentation biomédicale », Actes du Quatrième séminaire d'experts de l'IIREB, (soumis).

LEROUX Thérèse et Julie COUSINEAU

« La transparence de l'information dans la recherche : partage et rétention - À l'égard des partenaires : vers un privilège de réserve? », Actes du Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droit et responsabilités*, (soumis).

MOLINARI Patrick A.

« Émergence et structuration du droit de la santé : du colloque singulier à la théorie des droits sociaux », dans Droit de la santé : fondements et perspectives, Actes de la 10° Journée de droit de la santé, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel, 2004, 9-18.

NORFAU Pierre

« Avenir de l'institution judiciaire et difficultés du changement institutionnel : attentes des citoyens et nécessités de la justice », Actes du Colloque 2004, Conseil de la Magistrature du Québec, 2005, 22 pages, (sous presse).

NOREAU Pierre

« Familles séparées et ruptures du droit : du mélange des genres familiaux à la redéfinition du droit de la famille », dans *Les nouveaux sentiers des familles séparées : un défi pour les intervenants*, Association internationale francophone des intervenants auprès des familles séparées (AIFI), Montréal, 2004, 209-224.

ROCHER Guy et Pierre NOREAU

« Les juristes de l'État québécois », Actes de la XVI^e conférence des juristes de l'État, Cowansville, Éditions Yvon Blais Inc., 2004, 29-35.

RAPPORTS

LEPAGE François et al. (Comité de l'Université de Montréal, dont Pierre NOREAU)

Document de travail pour le rapport final du Comité CRSH-UdeM, Résumé des prises de position, 18 pages.

LEROUX Thérèse et Hélène TRUDEAU

Preuve scientifique et gestion des risques environnementaux : Les diverses modalités d'application du principe de précaution au Canada, Rapport d'étape à la Commission du droit du Canada, avril 2005, 12 pages.

NOREAU Pierre et Chantal ROBERGE

Esquisse d'un Code de déontologie judiciaire annoté, 1978-1998, Montréal, octobre 2004, 90 pages.

POULIN Daniel, Pierre-Paul LEMYRE et Amavi TAGODOE

Rapport de réalisation de la phase 3 de droit francophone, 2004.

TRUDEL Pierre

« Quelques rappels, idées et principes sur l'identification », Contribution au débat national sur la carte d'identité électronique », Forum des droits sur l'Internet, 10 mai 2005, http://www.foruminternet.org/ forums/read.php?f=16&i=2858&t=2858

AFFICHES

BLANCQUAERT I., G. CLERET DE LANGAVANT, W. FOULKES, D. GAUDET, Béatrice GODARD, N. LAFLAMME, A. MARCOUS, F. ROUSSEAU et R. BATTISTA

"Setting Research Priorities to Support Policy Making in Genetics", 54th Annual Meeting of the ASHG, Toronto, Canada, 26-30 octobre 2004.

RÉGNIER Marie-Hélène, Denise AVARD et B. LECLERC

« GenConsult: Le transfert des connaissances des chercheurs vers le public », Symposium *La recherche en génétique et en génomique* : droits et responsabilités, Montréal, 2-3 décembre 2004.

AUTRES

ABRAN France et Pierre TRUDEL

Guide des droits sur Internet, Site Web réalisé pour le ministère du réseau de la santé et des services sociaux, 2004.

CRDP

DVD regroupant les conférences Jean-Louis Denis, Pierre Noreau, Marc Rioux et Guy Rocher données lors du colloque international intitulé Les réformes, le droit, la gouvernance, 7 et 8 mai 2004 à l'Université de Montréal en collaboration avec le Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, octobre 2004.

CONFÉRENCES

AVARD Denise

"Policy Issues Regarding Newborn Screening", Garrod Society meeting, Ottawa, 28 mai 2005.

AVARD Denise

"Storage of Newborn Bloodspot: Genetics, Health Service and Research Policy Implications", Garrod Society meeting, Ottawa, 28 mai 2005.

AVARD Denise

"Using Newborn Bloodspots in Research: Moving beyond Screening and Treatment", Département de médecine sociale, Université d'Ottawa, 8 mars 2005.

AVARD Denise

"Newborn Screening for DMD: Ethical Issues Relevent to Public Health", Atelier, CDC, 2004.

AVARD Denise

"Genomics in Society: Responsibility and Rights", Genome Canada GELS Symposium, Vancouver, décembre 2004.

AVARD Denise

"Using Newborn Bloodspots in Research", PEALS Research Institute, International Centre for Life, Newcastle, UK, juin 2004.

AVARD Denise

"Newborn Screening Cards - Genetic, Health Services and Research Policy Implications", Ontario Advisory Committee on Genetic, juin 2004.

BENYEKHLEF Karim

« La souveraineté virtuelle ? », Séminaire État de droit et virtualité organisé par la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, Montréal, CRDP, 22 mars 2005.

BENYEKHLEF Karim

"Constitutional Principles of Judicial Administrative Autonomy", Séminaire annuel du Conseil canadien de la magistrature : D'autres façons possibles d'administrer les tribunaux, Ottawa, 21 mars 2005.

BENYEKHLEF Karim

« La difficile protection de la vie privée dans le cyberespace : la contribution de la pensée complexe à l'élaboration d'une solution normative», Séminaire *Perspectives Canadenques i Europees sobre proteccio de dades personals*, organisé par l'Agence catalane de protection des données, Université de Barcelone, 18 octobre 2004.

BENYEKHLEF Karim

« Le droit constitutionnel à la vie privé en droit canadien », X° Congrès international de l'Association espagnole des études canadiennes : El pasado en el futuro : la construccion social de la memoria cultural en Canada, Université de Gérone, Gérone (Espagne), 14-16 octobre 2004.



GENDREAU Ysolde

« DESS de droit de la propriété intellectuelle appliquée » : « Cours de droit d'auteur comparé », Université de Paris XII, professeur invitée, mars 2005.

GENDREAU Ysolde

« Copyright ou droit d'auteur : Approche des droits anglais, américain et canadien », Stage de formation continue de l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois, Paris, 17 mars 2005.

GENDREAU Ysolde

« Enlarging the Canadian Intellectual Property Academy Conference» : « Native Claims to Moral Rights », Faculté de droit, University of Western Ontario, London, Ontario, 20-22 janvier 2005.

GENDREAU Ysolde

« Autochtones et protection des droits d'auteur », Colloque du CRDP Autochtonie et gouvernance , Montréal, 21-22 octobre 2004.

GENDREAU Ysolde

« Le piratage dans le domaine de l'audiovisuel : la diversité culturelle en danger ? », Présidente de table ronde, Chaire Jean-Monnet, Montréal, 8 septembre 2004.

GENDREAU Ysolde

"The Protected Works", "The Economic Rights", Institut de propriété intellectuelle du Canada: *Understanding the Business of Copyright, International Issues*, Montréal, 23-26 août 2004.

GENDREAU Ysolde

Congrès annuel de l'Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property (ATRIP): Présidente, Table ronde sur l'enseignement de la propriété intellectuelle, Utrecht, 25-28 juillet 2004.

GENDREAU Ysolde

International Intellectual Property Law Program: "International and Comparative Copyright and Neighbouring Rights"; "International and Comparative Trademark Law", Cours à l'Université de Victoria, 21-25 juin 2004.

GODARD Béatrice et Claude LABERGE

« L'engagement communautaire dans la recherche en génétique : le cas du projet Cart@gene au Québec », 73° Congrès de l'ACFAS , Chicoutimi, Canada, 9-13 mai 2005.

GODARD Béatrice et Claude LABERGE

"Community engagement in genetic research: The case of the Quebec CARTaGENE", Genome Canada's GE3LS Symposium, Toronto, Canada, 13-15 mars 2005.

GODARD Béatrice, Marie-Ève Couture-MÉNARD et Thérèse LEROUX

« Santé publique et 'droit de retrait' dans le cadre d'expérimentation biomédicale », 4° séminaire d'experts Éthique de la recherche et santé publique, Paris, France, 13-14 décembre 2004.

GODARD Béatrice

« La transparence de l'information dans la recherche à l'égard des participants vers un code de divulgation professionnel? », Symposium La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Montréal, Canada, 2-3 décembre 2004.

GODARD Béatrice

« Le devoir d'avertir », IIREB Colloque Éthique et génétique : nouveaux défis, Québec, Canada, 18 novembre 2004.

GODARD Béatrice

"Community engagement in genetic research: The case of the Quebec CARTaGENE", 54th Annual Meeting of the ASHG, Toronto, Canada, 26-30 octobre 2004.

GODARD Béatrice

"Oncogenetics : Emerging Professional Duties", Dix-Septièmes entretiens du Centre Jacques Cartier, Oncogenetics : Achievements and Challenges, Montréal, 6 au 8 octobre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"Enhancing Ethical Decision-Making Capabilities: Lessons Learned in Implementing Innovative Ethics Programs", The Flora Thornton Bioethics Symposium Approaches to Ethical Issues in the Bioscience Industry: Real-World Lessons from Leading Companies, Claremont, Californie, 26 avril 2005.



KNOPPERS Bartha Maria

"Biobanks: New Challenges", LUMSA, Rome, Italie, 12-14 avril 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"Genomic Databases: Global Public Goods?", International Congress of Physiological Science 2005: Panel Discussion on Ethics & Physiology in the Era of the Human Genome, San Diego, Californie, 5 avril 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"Genomics, Ethics and Populations", Anatomy and Cell Biology Seminar, Université McGill, Montréal, Québec, 23 mars 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"The Ethical, Legal and Social Issues of Large Population Studies", Secretary's Advisory Committee on Genetics, Health and Society Meeting, Bethesda, Maryland, 28 février 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"International Approaches to Privacy and Electronic Health Records", *Testimony to the Committee on Privacy of the National Committee on Vital and Health Statistics*, Department of Health and health Services, Washington DC, 23 février 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"Human Dignity as a Limit to the Freedom of research?", AAAS Symposium, Washington DC, 18 février 2005.

KNOPPERS Barhta Maria

"The P3G Project", International Biobank & Cohort Studies: Towards Harmonization, CDC, Atlanta, Georgie, 7 février 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

"Of Populations, Banks, and Public Health", Research Ethics Committees in Europe: Facing the Future Together, Commission européenne, Bruxelles, Belgique, 28 janvier 2005.

KNOPPERS Bartha Maria

« Le contexte national et international de la recherche en génétique et en génomique », Discours d'ouverture, Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités,* Montréal, Québec, 2-3 décembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"The Public Population Project in Genomics: P3G", "Canada & Global Science: Stepping up to the plate", Commercialization - The Business of Science & the Science of Business, Canada's International Biotechnology and Life Sciences Conference & Exhibition, The BioNorth 2004, Ottawa, Ontario, 30 novembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"The P3G Consortium", 2004 Worldwide Biobank Summitt II, Tarrytown, New York, 16 novembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"International Policy: Reacting Responsibly to Media Portrayals of Biotechnology", American Society of Human Genetics, Toronto, Ontario, 26 octobre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"From Biotechnology to Biology: From Biology to Health", Health Canada Science Forum, Ottawa, 18 octobre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"International Lessons: Biobanks", U.S. Institutes of Medicine "The Implications of Genomics for the Public Health", Washington, DC, 8 octobre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"International Laws and Policies on Genetics Genomics", McGill 2004 Student Bioethics Conference, Montréal, 1er octobre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

« La biotechnologie et l'homme », Assemblée générale de l'Association suisse du droit de la responsabilité civile et des assurances, Berne, Suisse, 3 septembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"Ethical Challenges in Gene Epidemiological Research and Health Registry Research", Genome Eutwin Ethics Course, Norvegian Institute of Public Health, Oslo, Norvège, 20-21 août 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"International Perspectives on Public Health Agencies", SARS Meeting - 1st, Legal Foundation for a National Public Health Agency in Canada, Montréal, 17 août 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"From Biobanks to Public Health ?", Center for Disease Control & Prevention (CDC/NIH), Washington, DC, 26-28 juillet 2004.

KNOPPERS Bartha Maria

"Overview on the International Situation Including the P3G Project", European Human Genetics Conference 2004, International Congress Center Munich, Allemagne, 14 juin 2004.

LAJOIE Andrée

« Rupture et Continuité de la société québécoise de l'après-guerre », *Trajectoire de Claude Ryan : de l'Action catholique au livre beige*, Colloque de l'Université de Montréal, 9 et 10 mars 2005.

LAJOIE Andrée

"Legal Pluralism and Reconciliation: Pluralism as a constitutional bases of Indegenous laws", Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Ottawa, 27 février - 4 mars 2005.

LAJOIE Andrée

« Le fédéralisme canadien : science politique fiction pour l'Europe? », Colloque de l'Université de Montpellier, *La constitution européenne*, Montpellier, France, juillet 2004.

LAJOIE Andrée

"Legislation as constitutional interpretation: a second dialog", Colloque du Centre for Constitutional Studies, The role of Legislatures in the Constitutional State, Banff, juillet 2004.

LEROUX Thérèse

« Mises à jour sur la réglementation et l'évaluation de l'innocuité des aliments nouveaux au Canada », Séance d'information - Santé Canada, Montréal, 18 mai 2005.

LEROUX Thérèse

« Innovations durables », 73e Congrès de l'Acfas, Université du Québec à Chicoutimi, 12 mai 2005.

LEROUX Thérèse

« Encadrement normatif des essais cliniques réalisés chez des mineurs - Quand les tout-petits et les plus grands participent au développement biomédical... », Conférence scientifique, Centre mère-enfant, CHUQ, Québec, 22 avril 2005.

LEROUX Thérèse

« Preuve scientifique et gestion des risques environnementaux : Les diverses modalités d'application du principe de précaution au Canada », Atelier de travail de la Commission du droit du Canada, Ottawa, 29 mars 2005.

LEROUX Thérèse

"Social Divisions in the Genomic Era Issues in Agriculture, Environment, Fisheries and Forestry", Genome Canada, GELS Symposium 2005, Toronto, 13 mars 2005.

LEROUX Thérèse

"Donation after Cardiocirculatory Determination of Death Forum", Canadian Council for Donation and Transplantation, Vancouver, 17-20 février 2005.

LEROUX Thérèse

« Les règles de l'éthique s'appliquent-elles au lait? », Séminaire *Lait & Société : pour y voir plus clair*, Fondation des gouverneurs, Longueuil, 26 janvier 2005.

LEROUX Thérèse

« Le recours au principe de précaution, une démarche à promouvoir ... », Table ronde : *Politique et réglementation en matière d'environnement*, Colloque Écodéfi 2005, Montréal, 22 janvier 2005.

LEROUX Thérèse

« La transparence de l'information dans la recherche : partage et rétention à l'égard des partenaires : vers un privilège de réserve?»,

SUITE> CONFÉRENCES

LEROUX Thérèse

Responsable de l'organisation de l'Atelier de travail sur invitation dédié au *Statut moral de l'animal*, sous la présidence de Georges Chapouthier, Montréal, 9 novembre 2004.

LEROUX Thérèse

« Quand les droits individuels et les droits collectifs s'entrechoquent ... », 3^e Journée de conférences multidiciplinaires : Aspects pratiques et théoriques de la surveillance des maladies zoonotiques, St-Hyacinthe, 29 octobre 2004.

LEROUX Thérèse

« Pour une ville verte et en santé », 52° Congrès CropLife Canada, Montréal, 20 septembre 2004.

LEROUX Thérèse

« Rétention et partage de l'information scientifique », Atelier GEDS, Montréal, 27 août 2004.

MACKAAY Ejan

« Faut-il un Code civil européen », Colloque international sur Codes et Codification, Université Laval, Québec, 19-21 septembre 2004.

MACKAAY Ejan

"The economics of the civil law of mandate", Congrès 2004 de la Canadian Law and Economics Association, Université de Toronto, 17-18 septembre 2004.

MOLINARI Patrick A.

« La pharmacie d'officine au Québec : comment concilier autonomie professionnelle et pratiques commerciales », Journées de droit pharmaceutique, Faculté de droit, Université de Poitiers, Poitiers, France, mai 2005.

MOLINARI Patrick A.

« Mais qui est donc mon médecin traitant : libres réflexions sur les fictions juridiques et les réalités cliniques », Rencontres du Comité d'éthique clinique de l'Hôpital Sainte-Justine, Montréal, mai 2005.

MOLINARI Patrick A.

« Une vision prospective de l'évolution des principes d'indemnisations des victimes de dommages iatrogéniques », Colloque sur Les développements récents en matière de responsabilité médicale et hospitalière, Institut canadien, Montréal, mai 2005.

MOLINARI Patrick A.

« Le respect des droits des usagers : du discours et de la méthode », Colloque 2004 du Conseil pour la protection des malades, La protection des personnes vulnérables : défis et enjeux, Québec, octobre 2004.

NOREAU Pierre

« Sciences sociales et humaines : dans la nouvelle politique de la recherche », Table ronde sur Les Défis de la recherche publique : pour un véritable retour sur l'investissement, Colloque sur la recherche et l'innovation, Le Québec à l'heure des choix, Gouvernement du Québec, Montréal, 30 mai 2005.

NOREAU Pierre

« État de droit et virtualité : une perspective socio-historique », Séminaire État de droit et virtualité, Chaire L.R. Wilson, Montréal, 19 février 2005.

NOREAU Pierre

« Médiation familiale : de l'expérience sociale à la pratique judiciarisée », Colloque *La famille après la séparation des parents*, Université Laval, Québec, 19 novembre 2004.

NOREAU Pierre

« La concertation régionale vue du centre », Forum régional de concertation, Rouyn-Noranda, février 2005.

NOREAU Pierre

« Conférence synthèse », Colloque Langues, constitutionnalisme et minorités, Faculté de droit, Université d'Ottawa, 12-13 novembre 2004.

NOREAU Pierre

« Les attentes des justiciables vis-à-vis de l'organisation du système de justice », Colloque du Conseil de la magistrature, 2004, *Tribunaux de première instance : Vision d'avenir*, Québec, 3-5 novembre 2004.

NOREAU Pierre

« Avenir et orientations de la recherche en médiation familiale », Symposium La médiation familiale en Europe : État des lieux et perspective, Institut universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse, 30 octobre 2004.

NOREAU Pierre

« Gouvernance et diversité : Perspective de recherche », Colloque du Réseau international *Droit de l'homme et interculturalisme*, Facultés Saint-Louis, Bruxelles, 27 octobre 2004.

NOREAU Pierre

« Indice multifactoriel de rapport au droit et à la normativité », Séminaire de recherche *Gouvernance et diversité*, Montréal, Université McGill, 18 octobre 2005.

NOREAU Pierre

« Encadrement intellectuel des échanges : comment apprendre à penser autrement - Le cadre théorique », Colloque Les échanges France-Québec entre les facultés de droit : L'apprentissage comme source de métissage dans la formation des juristes, Fêtes du Bicentenaire du 20° anniversaire du Code civil français, Pavillon J.-A. Bombardier, Université de Montréal, 13 septembre 2004.

ROCHER Guy

« La démocratie scolaire », conférence devant le Conseil supérieur de l'éducation du Québec, 28 avril 2005.

ROCHER Guy

« Le rapport Parent et l'évolution de l'université depuis 40 ans », conférence d'ouverture du *Forum de l'université*, Centre Pierre-Péladeau, Montréal, 13 avril 2005.

ROCHER Guy

« Droit, représentations sociales et réformes », conférences du Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales, UQAM/Toulouse, 7 avril 2005.

ROCHER Guy

« L'évolution sociodémographique québécoise de l'après-guerre à aujourd'hui : quel fil conducteur ? », colloque Ruptures et continuité de la société québécoise. Trajectoires de Claude Ryan, 9 mars 2005.

ROCHER Guy

« La sociologie de la santé et de la médecine de Talcott Parsons », Département d'administration de la santé, Université de Montréal, 19 janvier 2005.

ROCHER Guy

« Le "regard oblique du sociologue" sur le droit », Cycle de conférences Dans le regard de l'autre, CRDP et Faculté de droit, Université de Montréal, 23 novembre 2004.

ROCHER Guy

« Conférence de clôture », d'un colloque sur La liberté universitaire, Université de Moncton, 20 novembre 2004.

ROCHER Guy

« Les problèmes de santé dans quatre communautés amérindiennes », colloque du projet sur la Gouvernance dans les communautés amérindiennes, Montréal, 22 octobre 2004.

ROCHER Guy

« Le polythéisme des modes d'explication du social », Congrès international de l'Association internationale des sociologues de langue française, *L'analyse du social : les modes d'explication*, Université Laval, Québec, 23 septembre 2004.

TRUDEL Pierre

« L'État en réseau et les modifications proposées à la Loi sur l'accès », Congrès 2005 de l'Association sur l'accès et la protection de l'information, Québec, 4 et 5 mai 2005.

TRUDEL Pierre

« Maîtriser les enjeux juridiques des cyberconsultations », Journée de réflexion *La démocratie en ligne : les enjeux pour la population*, sous les auspices de Communautique, Montréal, 28 avril 2005.

TRUDEL Pierre

« De nouveaux joueurs dans le paysage radiophonique : quelle place se tailleront-ils? », Animation d'une table ronde ayant pour thème dixième édition des *Rencontres professionnelles de l'industrie québécoise du disque, du spectacle et de la radio*, Montréal, 27 avril 2005.

TRUDEL Pierre

« Le rôle de l'État dans la gouvernance de l'audiovisuel : contours d'une régulation post-moderne », colloque sur l'État et la gouvernance de la radiodiffusion, sous les auspices du Beaverbrook Chair in Ethics Media and Communications et le Consortium canadien de recherche sur les médias, Université McGill, 29 janvier 2005.

TRUDEL Pierre

« Exigences juridiques liées à la mise en place de la consultation en ligne », Symposium *Consultation en ligne* organisé par le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec, Québec, 29 novembre 2004.

TRUDEL Pierre

« De la surveillance à la qualité : les fondements actualisés du droit de la protection des données personnelles dans le gouvernement en ligne», colloque *Administration électronique et qualité des prestations administratives, analyse des processus concrets d'adaptation du service public*, Faculté de droit, Université Lille 2, 19 novembre 2004.

TRUDEL Pierre

"Rights and responsibilities of Users in Cyberspace", CIÉDI 2004, 3° Congresso Internacional de Ética y derecho de la Infiormation, Valencia, Museo de la Illustracio y la modernidad, 5 et 6 novembre 2004.

TRUDEL Pierre

« Évolutions récentes des législations sur la protection des données personnelles au Canada », Congrés internacional d'estudis canadencs, Girona, octobre 2004.

TRUDEL Pierre

« Approches nouvelles de protection des données personnelles dans les services en réseau », Conférence tenue par l'Agence catalane de protection des données, Barcelone, 18 octobre 2004.

TRUDEL Pierre

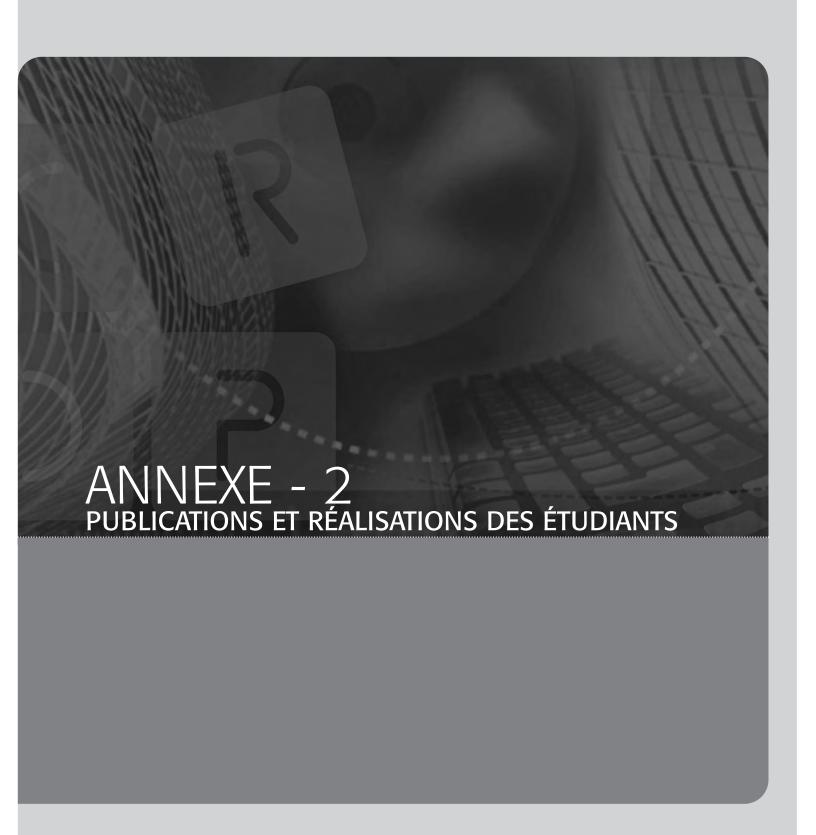
"E-Governance and the Evolution of Concepts in Information Law: Privacy Protection in Networked Government", 26° Congrès de l'Institut international des sciences administratives, E Governance: Challenges and Opportunities for Democracy, Administration and Law, Séoul, 13 au 18 juillet 2004.

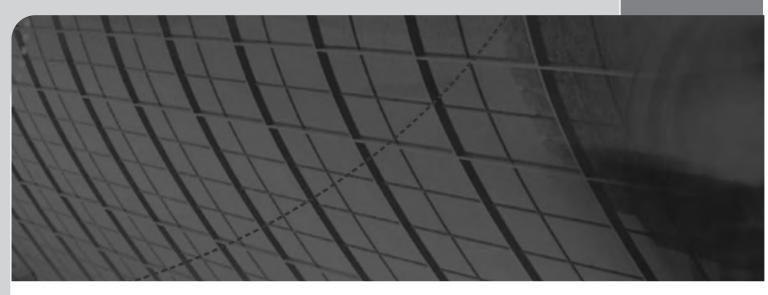
TRUDEL Pierre

« Un " droit en réseau " pour le " réseau des réseaux " : le contrôle des communications et la responsabilité sur Internet », Journées strasbourgeoises tenues sous les auspices de l'Institut canadien d'études juridiques supérieures, 4 au 10 juillet 2004.

TRUDEL Pierre

« Panorama des enjeux juridiques de la cyberdémocratie », colloque *En route vers la cyberdémocratie : défis et enjeux*, sous les auspices du Secrétariat du Conseil du trésor et de l'Université de Sherbrooke, Québec, 10 juin 2004.





CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC



ANNEXE - 2 PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS

PUBLICATIONS	
Livres	7
Chapitres de livre	32
Articles	66
Actes de colloque	6
Rapports	15
Affiches	9
Autres	5
TOTAL	140
CONFÉRENCES Conférences/Congrès/Colloques	65

LIVRES

ABRAN France, Karim BENYEKHLEF, Cynthia CHASSIGNEUX, Rosario DUASO CALES, Richard E. LANGELIER et Pierre TRUDEL Guide pour maîtriser les risques juridiques des cyberconsultations, préparé pour le Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles du Secrétariat du Conseil du trésor et le Groupe de travail sur la cyberdémocratie, Gouvernement du Québec, 2004, en ligne à http://www.chairelrwilson.ca/ guide.html

BOUFFARD Chantal et R. DROUIN (DIR)

Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 500 pages, (sous presse).

CHASSIGNEUX Cynthia

Vie privée et commerce électronique, Montréal, Les Éditions Thémis, 2004, 348 pages.

FORTIN Sabrina

Liberté de la recherche et techniques de reproduction, Montréal, Collection Droit, biotechnologies et société, Éditions Thémis, 2004, 154 pages.

LAMARCHE M-C., D. OUELLET, C-M. LANOUETTE, Sabrina FORTIN, G. ROY, Marie-Hélène VACHON

L'organisation des services de génétique au Québec - Plan d'action 2005-2008, avril 2005, Québec, Ministère de la Santé et des Services Sociaux, 30 pages.

LANGELIER Richard (DIR.) en collaboration avec Yvon Duplessis et Jean Hétu

Accès à l'information et protection des renseignements personnels - Santé et services sociaux, Éditions CCH, édition en feuilles mobiles, 1000 pages.

PHILIPS-NOOTENS Suzanne, Béatrice GODARD, Bartha Maria KNOPPERS et Marie-Hélène RÉGNIER (DIRS)

La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Montréal, Les Éditions Thémis, 2005, (à paraître).

CHAPITRES DE LIVRE

ABAD Véronique

« Internet Sistena Judicial en America Latina », Ad.Hoc. 2004.

AZZARIA Georges

« Culture et commerce : la rhétorique de l'équilibre », dans G. Gagné (dir.), La diversité culturelle : vers une convention internationale?, Montréal, Éditions Fides, 2005.

BASALAMAH Salah

"Translation Rights and the Philosophy of Translation", dans P. St-Pierre et P. Kar (eds.), (ouvrage collectif), *In Translation*, New Delhi, Pencraft International, janvier 2005.

BASALAMAH Salah

« De la justesse de la traduction à la justice en traduction », dans J.-C. Gémar et N. Kasirer (dir.), *Jurilinguistique : bilan et perspectives*, Montréal, Édfitions Thémis, avril 2005.

BASALAMAH Salah

« Les quatre critères du vivre-ensemble », dans S. Rao (dir.), Religions et autorités, Scriptura : Nouvelle Série.

BERGADA Cécile et Andrée LAJOIE

« Les conceptions mimacs des droits ancestraux », dans Les Mélanges Michael Asch, UBC Press, 2004.

CHAPITRES DE LIVRE

BOUFFARD Chantal et L. DALLAIRE

« La naissance d'une discipline et son inscription en biomédecine », dans C. Bouffard et R. Drouin (dir.), *Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 27 pages, (à paraître 2005).

BOUFFARD Chantal

« Biomédecine et médecines traditionnelles, vers le développement d'une éthique ethnomédicale », dans J.-J. Wunenburger, N. Kopp, F. Chapuis et D. Parrochia (dir.), *Pratiques soignantes, éthique et sociétés : impasses, alternatives et aspects interculturels*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 25 pages, (à paraître 2005).

BOUFFARD Chantal

« Ethnoéthique et diversité culturelle », dans N. Kopp, F. Chapuis, M. P. Rethy, H. Debois et J. Oudot (dir.), Ethique interculturelle. À propos de maladies infectieuses en Afrique subsaharienne, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 25 pages (à paraître 2005).

BOUFFARD Chantal

« La bioéthique au cœur des phénomènes d'émergence normative : Le cas de la génétique », dans C. Hervé, B. M. Knoppers et P. A. Molinari (dir.), Éthique médicale, bioéthique et normativités., Paris, Dalloz, Coll. Thèmes et Commentaires, 2004, 33-57.

BOUFFARD Chantal

« Le respect des principes bioéthiques est-t-il possible dans les conditions actuelles de prestation des services génétiques québécois de médecine prédictive associée à la reproduction? », dans C. Hervé, B. M. Knoppers, P. A. Molinari et G. Moutel (dir.), La place de la bioéthique en recherche et dans les services cliniques, Paris, Dalloz, Coll. Thèmes et Commentaires, 2004, 119-144.

BOUFFARD Chantal

« Le respect du corps dans la pratique de la bioéthique en contexte de diversité culturelle : une perspective anthropologique de la bioéthique », dans A. M. Duguet et I. Filippi (dir.), Séminaire d'actualité et de droit médical, Le respect du corps humain pendant la vie et après la mort, Droit éthique et culture, Bordeau centre, Les Études Hospitalières, 2005, 65-84.

BOUFFARD Chantal

« Les conditions de transfert des connaissances lors d'une première rencontre en génétique pour des questions de diagnostic prénatal ou préconceptionnel », dans C. Bouffard et R. Drouin (dir.), Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 25 pages, (à paraître 2005).

BOUFFARD Chantal

« Pratique éthique de la confidentialité dans le cadre du diagnostic préimplantatoire français », dans A. M. Duguet et I. Filippi (dir.), Séminaire d'actualité et de droit médical, *Dossier médical et données médicales de santé. Protection de la confidentialité, conditions d'accès, échanges pour les soins et la recherche*, Bordeau centre, Les Études Hospitalières, 25 pages, (à paraître 2005).

BOUTIN-GANACHE Isabelle et M. PIMONT

« Douleur et bioéthique », dans P. Beaulieu (dir.), Pharmacologie de la douleur, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 2005, chapitre 18.

BOUTIN-GANACHE Isabelle

« À la recherche du 'chercheur idéal'. L'engagement social des chercheurs en génomique », dans S. Philips-Nootens, B. Godard, B.M. Knoppers, M.-H. Régnier (dir.) La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Éditions Thémis, 2005, 189-200.

DROUIN R., Chantal BOUFFARD, M. FILLION et A. DION

« L'appropriation des connaissances génétiques et le partage des nouveaux savoirs des patient(e)s aux familles », dans C. Bouffard et R. Drouin (dir.), Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 30 pages, (à paraître 2005).

DUASO-CALES, Rosario

« El Derecho a la Proteccion de los Datos Personales en el Ambito del Sector Privado en la Legislacion Federal Canadiense y Quebequense », dans Derechos y Libertades en Canada, III, Collection Canadiana de Publicationes, Ediciones de la Universidad de Barcelona, 2005, Barcelone.

GENDREAU Caroline

« Légitimation et délégitimation du droit de l'État : le cas des pratiques professionnelles des intermédiaires du droit dans le contexte du divorce », dans M. Coutu et G. Rocher (dir.), *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, coll. « Pensée allemande et européenne », Ste-foy, Presses de l'Université Laval / Paris, L.G.D.J. coll. « Droit et société », (à paraître).

GENDREAU Caroline

« The Right of Psychiatric Patients in the Light of the Principles announced by the United Nations: A Recognition of the Right to Consent to Treatment? », dans J. Peay (ed.), Seminal Issues in Mental Health Law, coll. The International Library of Essays in Law and Legal Theory (Second Series) of London School of Economics and Political Science, London, Ashgate, 2005.

SUITE >

CHAPITRES DE LIVRE

GODARD Béatrice et Nathalie ÉGALITÉ

« La transparence de l'information en recherche à l'égard des participants : vers un code de divulgation professionnelle?», dans S. Philips-Nootens, B. Godard, B. M. Knoppers et M.-H. Régnier (dir.), La recherche en génétique et en génomique: droits et responsabilités, Éditions Thémis, 2005, 93-102.

GODARD Béatrice, Marie-Ève COUTURE-MÉNARD et Thérèse LEROUX

« Santé publique et droit de retrait dans le cadre d'expérimentation biomédicale », dans C. Hervé, B.M. Knoppers et P. Molinari (dir.), Éthique de la recherche et santé publique, Paris, Ed. Dalloz, (à paraître).

JOLY Yann et al

« Les enjeux éthiques du partage des résultats de recherche : L'expérience d'INHERIT BRCAs », dans S. Philips-Nootens, B. Godard, B. M. Knoppers et M.-H. Régnier (dir.), La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Montréal, Les Éditions Thémis, 2005, (à paraître).

JOLY Yann et Henri MBULU

« L'utilisation des échantillons et de l'information des cadavres en recherche biomédicale : Perspectives québécoises et internationales », dans A. M. Duguet et I. Filippi (dir.), Séminaire d'actualité de droit médical - *Le respect du corps humain pendant la vie et après la mort*, Bordeaux, Les Études Hospitalières, 2005.

JOLY Yann

« Le génome comme outil de recherche?: principaux courants et enjeux nord-américains, dans C. Hervé, B.M. Knoppers, P.A. Molinari et G. Moutell (dir.), *Place de la bioéthique en recherche et dans les services cliniques*, Paris, Dalloz, 2005.

KNOPPERS Bartha Maria et Clémentine SALLÉE

"International Lessons: Biobanks", dans L. Hernandez (ed.), *Implication of Genomics for Public Health*, Washington, D.C., The National Academy Press, 2005, (à paraître en juillet 2005).

KNOPPERS Bartha Maria, Béatrice GODARD et Yann JOLY

"Life Insurance and Genetics: A Comparative International Overview", dans M. Rothstein (ed.), Life insurance: Medical Underwriting and Social Policy, Cumberland, MIT Press, 2004.

LAJOIE Andrée, Éric GELINEAU-ASSERAY, Murielle PARADELLE et Cécile BERGADA

«Conceptions malécites des droits ancestraux», dans les Mélanges Étienne LeRoy, 2005, (à paraître).

LEMAY Violaine

« Débat sur la nécessité des notes et bulletins : l'importance des droits de l'enfant », dans Y.Lenoir, C. Lessard et A. Cleaver (dir.), Le curriculum de l'enseignement primaire : regards critiques sur ses fondements et ses lignes directrices, Sherbrooke, Éditions du CRP, (à paraître).

LEMAY Violaine

« Réformer l'action d'État par une technique contractuelle et pédagogique : l'exemple québécois de la Loi sur la protection de la jeunesse », dans: P. Laborier et P. Noreau (dir.), Les réformes, le droit, la gouvernance, Paris, L.G.D.J., (à paraître).

LEROUX Thérèse et Julie COUSINEAU

« La transparence de l'information dans la recherche : partage et rétention - À l'égard des partenaires : vers un privilège de réserve? », dans S. Philips-Nootens, B. Godard, B. M. Knoppers et M.-H. Régnier (dir.), La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités, Montréal, Éditions Thémis, 2005, p. 141.

NOREAU Pierre et Samia AMOR

« Médiation familiale : de l'expérience sociale à la pratique judiciarisée », dans M.C. Saint-Jacques, D. Turcottte, S. Drapeau et R. Cloutier (dir.), Séparation, monoparentalité et recomposition familiale. Bilan d'une réalité complexe et pistes d'actions, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 269-298.

ARTICLES

ABAD Véronique

« Les défis de la publication de la jurisprudence et le modèle d'opération de IIJCAN/CANLII », Canadian Law Library Review.

AZZARIA Georges

« Recension de Bernard Edelman », Le sacre de l'auteur, Éditions du Seuil, 2004 (382 pages) dans *Cahiers de propriété intellectuelle*, vol. 17, no 1, janvier 2005.

BAL Aminata

« Quelques réflexions sur l'administration électronique », Lex Electronica, vol. 10, no 1, hiver 2005.

BASALAMAH, Salah

« Pour une politique humaine du religieux », numéro spécial, Faculté de Théologie de l'Université de Montréal, vol. 6/2 2005.

BISSONNETTE Alain, Karine GENTELET et Guy ROCHER

« Droits ancestraux et pluralité des mondes juridiques chez les Innus et les Atikamekw du Québec », Cahiers d'anthropologie du droit, numéro thématique sur *Droit, gouvernance et responsabilités*, automne 2005, 139-164.

CHOUERI Rabih

"VoIP Telephony vs. Traditional Telecom Systems - Different technologies, different services", publié sur Internet http://www.chlfirm.com

DESCHÊNES Mylène et Clémentine SALLÉE

"Accountability in Population Biobanking: Comparative Approaches", (2005) 33:1 Journal of Medicine Law and Ethics 54.

FREISHTAT R., Yann JOLY, Denise AVARD, M. ELLENBERG et Bartha Maria KNOPPERS

"Genetic Discrimination by Health Insurers as a Result of Genetic Epidemiology Research", Pediatric Research 55, 173A, 2004.

GÉLINEAU-ASSERAY Éric

« Conceptions canadiennes des droits ancestraux », (2004) 38 Revue juridique Thémis 487.

GENTELET, Karine

« Les revendications politiques des Premières Nations du Canada : le concept de nation comme outil contre-hégémonique », Revue canadienne Droit et Société, vol 20, no 2, 2005, (à paraître).

JOLY Yann et Bartha Maria KNOPPERS

"BRCA Gene Patents and the European Patent Office", (2004) 4:2 The Law and Bioethics Report.

JOLY Yann

"Insurance companies should abandon their defensive approach", (2005) 25:9 The Lawyers Weekly 14.

JOLY Yann

« La pharmacogénomique : perspectives et enjeux éthico-juridiques », (2004) 9:3 LexElectronica :

http://www.lex-electronica.org/articles/v9-3/joly.htm

JOLY Yann

« La pharmacogénomique : perspectives et enjeux éthico-juridiques », (2004) 9 :3 Lex Electronica,

http://www.lex-electronica.org/articles/v9-3/joly.htm

JOLY Yann

Integra v. Merck: The resurrection of the American research exemption? Montréal, Centre for Intellectual Property Policy, 2005.

JOLY Yann, Bartha Maria KNOPPERS et Thu Mingh NGUYEN

"Through the Confidentiality Maze in Pharmacogenomic Research", (2005) 5 The Pharmacogenomics Journal 2-5.

JOSEPH Kerline

« Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, une contribution à la promotion et protection effectives des femmes dans le système international africain », Avocats Canadiens à l'Étranger, mai 2005.

JOSEPH Kerline

« Le renforcement des droits des femmes dans le système international africain », Cybersolidaires.org, mai 2005.

SUITE ARTICLES

JOSEPH Kerline

« Les femmes, le pouvoir politique et les postes de décision », Cybersolidaires.orq, juin 2005.

KERLINE Joseph

« Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples : vers une efficacité des instruments juridiques », Revue Dire, avril 2005.

KHARABOYAN Linda, Denise AVARD et Bartha Maria KNOPPERS

"Storing Newborn Bloodspots: Modern Controversies", (2004) 32(4) Journal of Law, Medicine and Ethics, 741.

KHOUZAM, Remy

« Comment la crainte de sous-protection engendrera la catastrophe de la Surprotection : examen constitutionnel du *Digital Millenium Copyright Act (DMCA)* », Lex Electronica, vol. 9, n° 1, hiver 2004.

KNOPPERS Bartha Maria et Clémentine SALLÉE

"Ethical Aspects of Genome Research and Banking", dans Handbook Genome Research: Genomics, Protesmics, Bioinformations, Ethical and Legal Issues, 2nd ed., Boschstarie: Wiley-VCH, 2005.

KNOPPERS Bartha Maria et Rosario MORALES-ISASI

"Opinion: Regulatory Approaches to Reproductive Genetic Testing", Human Reproduction Journal, septembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria et Yann JOLY

"Physicians, Genetic Information and Life Insurance", (2004) 170(9) CMAJ 1421-23.

KNOPPERS Bartha Maria, Trudo LEMMENS, Béatrice GODARD, Yann JOLY et al.

"Genetics and Life Insurance in Canada: Points to Consider", (2004) 170(9) CMAJ 1-3.

LABBÉ Éric

« La multiplicité des normes encadrant le contrat électronique : l'influence de la technologie sur la production des normes », (2004) 9.2 Lex Electronica, http://www.lex-electronica.org/articles/v9-2/labbe2.htm.

LABBÉ Éric

« L'efficacité technique comme critère juridique ou la manière dont les lois se technicisent », (2004), vol 9, n° 2, *Lex Electronica :* http://www.lex-electronica.org/articles/v9-2/labbe1.htm.

LABBÉ Raymond et Nicolas VERMEYS

« Commentaire sur la décision Chevalier c. Québec (Société des loteries) - Rien n'est gagné... sans confirmation », Repères, juillet 2004, EYB2004REP251.

LABERGE Claude, Linda KHARABOYAN et Denise AVARD

"Newborn Screening, Banking and Consent", Genedit, vol. II, n° 3 (2004).

LAJOIE Andrée et Éric GÉLINEAU-ASSERAY

"Chrétien and the Aboriginals", (2004) 9 Canada Watch 29.

LAJOIE Andrée, Cécile BERGADA et Éric GÉLINEAU

« L'indépendance du judiciaire : le contrôle interne », British Institute of International and Comparative Law, 2004

LAJOIE Andrée, Éric GÉLINEAU-ASSERAY, Murielle PARADELLE et Cécile BERGADA

« Conceptions abénakies des droits ancestraux », Cahiers de droit, (à paraître en 2005).

LAJOIE Andrée, Éric GÉLINEAU-ASSERAY, Stéphanie ROBERTS et Alisa KINKAID

« La réforme de la gestion des terres des Premières Nations : pour qui? », (2004) 23 Revue Politique et société 33.

LANGELIER Richard

« La décision du CRTC dans l'affaire CHOI-FM : une décision malhabile, dangereuse et inefficace », Le TRENTE, mars 2005.

LANGELIER Richard

« La liberté d'expression et les municipalités : une culture démocratique à acquérir ? », Série de 4 articles publiés dans *L'actualité* municipale, Éditions CCH.

LANGELIER Richard

« Numérisation des dossiers de santé et protection des renseignements personnels : impératifs techniques, intérêts économiques, considérations politiques et émergence de nouvelles normes », Lex electronica, vol. 9, n° 3, été 2004.

SUITE ARTICIFS

LANGELIER Richard

« Prolégomènes à une recherche sur la vie privée dans une perspective historique et sociologique », Lex electronica, vol. 9, n° 2, été 2004.

LANGELIER Richard, Pierre TRUDEL, France ABRAN, Cynthia CHASSIGNEUX et Rosario DUASO CALÉS

« Analyse des dimensions juridiques du développement de la cyberdémocratie », (mai 2004).

LECLERC Normand

« Discours sur la monnaie : nature et fonction », (2004) 106 R.du N. 103-126.

LECLERC Normand

« L'argent n'a pas d'odeur », 39(1) Thémis 51-110.

LEMMENS Lemmens, Yann JOLY et Bartha Maria KNOPPERS

"Genetic and Life Insurance: A Comparative Analysis", (2004) 2:2 GenEdit 1-15.

LEMYRE Pierre-Paul

« Problématiques juridiques des logiciels libres et ouverts : défis et solutions pour le gouvernement du Québec », Cirano, 2005. http://www.cirano.qc.ca/fr/publication_detail.php?id=2005RP-06

LÉVESQUE, Emmanuelle, Bartha Maria KNOPPERS et Denise AVARD

« La génétique et le cadre juridique applicable au secteur de la santé : examens génétiques, recherche en génétique et soins innovateurs », (2004) 64, Revue du Barreau, 57-102.

MORALES-ISASI Rosario et Bartha Maria KNOPPERS

"Emerging Trends in the Regulation of Human Embryonic Stem Cell Research: A Comparative Analysis of 50 countries", (soumis).

MORALES-ISASI Rosario

"El Amor en los Tiempos de Dolly: Consideraciones Eticas sobre la Ingeniería Genética Germinal", Revista Institucional Consensus, Universidad Femenina del Sagrado Corazon, Perú, vol. no 7 (2004).

MORALES-ISASI Rosario

"The Global Governance of Infectious Diseases", Alberta Law Review (2005), (sous presse).

MORALES-ISASI Rosario

"Why the United Nations Failed to Agree on Human Cloning", BMJ 339 (1258) rapid responses (2004).

MORALES-ISASI Rosario, Bartha Maria KNOPPERS, P. A. Singer, et A. S. DAAR

"Legal and Ethical Approaches to Stem Cell and Cloning Research: A Comparative Analysis of Policies in Latin America, Asia, and Africa", *Journal of Law*, Medicine and Ethics 32(4) (2004).

MORIN Christine

« Le droit civil québécois: un droit successoral d'origine française ignorant la réserve », (2005) 5 Droit de la famille (LexisNexis JurisClasseur), étude numéro 12.

MORIN Christine

« Le mariage entre conjoints de même sexe : état de la situation juridique québécoise », (2004) 14, nº 1, Dire 24.

MORIN Christine

« Privire de ansamblu asupra dreptului successoral din Québec », dans Agence canadienne de développement international (ACDI), Uniunea Nationala a notarilor publici din Romania (UNNPR) et Chambre des notaires du Québec, *Niotiuni de drept si modele de acte notariale Program de cooperare Canada-România* 2002-2005, Bucuresti (România), Editura Notarum, 2005, 57-118.

NOREAU Pierre et Marc RIOUX

« Le financement de la recherche en sciences sociales et humaines en arts et lettres », Annuaire du Québec 2006, (à paraître).

SUITE> ARTICLES

PETIT ÉLODIE

« Éléments de réflexion sur le choix d'un modèle de réglementation pour l'embryon et les cellules souches embryonnaires », (2004) 45, 2 Les Cahiers de droit 371.

SAGINUR Madeleine, Linda KHARABOYAN et Bartha Maria KNOPPERS

"Umbilical Cord Blood Stem Cells: Issues with Private and Public Banks", (2004) 12 Health Law Journal, 17.

STOCKHOLM D., M. BARTOLI, Guillaume SILLON, N. Bourg, J. DAVOUST et I. RICHARD

"Imaging calpain protease activity by multiphoton FRET in living mice", J Mol Biol. 2005 Feb 11; 346(1): 215-22.

TREMBLAY-BEAUMONT Hugues et E. AÏMEUR

"Feature combination in a recommender system using distributed items: the case of JukeBlog", IJCAI-05 Workshop on Multi-Agent Information Retrieval and Recommender Systems, juillet, 2005.

VERMEYS Nicolas et Raymond L'ABBÉ

« Commentaire sur la décision Épiciers Unis Métro-Richelieu Inc., division Éconogros c. Collin - Lorsque l'on cautionne en fonction de nos fonctions », Repères, octobre 2004, EYB2004REP285.

VERMEYS Nicolas

« Les services P2P : outils de corruption de la jeunesse américaine! », 30 juin 2004, *Juriscom.net*, http://www.juriscom.net/actu/visu.php?ID=544

VERMEYS Nicolas

« Commentaire sur la décision Élomari c. L'Agence spatiale canadienne - À qui le brevet? », Repères, décembre 2004, EYB2004REP296, approx. 3 pages.

VERMEYS Nicolas

« La responsabilité civile des prestateurs de moteurs de recherche et des fournisseurs d'hyperliens en droit québécois « , (2005) 10 *Lex Electronica* : http://www.lex-electronica.org/articles/v10-1/vermeys.htm

VERMEYS Nicolas

« La RIAA écrit un projet de loi contre le piratage des œuvres en ligne, 2 juin 2004, *Juriscom.net*, http://www.juriscom.net/actu/visu.php?ID=520

VERMEYS Nicolas

« Les click wrap aux oubliettes? L'affaire Aspencer1.com c. Paysystems Corporation », 31 mai 2005, *Juriscom.net*, http://www.juriscom.net/actu/visu.php?ID=521

VERMEYS Nicolas

« Les FAI n'effectuent pas une communication au public des œuvres échangées sur réseaux P2P », 13 juillet 2004, *Juriscom.net* http://www.juriscom.net/actu/visu.php?ID=549

VERMEYS Nicolas

« L'étrange idée du professeur Fisher, ou Comment réconcilier partage des œuvres et du droit d'auteur? », juin 2004, *Juriscom.net* http://www.juriscom.net/actu/visu.php?ID=521

VERMEYS Nicolas, Karim BENYEKHLEF et Vincent GAUTRAIS

« Réflexions juridiques autour de la terminologie associée aux places d'affaires électroniques », (2004) 38 Revue Juridique Thémis 641.

ACTES DE COLLOQUES

ABAD Véronique et Ivan MOKANOV

« La gestion de la qualité dans la diffusion libre du droit : l'exemple canadien », Actes de la 6° conférence Internet pour le droit, Paris, 3-5 nov. 2004.

BOUTIN-GANACHE Isabelle

« CommuniGène : un outil populaire d'information socio-éthique et juridique de la génétique humaine », dans C. Bouffard (dir.), Actes du colloque Savoirs partagés, ACFAS, mai 2003, Québec, Presses de l'Université Laval, (sous presse).

SUITE >

ACTES DE COLLOQUES

JOLY Yann

« La protection de l'information génétique dans la recherche en pharmacogénétique et en pharmacogénomique », dans A.M. Duguet (ed.), Séminaire d'actualité et de droit médical - Droit et éthique de la recherche médicale, Bordeaux, Les Études Hospitalières, 2004.

LEMAY Violaine

« Sociologie d'un malentendu entre intervenants formés en travail social et en criminologie. Quand le matériau scientifique percute le *politically correct...* », Actes des Journées professionnelles du Conseil multidisciplinaire, Centres jeunesse, (à paraître).

MOYSE Pierre-Emmanuel

« L'importation de la norme en droit canadien », Actes du Congrès de l'ALAI, Paris, France, 19-21 septembre 2005, (à paraître).

MOYSE Pierre-Emmanuel

« Partager c'est distribuer », Actes des journées d'études de l'ALAI, Oaxaca, Mexique, 7-10 juin 2004, (à paraître).

RAPPORTS

AZZARIA Georges

Le milieu culturel québécois et la Convention sur la diversité culturelle, Quatre études établies pour le Ministère de la Culture et des Communications du Québec, décembre 2004.

BOUFFARD Chantal

Prémisses à la réflexion bioéthique : L'étude des représentations du diagnostic préimplantatoire chez les chercheur(e)s, médecins et patient(e)s français, Rapport de stage de recherche pour l'IIREB, avril 2005, en ligne : http://www.iireb.org/fichiers_rapports/2004_Chantal%20BOUFFARD.pdf], 31 p.

BOUTIN-GANACHE Isabelle

Génétique ou génomique et société : dialogue et interdisciplinarité, Institut international de recherche en éthique biomédicale, Rapport de stage, mai 2005.

BOUTIN-GANACHE Isabelle

Rapport rédigé par des citoyens dans le cadre d'un projet de recherche que je coordonne. Membres du panel citoyen, Équipe du GREB, Michel Venne. Rapport citoyen de la conférence citoyenne sur les avancées de la biologie humaine à l'ère de la génomique « Et l'Homme créa la génomique », mars 2005.

GENTELET Karine

Contextes historiques et actuels de quatre communautés innues et atikameks du Québec, novembre 2004.

GENTELET Karine

Socialisation et juridicité dans quatre communautés innues et atikameks du Québec, avril 2005.

GENTELET Karine

Santé mentale et gouvernance : le rapport au territoire et l'identité communautaire, octobre 2004.

GOLD R, J. CARBONE, Yann JOLY, L. SHEREMETA, M. CLOUTIER, Bartha Maria KNOPPERS et T. CAULFIELD

Recommendations for Canadian Genetic Patents and Health Care: An International Comparison of Patent Regimes of Canada and its Major Trading Partners, Montréal, Centre for Intellectual Property Policy, 2004.

LACROIX Mireille, Gabrielle GRÉGOIRE et Karine SÉNÉCAL

A Compendium of the Normative Framework Governing Infectious and/or Reportable Diseases in Selected Jurisdictions, Rapport présenté à Santé Canada.

LAMARCHE M. C., D. OUELLET, C. M. LANOUETTE et Chantal BOUFFARD

L'organisation de services de génétique au Québec, Plan d'action, MSSS, Québec, avril 2005.

LEROUX Thérèse et Marie-Ève COUTURE-MÉNARD

« Santé publique et droit de retrait dans le cadre d'expérimentation biomédicale : un dilemme mis en lumière par la xénotransplantation », Fondation du Barreau du Québec, (à paraître).



LEMYRE Pierre-Paul et Richard WILLEMANT

Problématiques juridiques des logiciels libres et ouverts : défis et solutions pour le gouvernement du Québec, Rapport financé par le Conseil du Trésor du Québec et réalisé dans le cadre du Réseau d'expertise en standards ouverts et logiciels libres et ouverts.

LEMYRE Pierre-Paul et al.

Feasibility Study for a Telecommunications Decisions Database, Rapport financé par la Banque Mondiale et remis à l'Union internationale des télécommunications.

LexUM (ÉQUIPE)

Feasibility Study for a Telecommunications Decisions Database, Rapport financé par la Banque Mondiale et remis à l'Union international des télécommunications, janvier 2005.

NOREAU Pierre et Chantal Roberge

Esquisse d'un Code de déontologie judiciaire annoté, 1978-1998, Montréal, octobre 2004, 90 pages.

AFFICHES

COUTURE-MÉNARD Marie-Ève

Communication par affiche aux 9° Journées annuelles de santé publique - Santé publique ou droit individuel de retrait, un dilemme éthique illustré par la xénotransplantation?, Québec, 14-17 novembre 2005.

COUSINFAU Julie

Participation au concours d'affiches organisé lors du colloque GELS (Génome Québec) - La recherche en génétique et en génomique : Droits et responsabilités, 2 et 3 décembre 2004.

LACROIX, Mireille

"The CMCP and Genomic Tools for the Diagnosis and Evaluation of Mental Retardation: Toward Database Governance", présentation par affiche à la conférence annuelle de la American Society of Human Genetics, 24-27 octobre 2004.

LEMYRE Pierre-Paul

« Droit francophone : de catalogue à portail », présentation de type poster, 6e Conférence internationale Internet pour le droit, Paris, France, 3-5 novembre 2004.

MORALES-ISASI Rosario

"Human Dignity and Science Policy: The United Nations Cloning Convention Experience", présentation de type poster, Stem Cell Network, Annual General Meeting, Montréal, 5 novembre 2004.

MORALES-ISASI Rosario

"Regulatory Approaches To Reproductive Genetic Testing", présentation de type poster, *The American Society of Human Genetics* 54th Annual Meeting, Toronto, Canada 26-30 octobre 2004.

RÉGNIER Marie-Hélène

« GenConsult : le transfert des connaissances vers les chercheurs et le public », Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités,* Montréal, 2-3 décembre 2004.

SALLÉE Clémentine

"Population Genomics: Covering Large Scale Endeavors", European Human Genetics Conference 2005, Prague, 7-10 mai 2005.

SÉNÉCAL Karine

« La perspective d'une éventuelle application humaine de la thérapie génique germinale : les droits et responsabilités des chercheurs », Symposium GEDS, Montréal, décembre 2004.

AUTRES

ABRAN France et Pierre TRUDEL

Guide des droits sur Internet, Site Web réalisé pour le ministère du Réseau de la santé et des services sociaux, 2004.

BOUFFARD Chantal

« Jusqu'où ira la volonté de développer une éthique citoyenne en matière de développement génétique? » (note publiée), Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités*, GE3DS, Montréal, 3 décembre 2004.

BOUTIN-GANACHE Isabelle, Emmanuelle LÉVESQUE, Denise AVARD

Foire aux questions sur les enjeux éthiques, juridiques et sociaux de la génétique humaine, Site HumGen, lancement en décembre 2004, mise à jour régulière, http://humgen.umontreal.ca/int/faq.cfm

RIOUX Marc

Réalisation d'un DVD qui présente 4 conférences prononcées lors du colloque « Les réformes, le droit, la gouvernance » (organisé les 7 et 8 mai 2004 à l'Université de Montréal, par le Centre de recherche en droit public en collaboration avec le Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie).

CONFÉRENCES

ABAD Véronique

Présentation lors de la 6^e Conférence Internet pour le droit, Paris, 3-5 novembre 2004.

ABAD Véronique

Présentation lors du Séminaire Jueces y Nuevaas Technnologias, Puerto Madryn, Argentine, 8-10 septembre 2004.

ABAD Véronique

Présentation lors de la Conférence *El Access a la informacion publica y el poder judicial en America Latina*, 26-27 avril 2004 (Culiacan) et 28-29 avril 2004 (Villa hermosa), Mexique.

ABRAN France

« Gérer les risques pour la vie privée dans la mise en place de services Internet : l'exemple du milieu scolaire », Congrès 2005 *Un vent de changement : d'importantes modifications à la loi sur l'accès,* Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI), Québec, 4-5 mai 2005.

AMOR Samia et Pierre NOREAU

« La vie familiale après la séparation des parents », Colloque du JEFAR (Centre de recherche sur les jeunes et les familles à risque), Laval, 19 novembre 2004.

AZZARIA Georges

« Originalité et utilisation équitable : les artistes indifférents au droit d'auteur », Forum juridique organisé par l'Association canadienne des professeur(e)s de droit et l'Association canadienne droit et société, Vancouver, juin 2005.

AZZARIA Georges

« Le droit d'exposition et les impasses d'une politique publique », Table ronde organisée par la Manifestation internationale d'art de Québec, Musée national des beaux-arts du Québec, juin 2005.

AZZARIA Georges

« Les technologies vs les auteurs : la loi et la jurisprudence comme champ de bataille », conférence prononcée avec Me Nicolas Sapp et présentée par l'Association littéraire et artistique internationale en collaboration avec le Centre d'études en droit économique de l'Université Laval, Québec, mai 2005.

AZZARIA Georges

« L'émergence de nouveaux fondements du droit d'auteur à la Cour suprême du Canada », Séminaire de la magistrature, Palais de justice de Québec, février 2005.

AZZARIA Georges

"Contemporary Art and Copyright Clashing", Enlarging the Canadian Intellectual Property Conference, Western University (London), janvier 2005.

AZZARIA Georges

"Determination of Cultural Norms in Quebec", 3rd International Conference on Cultural Policy Research, Montréal, HEC, août 2004.

BASALAMAH Salah

« Du droit à l'éthique du traducteur », Colloque de l'ACT, London, University of Western Ontario, mai-juin 2005.

BASALAMAH Salah

« Du droit à la traduction au devoir traduire : un engagement éthique », Colloque META, Université de Montréal, avril 2005.

BASALAMAH Salah

« Is Forgiveness realistic in the Middle East and Beyond? A Palestinian Perspective », colloque Forgiveness and Reconciliation: the Theological and Human Quest for Peace, Université Concordia, Montréal, 21 et 22 octobre 2004.

BOUFFARD Chantal

« Jusqu'où ira la volonté de développer une éthique citoyenne en matière de développement génétique? », Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités*, GE3DS, Montréal, 3 décembre 2004.

BOUFFARD Chantal

« Le respect des principes bioéthiques est-il possible dans le cadre de la médecine prédictive associée à la reproduction? », Séminaire au CMCO, Hôpital universitaire de Strasbourg, 30 septembre 2004.

BOUTIN-GANACHE Isabelle

« La bioéthique, modes et lieux de décision », L'esprit du Forum citoyen sur le génome, 3° Congrès annuel des programmes de bioéthique de l'Université de Montréal, Université de Montréal, 5-6 mai 2005.

BOUTIN-GANACHE Isabelle (Présentation primée - 1er prix du jury)

« À la recherche du 'chercheur idéal'. L'engagement social des chercheurs en génomique », Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités*, Montréal, 2-3 décembre 2004.

CHASSIGNEUX Cynthia

« Échange et transfert des données personnelles dans une perspective internationale », Séminaire *La bioéthique en bioinformatique*, organisé par BioneQ, Montréal, 8 avril 2005.

CHASSIGNEUX Cynthia

« L'encadrement juridique des données de santé au Québec », Séminaire Les lois de la sociétés numériques 2 : Vie privée - risques et précautions, organisé par le Programme international de coopération scientifique (CRDP/CECOJI), Paris, 14 janvier 2005.

CHASSIGNEUX Cynthia

« La protection des renseignements personnels dans les environnements électroniques : les enjeux de la confiance », Séminaire Perspectives canadenques i europees sobre protecció de dades personals, organisé par l'Agence catalane de protection des données personnelles, l'Université de Barcelone et le Centre d'études canadiennes, Barcelone, 18 octobre 2004.

CHASSIGNEUX Cynthia

« Vie privée et environnements électroniques : perspectives européenne et canadienne », Xº Congrès International de l'Agence espagnole d'études canadiennes (AEEC), El pasado en el futuro : la construcción social de la memoria cultural en Canadá, Université de Girone, Faculté de droit, 16 octobre 2004.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève

« Santé publique ou droit de retrait, un conflit de valeurs illustré par la xénotransplantation? », Présentation libre au congrès de l'ACFAS, 11 mai 2005.

COUSINEAU JULIE

« En quête d'un cadre juridique pour le diagnostic préimplantatoire au Canada », Présentation libre au congrès de l'ACFAS, 11 mai 2005.

DUASO CALES Rosario

« Les convergences et les divergences entre le droit français et québécois quant à la diffusion sur internet des données publiques et la protection de la vie privée », Séminaire Les lois de la société numérique 2 : Vie privée - risques et précautions?, organisé par l'Équipe de droit du cyberespace et du commerce électronique du Centre de recherche en droit public (CRDP) et l'équipe « Normativité et société de l'information », Centre d'études sur la coopération juridique internationale CECOJI-CNRS, CNRS, Ivry, 14 janvier 2005.

DUASO CALES Rosario

« Desafíos ante las nuevas formas de circulación de los datos personales », séminaire *Perspectives canadiennes i europees sobre protectió de dades personals*, organisé par l'Agence catalane de protection des données personnelles, Université de Barcelone et le Centre d'études canadiennes, Barcelone, 18 octobre 2004.

DUASO CALES Rosario

« Visión canadiense y europea de la protección de los datos personales de carácter público difundidos en internet », Xº Congrès international de l'Association espagnole d'études canadiennes (AEEC), El pasado en el futuro : la construcción social de la memoria cultural en Canadá, Univeristé de Girone, Faculté de droit, 16 octobre 2004.

DUASO CALES Rosario

« Analyse et compte-rendu du projet pilote sur l'échange d'information secrète entre les experts en matière d'assistance juridique en matière pénale dans les Amériques », Ve Réunion des Ministres de la justice et Procureurs Généraux des Amériques, Organisation des États Américains, Washington D.C., États-Unis, 28-29-30 avril 2004.

GÉLINEAU-ASSERAY Éric

« Les conceptions malécites des droits ancestraux », colloque-atelier Autochtonie et gouvernance », 73° Congrès de l'ACFAS, Chicoutimi, 12 mai 2005.

GÉLINEAU-ASSERAY Éric

Organisation du Colloque Autochtonie et gouvernance, Montréal, 21 et 22 octobre 2004.

GENTELET Karine

« Droits ancestraux et pluralité des mondes juridiques chez les Innus et les Atikameks du Québec », ACFAS, Saguenay, 12 mai 2005.

GENTELET Karine

« Santé mentale et gouvernance : le rapport au territoire et l'identité communautaire », Colloque « Autochtonie et gouvernance », VRQ-CRDP, Montréal, 21 octobre 2004.

JOLY Yann

« Genetics and Life Insurance: Recent Developments », Health Law Day, Toronto, 20 mai 2005.

JOLY Yann

« Conférence citoyenne sur la génomique : une expérience enrichissante », La bioéthique : Modes et lieux de décision, Montréal, 5 mai 2005.

JOLY Yann

"Comparative Law and Ethics for Biomedical Research: A Modern Necessity", 45th Annual Meeting of the American College of Legal Medicine, San Diego, 4-6 mars 2005.

JOLY Yann

« Propriété intellectuelle (brevets) », Conférence citoyenne sur le génome - et l'Homme créa la génomique, Montréal, 5 février 2005.

JOLY Yann

« Nouveaux défis éthiques posés à l'entreprise », Éthique dans les essais cliniques et performance de l'entreprise, Ville St-Laurent, 24 novembre 2004.

JOLY Yann

« Assurance vie et génétique, développements récents », Colloque Éthique et génétique : nouveaux défis, 2° Journée d'étude des Comités d'éthique de la recherche du Québec (CER), Québec, 18 novembre 2004.

JOLY Yann

"Pharmacogenomic Research: Confidentiality and Consent", Genome Canada, *Biotechnology Conference - Pharming the Genome:*Implications of Pharmacogenomics for Human Helath and Public Policy, Ottawa, 4 novembre 2004.

KNOPPERS Bartha Maria et Isabelle BOUTIN-GANACHE

"International Policy: Reacting Responsibly to Media Portrayals of Biotechnology. The Example of Human Genetics", 54° Congrès annuel de l'American Society of Human Genetics, Toronto, 26-30 octobre 2004.

LABBÉ Éric et Maxime Chevalier

« La réglementation de la cryptographie : entre prohibition et libéralisation », conférence présentée le 11 mai 2005 à Québec devant l'Association de la sécurité de l'information de la région de Québec (ASIRQ).

LACROIX Mireille

« La recherche en génomique : de la protection des individus à l'intérêt commun », 4° séminaire d'experts de l'IIREB, 13 décembre 2004.

LACROIX Mireille

« Législation gouvernant la déclaration et la gestion des maladies infectieuses », réunion du Réseau d'amélioration de la loi sur la santé publique, 24 septembre 2004.

LACROIX Mireille

"Infectious Disease Control at International Borders: Canadian Federal Public Health Legislation", présentation à la 2004 Michigan-Ontario Border Health Conference, 9 septembre 2004.

LACROIX Mireille

"The Québec Model for Public Health", première réunion des collaborateurs au projet Legal Foundations for a National Public Health Agency in Canada, 17 août 2004.

LACROIX Mireille

"Key Challenges in Enhancing the Canadian Legislative Framework for the Declaration and Management of Infectious Diseases", Conférence annuelle de l'Association canadienne de santé publique, 15 juin 2004.

LAVIGNE Émilie

Participation à la Call Conference (Canadian Association of Law Libraries) 2005.

LEMYRE Pierre-Paul

« Problématiques juridiques des logiciels libres et ouverts : défis et solutions pour le gouvernement du Québec », Conférence sur les logiciels libres et les administrations publiques, Québec, 16 au 17 mai 2005.

LEMYRE Pierre-Paul

"Online Database for Global Regulatory Decisions", 2nd Annual Meeting of Regional Regulatory Associations, Genève, Suisse, 7 décembre 2004.

MORALES-ISASI Rosario

"International Approaches to Embryonic Stem Cell Research", Stockholm, European Union, Sixth Framework Programme, European Patent Law and Ethics, Contract No 005251, 3 mai 2005.

MORALES-ISASI Rosario

"A Human Rights Framework for Regulating PGD, A Brave New World: Where Biotechnology and Human Rights Intersect Ottawa", Canadian Biotechnology Secretariat and Justice Canada, 14 avril 2005.

MORALES-ISASI Rosario

"The interface between medically assisted reproduction and genetics: Technical, Social, Ethical and Legal Issues", Workshop organized by the European Commission, European Society of Human Genetics and the European Society of Human Reproduction and Embryology, Séville, Espagne, 31 mars - 1et avril 2005.

MORALES-ISASI Rosario

"Human Dignity and Science Policy: The United Nations Cloning Convention Experience", Human Dignity and Science Workshop, sponsored by AAS/ Université de Motnréal/Université d'Alberta, Montréal, 8-9 septembre 2004.

MORALES-ISASI Rosario

"Cloning in the Developing World", United States Congress briefing, Washington D.C., USA, 9 juillet 2004.

POULIN Daniel et Pierre-Paul LEMYRE

"The Feasibility Study for a Telecommuications Decisions Database", European Workshop on Dispute Resolution, Genève, Suisse, 31 août au 2 septembre 2004.

RÉGNIER Marie-Hélène

« GenConsult : une ressource en génomique pour les étudiants », Atelier Courtage en ligne : échange des données de recherche en santé sur internet. Montréal, 13 avril 2005.

RIOUX Marc

« Droit et réforme de l'action publique : l'exemple du système de santé québécois », Séminaire des étudiants du CRDP, 9 février 2005.

RIOUX Marc

« La mise en forme étatique et juridique d'une innovation sociale : de la formulation à l'implantation de la réforme des GMF », colloque L'implantation des premiers groupes de médecine familiale : regards et perspectives sur le processus de réforme des soins primaires, 72° Congrès de l'ACFAS, UQAM, 11 mai 2004.

RIOUX Marc

« Entreprendre la réforme des soins primaires au Québec : l'implantation des groupes de médecine de famille (2000-2003) », colloque Les réformes, le droit, la gouvernance, CRDP, Université de Montréal, 7-8 mai 2004.



SALLÉE Clémentine

"Population Genomics: Covering Large Scale Endeavors", European Human Genetics Conference 2005, Praque, 7-10 mai 2005.

SALLÉE Clémentine (coord.), Emmanuelle LÉVESQUE et Marie-Hélène RÉGNIER

« La bioéthique en bioinformatique », Atelier de travail en collaboration avec le réseau Bioneq, Montréal, 8 avril 2005.

SALLÉE Clémentine

"Pushing Back the Boundaries of the Genome: The International Challenge of the P3G Consortium", International ELSAGEN Conference on the Ethical, Legal and Social Aspects of Human Genetic Databases, held jointly with the 18th European Conference on Philosophy of Medicine and Health Care, Reykjavik, Iceland, 25-28 août 2004.

SATOLA David et Pierre Paul LEMYRE

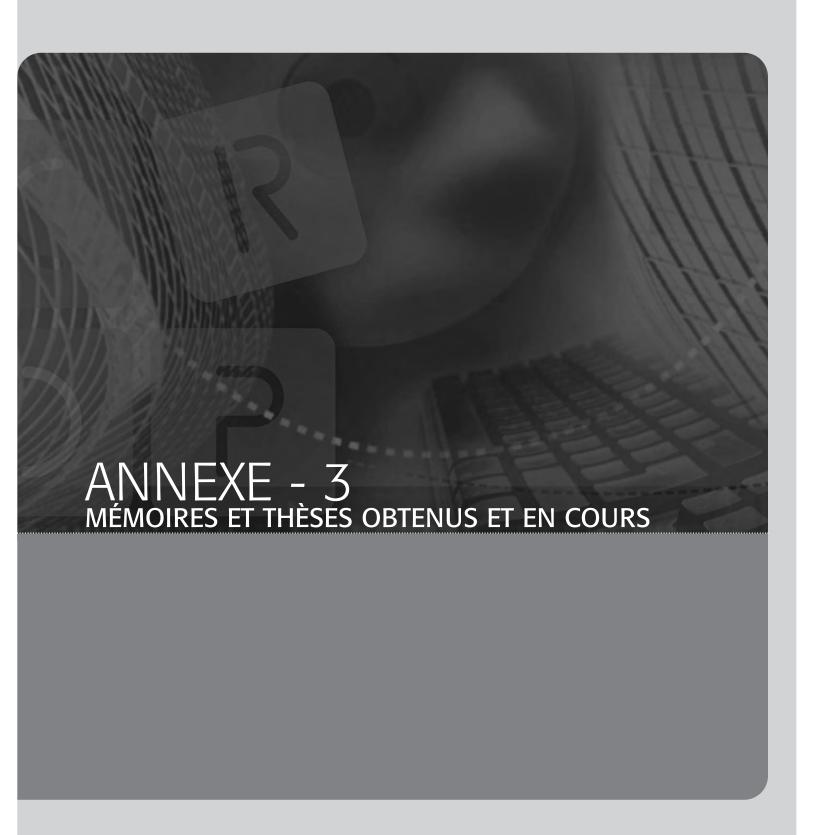
"Interchange of Ideas, Experience and Precedents for Better, Faster and More Cost-Effective Dispute Resolution", Global Symposium for Regulators, Genève, Suisse, 8-10 décembre 2004.

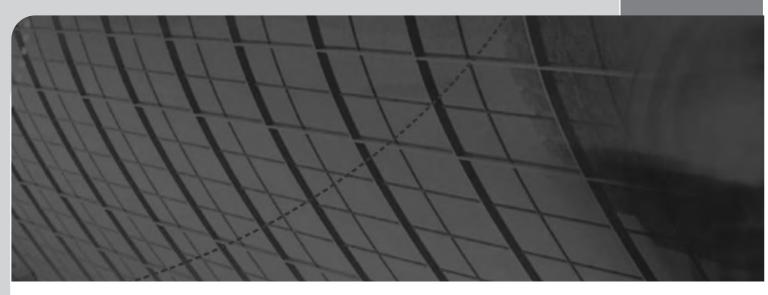
SEFFAR Karim

« Panorama de la virtualité », séminaire État de droit et virtualité organisé par la Chaire L.R Wilson sur le droit des nouvelles technologies et du commerce électronique, CRDP, Université de Montréal, 4 février 2005.

VERMEYS Nicholas

« La prestation de moteurs de recherche et la fourniture d'hyperliens en droit québécois », séminaire Les lois de la société numérique : responsables et responsabilités, 7 octobre 2004.





CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC



ANNEXE - 3 MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS

Post-doctorats 5
Doctorats obtenus 7
Doctorats en cours 37
Maîtrises obtenues 20
Maîtrises en cours 50

POST-DOCTORATS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
BASALAMAH Salah \$ Regroupement Droit et changements UdeM/McGill	La figure du traducteur dans la formation des perception du droit dans les relations Islam/Occident	Kasirer N. Noreau P. (co-dir.)	2005.01
BOUFFARD Chantal \$ FRSQ	Impacts des services de génétique sur les représentations, les processus décisionnels et l'appli- cation des principes bioéthiques	Knoppers B.M.	2002.04- 2004.12
GENTELET Karine \$ CRDP	La reconnaissance constitutionnelle des droits politiques des groupes autochtones au Canada	Rocher G.	2004.09
NÈGRE Céline \$ Bourse Lavoisier	Les mécanismes de suivi des conventions multilatérales relatives à la protection de l'environnement global	Trudeau H.	2004.01
PARADELLE Murielle \$ VRQ	La socialisation juridique des populations Inuits dans le grand Nord québécois	Lajoie A.	2004

DOCTORATS OBTENUS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
AZZARIA Georges	Les éléments normatifs des politiques culturelles québécoises depuis 1961	Rocher G.	1999.01	2004.10
GERVAIS Marie-Claude	Conjoncture et historicité de l'accession de la norme à sa juridicité: les droits linguistiques au Canada	Lajoie A.	1997.06	2005.11
LANGELIER Richard	La dialectique des rapports de la liberté d'expression et de l'administration de la justice	Trudel P.	2002.06	2004.07
LANGLOIS Claudine	Les mesures de rechange et le système pénal: Opinions des acteurs pénaux, jeux et enjeux	Noreau P.(co-dir.) Lemire G.	1996.09	2005.08
LECLERC Normand	La monnaie en droit : nature d'une abstraction outre fondée.	Mackaay E.	1999.01	2005
LEMAY Violaine \$ CRSH/Fonds de l'Institut univ. sur les jeunes en difficulté	Essai dialectique et logique sur la dualité dans la catégoricité juridique et sur l'abstraction d'hérédité monétaire	Rocher G.	1998.01	2005.02
TREMBLAY Geneviève	Le cadre juridique de réglemen- tation de la télémédecine	Molinari P.	1999.01	2005

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
BERGADA Cécile \$ Bourse Alan B. Gold	La notion de groupe dans les traditions constitutionnelles cana- dienne et française	Lajoie A. Rousseau D. (co-dir.) MONTPELLIER	2001.09
BERGERON Philippe	Le droit des licenciements collectifs au Québec: Une étude d'effectivité	Rocher G. (co-dir.) Coutu M.	2004.09
BOUTIN- GANACHE Isabelle \$ IIREB/Fac. méd./ CREUM/FCAR	Perspectives de chercheurs en génomique du Québec	Knoppers B.M. Doucet H. (co-dir.)	2002.09
BERNARDI Marie-Josée	Commerce international des tissus du corps humain	Knoppers B.M.	1994
BUONO Elvio	La liberté académique et les normes régissant la recherche universitaire	Rocher G.(co-dir.) Trudel P.	1997.01
CARDINAL Éric	Le concept de couronne en droit canadien	Lajoie A.	1999.09
DION Lucie	L'impact de la virtualité sur le développement du droit	Trudel P.	2002.09
DUASO CALES Rosario \$ CREUM	L'application du principe de finalité à l'égard de la protection des renseignements personnels dans le contexte de l'environ- nement en réseau de l'administration électronique	Trudel P. Bourcier D. (Paris II)	2003.09
FORTIN Sabrina	La génomique comme un bien public : bases théoriques pour un cadre éthique international	Knoppers B.M.	2004.09
GÉLINEAU Éric	Le poids des valeurs et des intérêts dans les jugements de la Cour suprême relatifs aux droits ancestraux et issus de traités	Lajoie A.	1997.01
GENDREAU Caroline \$ CCEAE	L'influence du droit sur les sujets de droit et les effets des pra- tiques professionnelles des intermédiaires du droit dans le con- texte du divorce. Étude socio-juridique comparée dans une perspective wébérienne	Noreau P. Rocher G.	1995.09
GIRARD Lucie	Psychothérapie et émancipation sociale : une exploration méta-théorique	Rocher G.	1987.01
GIRARD Marie-Amélie	La réception des documents informatiques dans les systèmes probatoires français et québécois	Poulin D. Jacquot F.	2001
HÉROUX Louis-Christian	La deuxième modernité : l'évolution de la norme sociale et du droit en matière conjugale et familiale au Québec, un change- ment de paradigme	Noreau P.	2004.09
HOULE Sylvie	Éthique de l'application de la recherche en génétique humaine amélioratrice de l'approche classique à l'approche linéaire	Godard B.	2004.01
KERLINE Joseph \$ FICSUM/UdeM	La quête d'une égalité effective pour les femmes africaines aux niveaux national et régional : le cas de la Sierra Leone	Rocher G. (En correction)	2001.01
LABBÉ Éric	Les équilibres juridiques à l'épreuve de la contrainte technique - Conflits et défis normatifs de la société de l'information	Trudel P.	2000.01
LAFRENIÈRE Darquise	Prise de décision, acteurs sociaux et politiques publiques relatives aux technologies génétiques	De Lamberterie I. (CECOJI-CNRS) Godard B.	2004.01
LAPIERRE Jean-Marcel	L'autonomie du droit québécois du travail et la mise en œuvre de la norme d'égalité dans les milieux de travail syndiqués	Rocher G. Vallée G. (co-dir.)	1995.01

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
LENFANT Juliette \$ Consultat de France/ Fac. droit/CRDP	Le droit voisin des radiodiffuseurs : droit international et droit comparé	Gendreau Y. (co-dir.) Lucas A. (Nantes) Mackaay E.	2003.09
MASSON Antoine \$	Le droit : un instrument stratégique pour les entreprises	Magnier V. (U.Amiens)	2004
MORIN Christine Chambre des notaires du Québec/ Bourse L P Taschereau	L'émergence des limites à la liberté de tester en droit québé- cois: étude socio-juridique de la production du droit	Noreau P.(co-dir.) Roy A.	2002.09
MOYSE Pierre Emmanuel \$ CRSH	Essai sur le droit de distribution en droit d'auteur	Gendreau Y.	1998
NORMANDIN Mario	Les représentations de la délibération gouvernementale dans le discours judiciaire relatif à l'article premier de la charte	Lajoie A.	2001.09
PAQUETTE Jean	Les comités d'entreprise : état du droit et opportunité de légiférer	Rocher G. Veilleux D.	1994.09
PETIT Élodie \$ Fac. de droit/CRDP	Le principe juridique de dignité humaine à l'épreuve des tech- nologies de reproduction	Tzitzis S. (dir.) PARIS II Knoppers B.M. (co-dir.)	2001.09
POCHET Nicolas \$ Fac. de droit/CRDP	La diffusion commerciale des images spatiales	Trudel P.	2000.09
RIOUX Marc	La bioéthique américaine et ses fondements : analyse socio- historique de l'émergence de l'éthique de la recherche sur des sujets humains	Rocher G.	1999.01
RUSCITO Paola	L'impact des facteurs socioculturels sur le droit de l'enfant à l'é- ducation élémentaire	Lajoie A. Rocher G.	1999.09
SEFFAR Karim	La régulation alternative du commerce électronique	Benyekhlef K	2003.09
ST-LAURENT Thérèse	Les médecins chercheurs et la recherche clinique impliquant des enfants en soins palliatifs : Enjeux éthiques	Knoppers B.M.	2002.09
VAILLANT Jeanne-D'arc	L'État et la citoyennet échez Élias, Marshall et Polanyi	Rocher G.	1998
VALOIS Martine	L'évolution historique de la fonction judiciaire dans l'organisa- tion institutionnelle de l'État et son influence sur le concept d'indépendance judiciaire	Frémont J.	2000.09
VERMEYS Nicolas	Sécurité informatique et sécurité juridique : l'inéquation d'une équivalence fonctionnelle et son impact sur la responsabilité civile	Trudel. P. (co.dir.) I. de Lamberterie, Univ. Poitiers	2003.09
VÉZINA Christine	Impact des programmes de promotion et de défense des droits de la personne sur la prévention du VIH-sida : problème d'effectivité et internormativité	Benyekhlef K.	2004.09
WILNER Cayo	Anthropologie théologique et le clonage humain reproductif	Godard B. (co.dir.) Couture D.	2004.01
WOO Grace	The Judicial Role in Democratic Decolonization	Noreau P. (co-dir.) Ledair J	2000.02

MAÎTRISES OBTENUES

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
AMOR Samia	La médiation familiale : entre jeux et enjeux	Noreau P. Rocher G.(co-dir.)	2002.01	2005.11
BAL Aminata	Quelques réflexions sur les normes non éta- tiques et le commerce international	Benyekhlef K.	2003.09	2005.05
BEAULIEU Marie-Hélène	Étude de droit comparé canadien, américain et européen : « On ou off the record » - la pro- tection des sources dans le milieu journalis- tique	Trudel P.	2003.09	2005-05
BOUCRATIE Nathalie	Tests de dépistage génétique en milieux de travail	Knoppers B.M. Godard B	2002.09	2004.07
BOURASSA FORCIER Mélanie	Analyse des agissements juridiques de la poli- tique canadienne en matière de brevets quant à son objectif d'équilibre entre la promotion des intérêts de l'industrie	Molinari P.	2001.01	2004.10
CLAPROOD Sonia	La sécurité des xénogreffons : une normativité à bâtir	Leroux T.	2000	2004
CÔTÉ Hubert	Les nouvelles normatives amenées par la société de l'information : le pluralisme juridique au cœur de l'internet	Rocher G.	2002.09	2004.10
DROUIN Véronique	L'utilisation des cellules souches embryonnaires à des fins thérapeutiques	Leroux T.	2000	2004
FECTEAU Claudine	La confidentialité des résultats des tests géné- tiques: les droits des membres de la famille et les obligations des professionnels de la santé - Une étude comparée Québec / France	Knoppers B.M.	2000.09	2005.02
GAGNON Jacinthe	Les enjeux éthiques soulevés par la pharma- cogénomique revisités à la lumière de la responsabilité professionnelle telle qu'envis- agée par Paul Ricoeur	Godard B.	2003.09	2004.12
GIROUD Clémentine	Enjeux éthiques et juridiques des registres médicaux	Knoppers B.M. Godard B.	2001.09	2004.06
JEAN Louis-Philippe	Droit d'auteur ou brevet; quelle est la meilleure protection des logiciels? Une étude comparée du droit canadien et du droit européen (LL.M. Techno. de l'info.)	Trudel P.	2000-09	2004.03
LAVALLÉE Stéphanie	L'effritement du consentement au profit d'une meilleure justice distributrice de la recherche biomédicale avec des sujets humains : une étude comparative en situation d'urgence	Knoppers B.M.	2001.09	2004.08
JOLY Yann \$ Prix HUGO	Biotechnologies et brevets : le cas de la pharmacogénomique	Knoppers B.M.	2002.09	2005.04
LEVESQUE Emmanuelle	L'emploi, la discrimination et la génétique : une analyse constitutionnelle	Knoppers B.M.	2003.09	2005.02
MARQUIS Sarah	Portée et limites de l'encadrement juridique de la xénotransplantation. Étude de droit comparé.	Leroux T.	2001	2004

MAÎTRISES OBTENUES

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
MONARDES Carolina	Pour une démocratisation des prises de décisions en matière environnementale : une étude de cas sur les OGM	Leroux T.	1998	2005
PERSICO Nancy	Incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation	Leroux T.	1999.09	2004
SÉNÉCAL Karine \$ Bourse Stitching	La légitimité d'une éventuelle application restreinte de la thérapie germinale humaine.	Knoppers B.M. Avard D.	2002.09	2005.02
TOUSSAINT Marie- Hélène	Les aspects juridiques et éthiques Internet et la liberté d'expression : l'exemple des critiques dirigées contre les oligopoles	Trudel P.	2002.09	2004

MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
ASPAROUHAAVA Elena	L'usage thérapeutique de la marijuana en Occident	Leroux T.	2004.09
BARRÈRE Graciela	La santé et le droit de l'immigration, une perspective comparative du Canada et de la France	Knoppers B.M.	2004.09
BÉDARD Karine	Les consultations publiques en génétique : le point de vue des communautés culturelles	Godard B.	2003.09
BÉLANGER-SIMARD Émilie	La publicité des médicaments d'ordonnance au Canada	Leroux T.	2002.09
BENOIT Stéphanie	Encadrement juridique de la mise en marché des produits médicaux issus du génie tissulaire	Knoppers B.M.	2003.09
BERNHEIN Emmanuelle	Le juge et l'expert psychiatre: trois modèles relationnels	Noreau P.	2005.01
BONTEMPS David	Le caractère privé du courriel : Face aux lois anti-terroristes	Rocher G. Trudel P. (co-dir.)	2002.09
BROUILLARD Julie	La dispensation des services de santé au Québec : analyse des aspects éthiques dans deux quotidiens montréalais	Godard B.	2005.01
CHARRON Nicolas	Analyse économique des législations protégeant les stakeholders	Mackaay E. Rousseau S.	2004.01
CHOUERI Rabih \$	La loi applicable au fond concernant les Noms de Domaine	Benyekhlef K.	2004.09
CÔTÉ André Joly	Logiciel de traduction automatique : problématique, limites et prospectives	Trudel P.	2003.09
COUSINEAU Julie \$ FES	Le diagnostic préimplantatoire : une problématique au cœur du droit	Leroux T. Godard B.(co-dir.)	2003.01
COUTURE Vincent	Le clonage et les technologies de reproduction, l'enfant comme projet aux frontières de la morale et du possible	Godard B.	2004.01
COUTURE-MÉNARD Marie-Ève	Le chevauchement des normes de contrôles, une entrave à la protection de la population et de l'environnement dans le cas du saumon transgénique	Leroux T.	2004.09

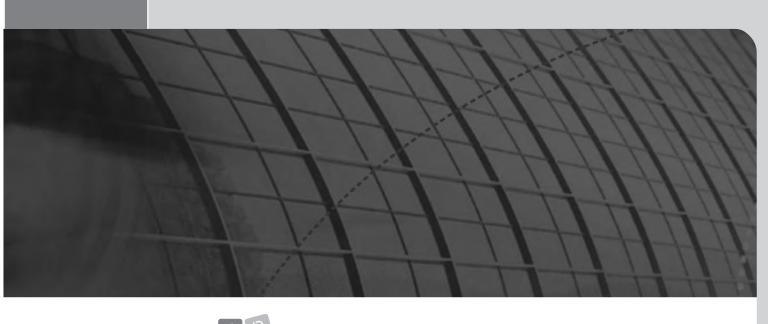
MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
CREUSAT Benjamin	La reconnaissance d'un véritable droit des appellations d'origine dans le droit international	Gendreau Y.	2003.11
DALLAIRE Julie	Titre à venir	Knoppers B.M.	2002.09
DELFOSSE Cyril	Webradios et droits d'auteur liés à la transmission d'œuvres cinématographiques par internet au Canada	Mackaay E. Trudel P.	2001.01
DELVA Lorraine	Questionnements éthiques et juridiques relatifs au diagnostic pré-implantatoire, dans une optique de droit comparé	Knoppers B.M.	2000.09
DUCHESNE Geneviève \$ FES	Le statut juridique des normes alternatives	Benyekhlef K.	2004.01
DUFOUR Charles	Les questions constitutionnelles auxquelles les télécommunica- teurs devront faire face à l'ère Internet	Benyekhlef K.	2002.09
DUFOUR Marie-Josée	Analyse comparative des règles et des normes internationales disponibles en matière de tests et d'essais en pharmacogénétique	Godard B.	2005.01
DULUDE Annie	Le dopage génétique chez l'athlète: enjeux éthiques et juridiques	Knoppers B.M.	2004.09
DUPOY Dominic	Aspects de droit d'auteur liés à la transmission d'œuvres cinématographiques par internet au Canada	Trudel P.	2001.09
ÉGALITÉ Nathalie	La recherche en pharmacogénomique impliquant les popula- tions raciales et ethniques: une analyse des intérêts et valeurs	Godard B.	2005.01
EL KHOURY Pierre	Le 'fair dealing' et le 'fair use' : étude de droit comparé	Gendreau Y.	2003.01
ÉMOND Karine	Le médecin a-t-il l'obligation de divulguer sa condition reliée à une maladie infectieuse autrement que selon les mécanismes prévus	Knoppers B.M.	2003.09
FORTIER Caroline	Cybersurveillance sur les lieux de travail : droit comparé Canada- France	Benyekhlef K	2005
GINGRAS Francis	La titularité des brevets dans le milieu universitaire québécois	Gendreau Y.	2003.01
HOUDE Jean-Christophe	Le médecin et l'obligation de soulager la douleur	Rocher G.	1997.09
JOLICOEUR Pénélope	Conséquences d'une redéfinition du concept de vie privée sur l'environnement informationnel propre aux étudiants fréquentant une institution d'enseignement supérieur	Poulin D.	2003.08
KHOUZAM Rémy	Comment la crainte de sous protection engendra la catastrophe de la surprotection: Le droit d'auteur à l'ère numérique	Benyekhlef K.	2002.01
LALONDE Jean-Sébastien	Étude de l'émergence des codes de conduite des entreprises transnationales	Coutu M. Rocher G.	2001.09
LAOUARI Jeremy	La brevetabilité des logiciels	Gendreau Y.	2004.09
LARROQUE Grégory	La concurrence dans le contexte de l'Internet	Benyekhlef K.	2003.09
LEBLANC Violette	Analyse économique du contrat incomplet	Mackaay E.	2002.09
LEDUC Jean-François	Optimiser la négociation et la rédaction de la compensation financière de contrats de licence en Amérique	Trudel P. Bruneau D.	2004.01

MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJECT	DIRECTEUR/CO-DIR.	DATE D'ADMISSION
LEVESQUE Lise	Les enjeux éthiques de la nutrigénomique et de la pharma- cogénomique appliquées à la prévention de l'obésité en ter- mes de justice distributive	Godard B.	2004.09
MARTEL Marie-Ève	La banque nationale de données génétiques	Benyekhlef K.	2005
MARTIN Annabelle	Enjeux éthiques dans le cadre de recherches médicales sur des sujets humains camerounais atteints du sida	Ryoa C. (dir.) Godard B. (co-dir.)	2005.01
METODIEV Ivan	Cellules souches embryonnaires et droit comparé : Le clonage thérapeutique	KNOPPERS B.M.	2005.03
NUCCIARONE Giovanni	Acquiring the Necessary Rights to Produce a Motion Picture Film : A Canadian - US Comparison	Gendreau Y.	2003.09
PARÉ Éric	La demi-vie des jugements	Poulin D.	2003.09
PHANEUF André	La pratique de la dentisterie basée sur le système commercial	Godard B.	2004.01
PILON Louise	Profil et analyse des besoins des résidents d'une ressource spécialisée en VIH/SIDA à partir du point de vue des intervenants	Godard B.	2002.09 Dépôt mémoire 2005.11
PRIEUR Pierre-Yves	La responsabilité civile des comités d'éthique de la recherche	Molinari P.	2003.09
RIVARD-ROYER Maude	Le droit de l'enfant, les tests de paternité et le droit civil québécois	Knoppers B.M.	2003.09
ROY Véronyque	La qualification juridique de la mise en scène	Gendreau Y.	2001.01
ST-MARTIN Frédéric	The right to health, access to essential medicines, and the use of public health safeguards in the World Trade Organization	Knoppers B.M.	2001.09
TAGODOE Amavi	Diffusion du droit et Internet en Afrique de l'Ouest	Poulin D.	2002.09
TASSÉ Anne-Marie	Évaluation éthique des normes relatives aux services de laboratoires génétiques	Godard B.	2005.01









ANNEXE - 4 ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES

(TOTAL	62	
	Activités organisées par ou avec la participation des chercheurs réguliers du CRDP	10	
	Séminaires étudiants du CRDP	6	
	Séminaires « Gouvernance et diversité du droit »	8	
	Activités organisées par la chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique	10	
	Activités organisées par la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine	7	
	Activités organisées par l'Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB)	14	
	Conférences scientifiques « Dans le regard de l'autre »	7	

CYCLE DE CONFÉRENCES CONJOINT CRDP FACULTÉ DE DROIT 2004-2005 DANS LE REGARD DE L'AUTRE

21 septembre 2004	Paul AMSELEK PROFESSEUR, DROIT PUBLIC UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS (PARIS II)	Le paradigme positiviste de la dogmatique juridique
19 octobre 2004	Étienne LEROY PROFESSEUR D'ANTHROPOLOGIE DU DROIT UNIVERSITÉ PARIS 1	Droit et Anthropologie : un concubinage notoire mais pas de mariage en vue
23 novembre 2004	Guy ROCHER PROFESSEUR, CRDP	Le « regard oblique » du sociologue sur le droit
18 janvier 2005	Jean LECA PROFESSEUR INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS	Épistémologie et idéologie d'une formule canonique : « La paix par le droit » : comment prendre au sérieux « la législation des relations internationales »
25 janvier 2005	Michael TREBILCOCK PROFESSEUR, Chair in Law and Economics FACULTÉ DE DROIT UNIVERSITÉ DE TORONTO	Lessons and Limitations of Law and Economics
22 février 2005	Jean-Marie FECTEAU PROFESSEUR, DÉPARTEMENT D'HISTOIRE UQAM	Savoir historique et mutations normatives : les défis d'une nécessaire convergence entre droit et histoire
12 avril 2005	Pierre NOËL PROFESSEUR FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET PHILOSOPHIE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	L'interdisciplinarité en droit : l'incursion du droit des religions

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN ETHIQUE BIOMEDICALE (IIREB) 2004-2005

RESPONSABLE: Marie-Angèle Grimaud

SÉMINAIRE D'EXPERT

13 et 14 décembre 2004

Quatrième séminaire d'expert de l'IIREB portant sur : Éthique de la recherche et santé publique

COLLOQUES

7 et 8 octobre 2004

Colloque international : Allocations de ressources : enjeux, perspectives et choix éthiques et bioéthique UQAM, Montréal, Québec Ce colloque a été organisé avec d'autres institutions dans le cadre des 17 entre Entretiens du Centre Jacques Cartier

22 octobre 2003

Colloque: Éthique et génétique : nouveaux défis Hôtel Delta, Québec

TABLE-RONDE

21 octobre 2004

En partenariat avec les Belles soirées de l'Université de Montréal, l'IIREB a organisé une grande conférence intitulée : Suis-je le gardien de mon frère ? Le partage des informations médicales avec les proches : de la théorie aux pratiques.

CONFÉRENCES

EN COLLABORATION AVEC LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DROIT ET MÉDECINE

13 septembre 2004

Grégory BÉNICHOU, Professeur à l'École supérieure de sciences économiques et commerciales (ESSEC) Co-titulaire de la chaire ESSEC-AVENTIS Éthique et Biotechnologies, Paris, France La génomique et l'industrie des biotechnologies Centre de Formation Pratique (Tribunal école) local B - 2202-7, Université de Montréal

4 octobre 2004

Yves MILLETTE, Vice-président, Affaires québécoises, Association canadienne d'assurances de personnes. La génomique et la vie socioéconomique : assurance et emploi Faculté de droit, Université de Montréal

20 octobre 2004

Christian HERVÉ, Professeur, Paris, co-directeur de l'IIREB. La génomique et la santé publique : quel public? Faculté de droit, Université de Montréal

3 novembre 2004

Renaldo Battista, Directeur du département d'administration de la santé de la faculté de médecine

La génomique évaluation et services de santé Faculté de droit, Université de Montréal

19 janvier 2005

Hubert DOUCET, Professeur, Programme de bioéthique, Université de Montréal et co-ordonnateur de l'axe 1 de l'IIREB au Québec.

La génomique et le citoyen Faculté de droit, Université de Montréal

16 février 2005

Michèle S. JEAN, Présidente du comité international de bioéthique de l'UNESCO *La génomique et l'éthique internationale* Faculté de droit, Université de Montréal

16 mars 2005

Henri MBULU

La génomique : bilan et perspectives Faculté de droit, Université de Montréal

CONFÉRENCES

EN COLLABORATION AVEC LE SERVICE DE MÉDECINE GÉNIQUE DU CHUM

17 septembre 2004

Dr Guy POIRIER

Étude du cancer ovarien par approche protéomique Salle des séminaires, Pavillon Masson- Hôtel Dieu

26 novembre 2004

Dr Tom HUDSON du Centre d'innovation de Génome Québec (membre de l'axe 2 génétique de l'IIREB) La carte HapMap et ses applications aux maladies complexes Salle des séminaires, Pavillon Masson-Hôtel Dieu

10 décembre 2004

Dr Vazken M. DER KALOUSTIAN (membre de l'axe 2 génétique de l'IIREB) *Génodermatoses* Salle des séminaires, Pavillon Masson- Hôtel Dieu

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DROIT ET MÉDECINE (CRCDM) (EN COLLABORATION AVEC L'IIREB) 2004-2005

TITULAIRE: Bartha Maria Knoppers

CONFÉRENCES

13 septembre 2004

Grégory BÉNICHOU, Professeur, École supérieure de sciences économiques et commerciales (ESSEC) Co-titulaire de la chaire ESSEC-AVENTIS Éthique et Biotechnologies, Paris, France

La génomique et l'industrie des biotechnologies Centre de Formation Pratique, Université de Montréal

4 octobre 2004

Yves MILLETTE, Vice-président, Affaires québécoises, Association canadienne d'assurances de personnes La génomique et la vie socioéconomique : assurance et emploi Faculté de droit, Université de Montréal

20 octobre 2004

Christian HERVÉ, Professeur, Paris, co-directeur de l'IIREB La génomique et la santé publique : quel public? Faculté de droit, Université de Montréal

3 novembre 2004

Renaldo BATTISTA, Directeur du département d'administration de la santé de la faculté de médecine La génomique évaluation et services de santé Faculté de droit, Université de Montréal

19 janvier 2005

Hubert DOUCET, professeur, Programme de bioéthique, Université de Montréal et co-ordonnateur de l'axe 1 de l'IIREB au Québec. La génomique et le citoyen
Faculté de droit. Université de Montréal

16 février 2005

Michèle S. JEAN, Présidente du Comité international de bioéthique de l'UNESCO **Titre de la conférence** : *La génomique et l'éthique internationale* Faculté de droit, Université de Montréal

16 mars 2005

Henri MBULU

La génomique : bilan et perspectivesn Faculté de droit, Université de Montréal

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR LA CHAIRE L.R. WILSON SUR LE DROIT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DU COMMERCE ELECTRONIQUE

TITULAIRE: Pierre TRUDEL

9 septembre 2004

Conférence organisée en collaboration avec le CRDP et le CÉRIUM Yves POULLET, Doyen de la Faculté de droit, Université Notre-Dame-de-la-Paix, Namur, Belgique et Fondateur du Centre de recherche informatique et droit (CRID)

L'e-gouvernement et vie privée
Faculté de droit, Université de Montréal

15 septembre 2004

Conférence organisée en collaboration avec le CRDP et le CÉRIUM Bertrand DUMARAIS, Maître des requêtes, Conseil d'État, Raporteur général ajoint, Section du Raport et des Études, France La problématmique européenne de libéralisation des grands services collectifs: une analyse juridique et économique Faculté de droit, Université de Montréal

7 octobre 2004

En collaboration avec le CECOJI, dans le cadre du Programme international de coopération scientifique (PICS), la Chaire L.R.» Wilson a tenu un séminaire sur *Les lois de la société numérique: responsables et responsabilités* et a procédé au lancement officiel du site Guide des droits sur Internet Faculté de droit, Université de Montréal

12 novembre 2004

Débat-midi intitulé: régulation des médias électroniques, droit du public à l'information et censure: le droit de dire ou l'obligation de se taire?, animé par Anne-Marie DUSSAULT, journaliste et présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (F.P.J.Q.). Les invités suivants sont intervenus: Guy BERTRAND, Procureur de CHOI-FM devant la Cour d'appel fédérale. Pierre TRUDEL, Titulaire de la Chaire L.R. Wilson et professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal Guy GIROUX, Professeur et éthicien, Université du Québec à Rimouski Richard E. LANGELIER, Agent de recherche, CRDP, Université de Montréal Faculté de droit, Université de Montréal

14 janvier 2005

Séminaire tenu à Paris dans le cadre du Programme international de coopération scientifique (PICS)

Les lois de la société numérique : Vie privée - risques et précautions?

2 février 2005

Les mercredis des affaires électroniques »

Conférence organisée par la direction du programme de maîtrise en commerce électronique, en association avec la Chaire L.R. Wilson Dominique BABIN, Avocate spécialiste en commerce électronique chez Stikeman Elliott

Les licences informatiques: marché Canada / États-Unis

4 février 2005

État de droit et virtualité

Séminaire mené par Pierre TRUDEL avec Karim SÉFAR et Lucie DION, Doctorants; et Pierre NOREAU, Directeur du CRDP qui ont présenté des exposés visant à tracer un premier panorama des dimensions multiples concernées par cette thématique. Faculté de droit, Université de Montréal

22 mars 2005

État de droit et virtualité 2° séminaire Karim BENYEKHLEF La souveraineté virtuelle

23 mars 2005

Les mercredis des affaires électroniques
Michael GEIST, Directeur de la Chaire de recherche du Canada en
droit d'internet et du commerce électronique à l'Université d'Ottawa
Canada's Choice : Copyright, Culture, and Internet
Conférence organisée par la direction du programme de maîtrise en
commerce électronique, en collaboration avec la Chaire L.R. Wilson

4 avril 2005

Les Entretiens de la Chaire L.R. Wilson sur le gouvernement en ligne Denyse ROUSSEL, Gouvernement du Québec Le modèle de pratiques de protection des renseignements personnels dans le contexte du développement des systèmes d'information par les organismes publics

SÉMINAIRES GOUVERNANCE ET DIVERSITÉ DU DROIT

RESPONSABLE: Pierre Noreau

4 octobre 2004

Rod MACDONALD, Conférencier Identité, diversité, immigration et pluralisme Faculté de droit, Université de Montréal

18 octobre 2004

Pierre NOREAU, Conférencier Rapport au fait religieux et profils normatifs Faculté de droit, Université McGill

15 novembre 2004

Kirsten ANKER, Conférencière The Truth in Painting: Cultural artifactsas proof of Native title in Australia Faculté de droit, Université de Montréal

13 décembre 2004

Richard JANDA, Conférencier État et diversité Faculté de droit, Université McGill

7 février 2005

Konstantia KOUTOUKI, Conférencière Les connaissances traditionnelles Autochtones Faculté de droit, Université de Montréal

14 mars 2005

Pascale FOURNIER, Conférencière
The Adjudication of Otherness in Constitutional Liberal
States - A Critique of the (Multi) Cultural Encounter in
the Enforcement of Mahr
Faculté de droit, Université McGill

4 avril 2005

Karine BATES, Conférencière Women's Property Rights and Access to Justice in India : A Socio-Legal Ethnography of Widowhood and Inheritance Practices in Maharashtra Faculté de droit, Université de Montréal

18 avril 2005

Andrée LAJOIE, Conférencière Conceptions autochtones des droits ancestraux Faculté de droit, Université McGill

SÉMINAIRES ÉTUDIANTS 2004-2005

RESPONSABLE: Pierre Noreau

28 septembre 2004	« Droit international de l'environnement »	Céline NEGRE
2 novembre 2004	« L'enchâssement constitutionnel des droits politiques autochtones ou comment la Sociologie mène au droit »	Karine GENTELET
16 décembre 2004	« La vie privée et le commerce électronique »	Cynthia CHASSIGNEUX
9 février 2005	« Droit et réforme de l'action publique : l'exemple du système de santé québécois »	Marc RIOUX
16 mars 2005	« Pour une démocratisation des prises de décisions en matière environnementale : une étude de cas sur les OGM »	Carolina MONARDES
21 avril 2005	« L'émergence de la justification des atteintes aux droits fondamentaux »	Mario NORMANDIN

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR OU AVEC LA PARTICIPATION DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP

Automne 2004 - hiver 2005

RESPONSABLE : Pierre NOREAU

Séminaires *Gouvernance et diversité*, organisés en collaboration avec la Faculté de droit de McGill.

7-8 octobre 2004

CO-ORGANISATRICES : **Bartha Maria KNOPPERS et Denise AVARD** Conférence *Oncogénétique : réalisations et défis, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier.*

7-8 octobre 2004

ORGANISATRICE: Bartha Maria KNOPPERS

Conférence Allocation des ressources en santé : enjeux, perspectives, choix éthiques et bioéthiques, Montréal.

21-23 octobre 2004

RESPONSABLES: Andrée LAJOIE et Éric GÉLINEAU
Colloque international Autochtonie et gouvernance, Montréal.

9 novembre 2004

RESPONSABLE: Thérèse LEROUX

Atelier de travail sur invitation dédié au «Statut moral de l'animal», sous la présidence de Georges Chapouthier, Montréal.

2-3 décembre 2004

CO-ORGANISATRICES : **Béatrice GODARD** et Bartha Maria KNOPPERS

Symposium *La recherche en génétique et en génomique : droits et responsabilités,* Montréal.

Mars 2005

RESPONSABLE : Denise AVARD

Aatelier "e-Brokering: Increased Knowledge Brokering of Health Research Information over the Web - Workshop", Montréal.

9-10 mars 2005

RESPONSABLE : **Pierre NOREAU** (Membre du comité scientifique et président de séance)

Colloque Ruptures et continuité de la société québécoise -Trajectoires de Claude Ryan, Pavillon Roger-Gaudry, Université de Montréal.

EN PRÉPARATION

11-12-13 juillet 2005

RESPONSABLE: Ysolde GENDREAU

Congrès annuel de l'Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property (ATRIP), Montréal.

23 au 25 avril 2006

RESPONSABLE : **Pierre TRUDEL** (Membre du Comité du programme) Sixième Symposium mondial de l'Union internationale des éditeurs sur le droit d'auteur, qui se tiendra à Montréal.

LEX ELECTRONICA, REVUE DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Vol 9, n°2 - Numéro Spécial (Été/Summer 2004)

Anne PENNEAU, « La sécurité juridique à travers le processus de normalisation »

Éric LABBÉ, « L'efficacité technique comme critère juridique ou la manière dont les lois se technicisent »

Vincent GAUTRAIS, « Fictions et présomptions: outils juridiques d'intégration des technologies »

Isabelle DE LAMBERTERIE, « Préconstitution des preuves, présomptions et fictions »

Vincent GAUTRAIS, « Le défi de la protection de la vie privée face aux besoins de circulation de l'information personnelle »

Richard E. LANGELIER, « Prolégomènes à une recherche sur la vie privée dans une perspective historique et sociologique »

Cynthia CHASSIGNEUX, « Aterritorialité des atteintes face aux logiques territoriales de protection juridique et problème de l'absence d'homogénéité des législations protectrices (quid des safe harbor principles ?) »

Isabelle DE LAMBERTERIE, « Multiplicité des contrats électroniques »

Éric LABBÉ, « La multiplicité des normes encadrant le contrat électroniqe: l'influence de la technologie sur la production des normes »

Vol 9, n°3 - Numéro Spécial (Été/Summer 2004)

Richard E. LANGELIER, « Numérisation des dossiers de santé et protection des renseignements personnels: Impératifs techniques, intérêts économiques, considérations politiques et émergence de nouvelles normes »

Alexis COUTURIER-STEINMAN et Jean-François GEN-DRON,« Le Projet SI-RIL et l'intégration de la technologie dans le réseau de la santé au Québec »

Yann JOLY, « La pharmacogénomique: perspectives et enjeux éthico-juridiques »

Jean HERVEG et Jean-Marc VAN GYSEGHEM, « La soustraitance des données du patient au regard de la Directive 95/46 »

Henri MBULU, « De la dignité de la vie à la dignité de la personne humaine. Quelques distinctions dans le débat sur les techniques génétiques»

Dorothy C. WERTZ, Marie-Hélène RÉGNIER et Bartha Maria KNOPPERS, « La recherche sur les cellules souches dans une société pluraliste : Les conséquences du projet de loi canadien »

Patricia KOSSEIM, Martin LETENDRE et Bartha Maria KNOPPERS, « La protection de l'information génétique : une comparaison des approches normatives »

Trudo LEMMENS, Yann JOLY, Bartha Maria KNOPPERS, « Génétique et assurance vie : analyse comparative »

Daniel A. LAPRÈS, « Whales Get Beached Don't They? An Essay on the Law and Economics of Copyrights in Music »

Volume 10, Numéro 1 (Hiver/Winter 2005)

Cyril ROJINSKY et Guillaume TEISSONNIERE, « L'encadrement du commerce électronique par la loi française du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique »

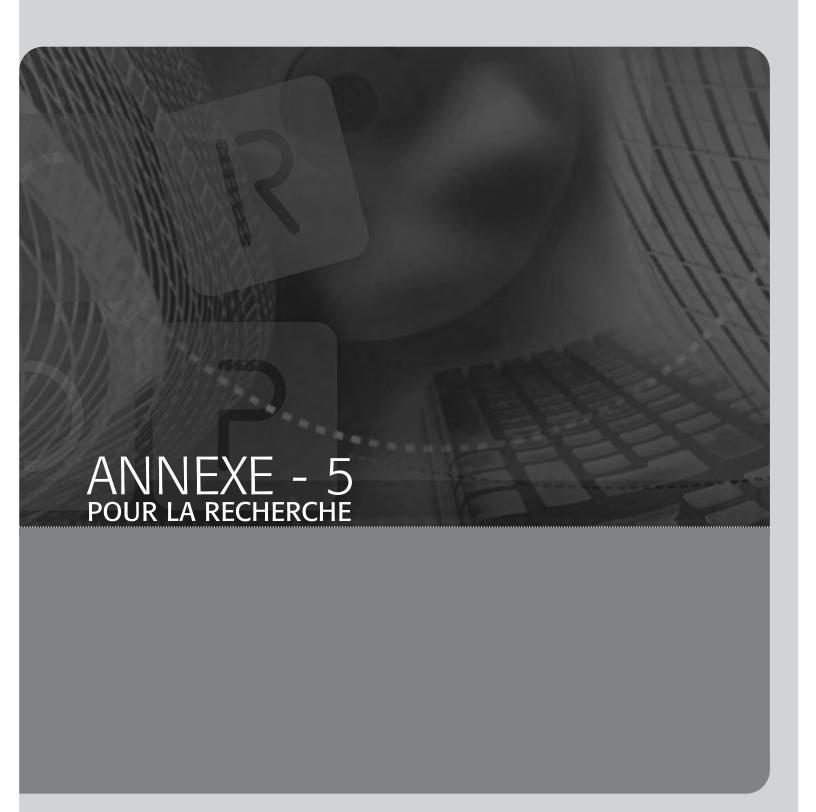
Valérie SEDALLIAN, « Responsabilité des prestataires techniques. Le droit français »

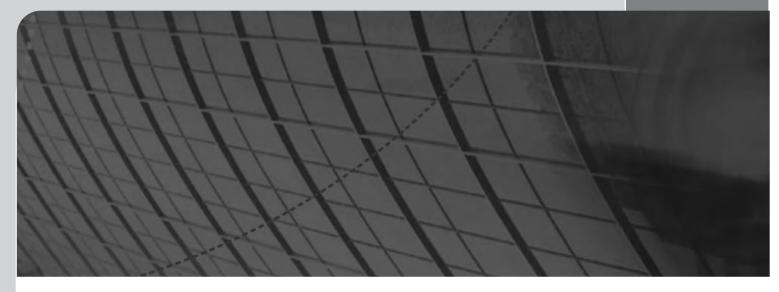
Eloïse GRATTON, « La responsabilité des prestataires techniques Internet au Québec »

Lionel THOUMYRE, « De la responsabilité arachnéenne sur Internet: quelle issue pour les tisseurs de liens en France ? » Nicolas VERMEYS, « La responsabilité civile des prestateurs de moteurs de recherche et des fournisseurs d'hyperliens en droit québécois»

Andrée LAJOIE, « Le fédéralisme canadien: science politique fiction pour l'Europe ? »

Aminata BAL, « Quelques réflexions sur l'administration électronique »









IDEES

Aller au-delà de la politique des deux sous

Un signal d'alarme pour réinvestir dans la recherche en sciences humaines et sociales, en arts et en lettres

PIERRE NOREAU

Directeur du Centre de recherche en droit public, Université de Montréal*

Ľ

avenir de la recherche est menacé au Québec dans le domaine des sciences humaines et sociales comme dans celui des arts et des lettres. Bon an mal an, l'Etat québécois verse un peu plus de 100 millions dans les recherches en sciences sociales et humaines, soit 18,7 % des sommes publiques consacrées aux différents domaines du savoir. C'est l'équivalent de

ce qu'on annonçait en appui au projet d'expansion du Mont-Tremblant, alors qu'on sabrait les budgets des organismes subventionnaires publics.

Les investissements publics en recherche sont déphasés par rapport aux besoins actuels. Alors que moins de 20 % des fonds consacrés à la recherche par l'Etat québécois sont orientés vers les sciences sociales et humaines, les arts et les lettres, ces domaines regroupent plus de la moitié des chercheurs universitaires et près des deux tiers des étudiants inscrits aux 2° et 3° cycles dans nos universités.

De même, le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), chargé d'évaluer la qualité scientifique des travaux financés dans ces secteurs, ne se voit octroyer que 26 % des fonds publics attribués aux trois organismes subvention-

naires que compte le Québec.

Or, contrairement aux sciences de la nature et de la santé, les sciences sociales et humaines, les arts et les lettres ne peuvent généralement pas compter sur le soutien du secteur privé. Cet état de fait accentue davantage la disproportion des ressources mises à la disposition des différents champs du savoir. Il s'ensuit que l'essentiel des fonds destinés aux sciences sociales et humaines, aux arts et aux lettres sont d'origine publique. Le financement de la recherche dans ces secteurs répond, en effet, à une mission essentielle de l'Etat.



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

L'État québécois doit prendre l'initiative d'un réinvestissement dans tous les secteurs de l'action publique en matière de services sociaux, de petite enfance, de réinsertion sociale des jeunes contrevenants, de conciliation travail-famille, de réforme du système électoral, d'intégration de la diversité culturelle, d'économie sociale, de politique culturelle, etc.

Une politique de deux sous

Les effets des compressions en recherche, on le comprend maintenant, sont beaucoup plus dévastateurs pour les sciences humaines et sociales que dans tous les autres champs de la connaissance. En regard des 50 milliards de dépenses prévus au budget annuel de l'Etat québécois, les investissements dans ces domaines ne représentent tout au plus que deux sous pour chaque tranche de 10 \$ engagés dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques... Faut-il commenter davantage?

Cette réalité statistique en dissimule une autre, plus difficile à chiffrer: les sciences humaines et sociales contribuent au développement de champs de connaissance qui ne produisent pas toujours de retombées financières immédiates. Les travaux qui y sont menés engendrent des bénéfices sociaux souvent difficiles à quantifier, notamment parce qu'ils sont réalisés en amont des problèmes qu'ils visent à prévenir.

On oublie trop souvent que toute politique publique repose sur des connaissances fondamentales issues de travaux menés de longue haleine par des chercheurs déterminés. C'est le cas dans pratiquement tous les secteurs de l'action publique en matière de services sociaux, de petite enfance, de réinsertion sociale des jeunes contrevenants, de conciliation travail-famille, de réforme du système électoral, d'intégration de la diversité culturelle, d'économie sociale, de politique culturelle, etc.

L'État québécois doit prendre l'initiative d'un reinvestissement dans ces domaines et la communauté scientifique attend un signal clair. Quatre arguments suffisent à justifier cet engagement.

Encourager la relève

Le premier réside dans la nécessité de lever l'hypothèque que l'insuffisance des fonds fait peser sur la relève scientifique. Déjá, au cours des années 1990, les compressions budgétaires imposées aux universités avaient provoqué d'importantes ruptures au sein de certaines cohortes de chercheurs et retardé sinon compromis le renouvellement du corps professoral.

En dépit d'une conjoncture financière difficile, des expertises en recherche se sont néanmoins dévelopées au sein des nouvelles générations, souvent au prix d'importants sacrifices personnels. Comme en témoignent les résultats des concours de l'année 2003-2004, le nombre des demandes de financement soumises au FQRSC a augmenté de manière spectaculaire.

C'est pourtant dans ce contexte de croissance de la demande que la capacité de financement du Fonds a été réduite de 7 %. En dépit d'un accroissement de 21,5 % des demandes de subvention de recherche, seulement 55 % des projets recommandés pour leur qualité scientifique ont été financés. L'ensemble de ces projets recommandés totalisaient 20,8 millions mais n'ont pu être soutenus qu'à hauteur de 7,7 millions.

L'impact des compressions est tout aussi considérable sur l'octroi des bourses d'excellence et le souten à la relève scientifique. Malgré une augmentation de 36 % des demandes aux programmes de bourses de maîtrise et de doctorat, la proportion des bourses attribuées par le FQRSC ne représentait que 18 % de celles qui avaient été recommandées, soit seulement 254 des 1409 candidatures soumises! Tout cela survient alors que le soutien financier des étudiants sous forme de bourses vient d'être coupé de 100 millions.

Parallèlement, seulement 48 % des 234 demandes présentées aux programmes d'établissement des nouveaux professeurs, chercheurs et créateurs ont été financées. Plus spécifiquement, 26 % des projets de recherche recommandés par les comités d'évaluation n'ont pu être subventionnés faute de budget, alors qu'il s'agit précisément de professeurs en début de carrière. Les montants des subventions octroyées dans ces programmes ont du reste été réduits de 35 %. Il faut inverser le mouvement et renforcer la relève en recherche.

Joindre recherche et formation

Les liens qui unissent la recherche et l'enseigne-

ment universitaires justifient également un réinvestissement. Dans nombre de disciplines, les programmes et les cours à tous les cycles se renouvellent grâce aux résultats de la recherche. Comment l'université parviendra-t-elle à maintenir et renforcer ces liens si toutes les sources de nouveautés sont constamment taries?

Par ailleurs, c'est une caractéristique des sciences sociales et humaines, des arts et des lettres de favoriser la participation des étudiants à l'élaboration et à la réalisation des projets de recherche. Leur participation contribue de manière significative à leur formation et au financement de leurs études. Un meilleur financement de la recherche garantira par conséquent la qualité de l'enseignement et de la formation universitaires.

Une question stratégique

L'absence d'investissements consequents et continus en sciences sociales et humaines compromet aussi la poursuite et le succès de la stratégie québécoise dèveloppée en matière de recherche au cours des 15 dernières années. Celle-ci vise la consolidation de regroupements, de centres de recherche, d'équipes et d'infrastructures stables dans toutes les disciplines et à la jonction de plusieurs domaines de connaissance.

Ces orientations stratégiques ont favorisé le développement d'une exceptionnelle créativité et d'un important savoir-faire en matière de recherche collecti-

Yves Gingras, Directeur du Centre

ve. Elles ont contribué à la reussite des chercheurs québécois sur le plan canadien et international. C'est pourquoi, alors que nous commençons à en récolter les fruits, il faut relancer avec détermination cette stratégie qui nous a toujours bien servis.

Une mission essentielle de l'État L'impact des Cela étant, rappelons que l'argument le

Cela étant, rappelons que l'argument le plus important en fayeur du financement public de la recherche en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres, réside dans un fait simple: il s'agit d'une fonction essentielle de l'Etat québécois. Aucun gouvernement ne doit prendre la responsabilité d'une diminution graduelle du soutien à ces secteurs de la connaissance dont il a impérativement besoin.

Dans tous ces champs du savoir, la contribution de la recherche porte cependant bien au-delà de ces considérations utilitaires. Sur une tout autre échelle, se dresse la nécessité pour chaque collectivité de revoir constamment la définition qu'elle se donne; de saisir les ressorts qui sous-tendent le changement social et rendent possible ce travail si essentiel de la société sur

elle-mème. La fonction critique de la recherche joue ici un rôle premier. «Connais-toi toi-même» n'est pas seulement le premier pas d'une démarche personnelle, c'est aussi une dimension constitutive de tout projet collectif. Elle est plus fondamentale encore pour cette société si particulière que constitue le Québec dans l'ensemble nord-américain.

Appuyé par:

compressions

est tout aussi

considérable

sur l'octroi

des bourses

d'excellence

et le soutien

à la relève

scientifique

interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie, Université du Québec à Montréal Gérard Bouchard, Directeur du Projet BALSAC, Université du Québec à Chicoutimi Guy Rocher, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal Bruno Jean, Directeur du Centre de recherche sur le développement ritorial, Université du Québec à Rimouski Yvan Rousseau et Brigitte Caulier, co-directeur et co-directrice du Centre interuniversitaire d'études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières et Université Laval Jean-Paul Brodeur, Directeur du Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal Jean Renaud, Directeur du Centre d'études ethniques des universités montréalaises, Université de Montréal Claude Lessard, Directeur du Laboratoire de recherche et d'intervention portant sur les politiques et les professions en éducation, Université de Montréal lean-Guy Belley, Directeur du Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, Université McGill Marie-Andrée Beaudet, Directrice du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises, Université Laval Maurice Tardif, Directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante, Université de Montréal Denis Harrisson, Directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales,

Université du Québec à Montréal

Nicolas Marceau, Directeur du Centre interuniversitaire sur le risque,

Université du Québec à Montréal

politiques économiques et l'emploi,

Shari Baum, Directrice du Centre de recherche sur le langage, le mental et le cerveau, Université McGill Céline Le Bourdais, Directrice du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, Université de Montréal Phil Abrami, Directeur du Centre d'études sur l'apprentissage et la performance, Université Concordia Carole Lévesque, Directrice de DIALOG. le réseau québécois d'échange sur les questions autochtones, Institut national de la recherche scientifique de la rechierche schenhique Andrée Demers, Directrice du Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la santé et de la prévention, Université de Montréal André Gaudreault, Directeur du Centre de recherche sur l'intermédialité, Université de Montréal Gregor Murray, Directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail, Université de Montréal Louise Poissant, Directrice du Centre interuniversitaire des arts médiatiques, Université du Québec à Montréal Maryse Rinfret-Raynor, Directrice du Centre interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, Université de Montréal Jean-Pierre Collin, Directeur du Réseau interuniversitaire d'études urbaines Villes Régions Monde, Institut national de la recherche scientifique Marc-André Deniger, Directeur du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, Université Laval Lisa A. Serbin, Directrice du Centre de recherche en développement humain, Université de Concordia Marcel Moussette, Directeur Centre interuniversitaire d'études sur les lettres,

les arts et les traditions, Université Laval

www.crdp.umontreal.ca

SITES HÉBERGÉS PAR LE CRDP



Autochtonie et gouvernance www.autochtonie.umontreal.ca



Chaire de recherche du Canada en droit et médecine www.crcdm.umontreal.ca



Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique



Guide des droits sur Internet www.droitsurinternet.ca



HumGen www.humgen.umontreal.ca



IIJCan/CanLII www.canlii.org



IIREB www.iireb.org



Juris international www.jurisint.org



Lex electronica www.lex-electronica.org



LexUM www.lexum.umontreal.ca



Portail francophone du droit www.droit.francophonie.org



Regroupement
Droit et changements
www.rdc.umontreal.ca

Cyber Tribunal

Cyber Tribunal www.cybertribunal.org

CONCLUSION

L'AVENIR DE LA RECHERCHE SUR LE DROIT

L'étude de l'évolution des normativités est une exigence constante de la vie collective. Elle est inévitablement associée à toute une série de questions connexes : dans quelle société voulons-nous vivre? quelles sont les contraintes nécessaires de la vie sociale? quelles sont les nouvelles frontières de la normativité juridique et les lieux contemporains du droit? quelle est la part de la normativité technique sur les orientations de l'action normative? quelles relations entretiennent les diverses formes de la normativité sociale?

Le droit tient, dans la société contemporaine, une place centrale. Espace de consensus, il est par voie de nécessité un lieu de débat. Instrument de l'action publique et outil privilégié de la gouvernance, il est également un indicateur important des priorités sociales, une expression idéalisée des conditions du vivre-ensemble.

La norme juridique est ainsi devenue l'objet de toutes les attentes. Cette situation particulière rend compte de ce que le droit est un produit des rapports sociaux en même temps qu'un facteur structurant de la vie collective. La recherche en droit connaît par extension une définition élargie. Au-delà de la dogmatique juridique, au-delà même de la production doctrinale, qui sont les produits de la recherche juridique appliquée, le droit est devenu l'objet légitime de la recherche fondamentale. Le développement de la Théorie du droit prend, par conséquent, aujourd'hui une place plus centrale que par le passé. Il en va de même de l'étude du droit dans son rapport au changement social et au changement technologique. Le droit n'y est plus strictement défini comme un champ de connaissance et d'action réservé aux juristes, il est devenu l'objet des investigations d'une multitude d'autres disciplines. Ces travaux favorisent un renouvellement continu des perspectives sur le droit, mais aussi l'occasion d'un renouvellement de la formation, à tous les cycles de la formation universitaire.

C'est cette ambition que poursuivent depuis près de 45 ans, les chercheurs du Centre de recherche en droit public. Le rapport annuel 2004-2005 rend compte de la diversification des thèmes d'étude que cette orientation favorise. Il révèle autant de dimensions émergentes du phénomène juridique et propose des questionnements dont la portée sociale est constante, et constamment portée plus loin.

Pierre Noreau DIRECTEUR Centre de recherche en droit public



info@crdp.umontreal.ca



ADRESSE CIVIQUE:

Pavillon Maximilien-Caron Université de Montréal 3101, chemin de la Tour angle Queen Mary et Decelles Montréal (Québec) Canada H3T 1J7

ADRESSE POSTALE:

Centre de recherche en droit public Faculté de droit Université de Montréal C.P. 6128, succ. Centre-ville Montréal (Québec) Canada H3C 3J7 Téléphone: 514.343.7533 Télécopieur: 514.343.7508